

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

NOVEMBRE 2016

N°165

Direction du Secrétariat Général

<p style="text-align: center;">SOMMAIRE</p> <p style="text-align: center;">RAA NOVEMBRE 2016</p>
--

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS *(Conseil du 24 novembre 2016)*

3

PARTIE 2 : DECISIONS

(Conseil du 24 novembre 2016)

284

PARTIE 3 : ARRETES

387

PARTIE 4 : CERTIFICAT D’AFFICHAGE - CONVENTION
DE PROJET URBAIN PARTENARIAL
ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE DE L’URBANISME

410

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

Pages

HORS COMMISSION	10
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	46
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	53
CULTURE	56
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	84
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	107
FINANCES	158
LOGEMENT	178
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	236
PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, CHASSE ET PECHE	239
RESSOURCES HUMAINES	243
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	246
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES	249
TRANSPORTS ET MOBILITE	264

PARTIE 1 – SOMMAIRE

COMMISSIONS

N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGES
14205	Hors Commission - Chambre Régionale des Comptes Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées - Montpellier Méditerranée Métropole - Rapport d'observations définitives sur la gestion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier relative aux exercices 2010 et suivants	11
14278	Hors Commission - Contrat de délégation de service public de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée - Autorisation de signature	13
14279	Hors Commission - Soutien aux agriculteurs impactés par les épisodes de grêle 2016 - Approbation et autorisation de financement	20
14280	Hors Commission - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Ensemble contre le Sida Sidaction à l'occasion de la 13ème Fête des Vignes - Autorisation de signature	23
14281	Hors Commission - Ouverture des magasins le dimanche - Loi 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Avis de la Métropole	25
14282	Hors Commission - Service Presse - Prise en charge des frais de déplacement aux frais réels - Approbation	27
14283	Hors Commission - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale d'Aménagement l'Or Aménagement - Modifications Statutaires - Autorisation accordée au représentant de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	29
14284	Hors Commission - Organismes extérieurs - Conseil d'Institut de Montpellier Management - Université de Montpellier - Désignation de représentants	32
14285	Hors Commission - Organismes extérieurs - Établissements scolaires - Représentation de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des collèges - Désignation	34
14286	Hors Commission - Article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales - Délégations permanentes - Modification - Approbation	37
14287	Hors Commission - Commissions du Conseil de Métropole - Composition	44
N° DELIB	ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	PAGES
14250	Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques - Convention de sensibilisation aux bonnes pratiques pour les Marchés Publics du Bâtiment - Autorisation de signature - Approbation	47
14251	Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques - Commission de délégations de Service Public Énergie et Transport-Mobilité - Stationnement (CDSP) - Élections - Fixation des conditions de dépôt de liste	50
N° DELIB	BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	PAGES
14253	Biodiversité, Culture scientifique et technique - Délégation de Service Public de l'aquarium Mare Nostrum - Avenant n°4 relatif à la prolongation du contrat - Autorisation de signature	54
N° DELIB	CULTURE	PAGES
14255	Culture - Comédie du Livre - Autorisation de demande de subventions - Approbation	57
14256	Culture - Hôtel Montcalm - Marchés de travaux n°2183DC09, lots n°4, 9a, 10 et 13, marché de travaux n°3131DC12 lot n°12 - Protocoles transactionnels - Autorisation de signature	59

PARTIE 1 – SOMMAIRE

COMMISSIONS

N°DELIB	CULTURE	PAGES
14257	Culture - Fonds Spécial Culture - Affectation de subventions - Approbation	65
14258	Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Demande de subvention pour l'année 2017 - Approbation	67
14259	Culture - Convention relative à l'organisation des Classes à Horaires Aménagés de Musique et de Danse (CHAM /CHAD) du Collège Clémence Royer - Autorisation de signature	69
14260	Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Fédération des Aveugles et Amblyopes de France - Languedoc Roussillon - Autorisation de signature	71
14261	Culture - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de partenariat entre l'Unité Mixte de Recherche « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes » (CNRS/UPV) et le musée Henri Prades - Autorisation de signature	74
14262	Culture - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de coorganisation de l'exposition « Circulez, y a tout à voir ! Archéologie des grands travaux entre Nîmes et Montpellier » - Autorisation de signature	76
14263	Culture - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de partenariat entre le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et le musée des Moulages - autorisation de signature	79
14264	Culture - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Actualisation des tarifs de la boutique	82
N°DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ARTISANAT	PAGES
14239	Développement économique - Schéma Directeur d'Aménagement Numérique - Déclaration d'opérateur de communications électroniques - Approbation	85
14240	Développement économique - Schéma Directeur d'Aménagement Numérique - Marché de maîtrise d'œuvre n°4623RI16 - Lancement de la procédure - Autorisation de signature	88
14241	Développement économique - Convention de partenariat BIC Montpellier Méditerranée Métropole - Incubateur Energie EDF - Approbation - Autorisation de signature	91
14242	Développement économique - Labex Entreprendre - Convention de partenariat entre le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier - Approbation	94
14243	Développement économique - Salon de l'immobilier d'entreprise (SIMI) 2016 - Convention de partenariat entre la Métropole, la SA3M, et la SERM - Autorisation de signature	97
14244	Développement économique - Stratégie d'accueil des entreprises : enjeux, orientations et principes de mise en œuvre - Lancement d'un schéma d'accueil des entreprises (SAE) métropolitain - Approbation	99
14245	Développement économique - ZAC Garosud et Garosud Extension - Communes de Montpellier et de Lattes - Garantie d'emprunt à la SERM de 4M€ - Approbation - Autorisation de signature	104

PARTIE 1 – SOMMAIRE

COMMISSIONS

N°DELIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGES
14206	Développement et aménagement durable du territoire - Déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Castelnau-le-Lez - Extension "Domaine de Verchant"- Engagement	108
14207	Développement et aménagement durable du territoire - Déclaration de projet avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Commune de Villeneuve-les-Maguelone - Le Parc Monteillet - Approbation de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme - Autorisation de signature	111
14208	Développement et aménagement durable du territoire - Modification N°3 du Plan local d'urbanisme de la Commune de Lattes - Approbation	115
14209	Développement et aménagement durable du territoire - Modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Commune de Saint Georges d'Orques - Approbation	126
14210	Développement et aménagement durable du territoire - Modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Clapiers - Approbation	130
14211	Développement et aménagement durable du territoire - Modalités de mise à disposition de la modification simplifiée N°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Castelnau-le-Lez - Approbation	133
14212	Développement et aménagement durable du territoire - Ecocité - Concession d'aménagement Route de la Mer - Communes de Lattes et de Pérols - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Approbation	135
14213	Développement et aménagement durable du territoire - Communes de Clapiers - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Approbation	139
14214	Développement et aménagement durable du territoire - Commune de Saint Jean de Vedas - Projet Urbain Partenarial « Les Jasses » - Approbation du périmètre et des conventions de PUP avec la société SAS Clinique Saint Jean et la CME - Convention de reversement au SBL - Convention de fonds de concours avec la commune - Autorisation de signature	142
14215	Développement et aménagement durable du territoire - Instauration d'une taxe d'aménagement à taux majoré dans le secteur de l'avenue du Pont Trinquat et de l'avenue Germaine Tillion dit « Trinquat-Tillion », quartier Près d'Arènes à Montpellier - Autorisation de signature	147
14216	Développement et aménagement durable du territoire - Protocole d'accord avec le CHU en vue de l'acquisition de l'ancienne maternité Grasset pour l'implantation du futur Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	150
14217	Développement et aménagement durable du territoire - Cession de diverses parcelles secteur de Saporta à Lattes à Autoroutes du Sud de la France dans le cadre de la requalification de la section centrale de l'A9 existante	153
14218	Développement et aménagement durable du territoire - Transfert des droits et obligations résultant de la convention passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et AIR LR, au profit de l'association ORAMIP appelée à devenir ATMO OCCITANIE au 1er janvier 2017 - Autorisation de signature	155

PARTIE 1 – SOMMAIRE

COMMISSIONS

N°DELIB	FINANCES	PAGES
14246	Finances - Budget 2016 - Décision Modificative n°1 - Adoption	159
14247	Finances - Affectation et modification d'affectation des subventions - Décision Modificative 2016 n°1 - Adoption	167
14248	Finances - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement en lien avec la Décision Modificative 2016 n°1 - Révisions - Adoption	170
14249	Finances - Reversement de taxe d'aménagement aux communes au titre de l'exercice 2016 - Approbation	176

N°DELIB	LOGEMENT	PAGES
14219	Logement - Contrat de Mixité Sociale - Commune de Saint Georges d'Orques - Autorisation de signature	179
14220	Logement - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2016 - Avenant n°1 à la convention signée avec l'Etat - Autorisation de signature	182
14221	Logement - Construction de 28 logements sociaux - Résidence « Zolad », rue Robert Capa à Montpellier - Attribution de subventions à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Autorisation de signature	185
14222	Logement - Construction de 13 logements sociaux - Résidence « Le Lavoir », Chemin de la Capouillère à Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	188
14223	Logement - Construction de 13 logements sociaux - Résidence « Le Lavoir » - Chemin de la Capouillère à Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	191
14224	Logement - Construction de 42 logements sociaux - Résidence « Le Bel Ombre », Chemin Carrière de l'Ort à Juvignac - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	194
14225	Logement - Construction de 42 logements sociaux - Résidence « Le Bel Ombre », Chemin Carrière de l'Ort à Juvignac - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	196
14226	Logement - Construction de 40 logements sociaux - "Urban Park", lotissement La Banquière lot 8 à Lattes - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	199
14227	Logement - Construction de 40 logements sociaux - " Urban Park ", lotissement la Banquière lot 8 à Lattes - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	201
14228	Logement - Construction de 9 logements sociaux - Résidence « Villa Hermès », 646 rue Georges Denizot à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS - Convention - Autorisation de signature	204
14229	Logement - Construction de 10 logements sociaux - Résidence « Le Terral », rue des Écoles à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS - Convention - Autorisation de signature	207

PARTIE 1 – SOMMAIRE

COMMISSIONS

N°DELIB	LOGEMENT	PAGES
14230	Logement - Construction de 7 logements sociaux - Résidence « Les Hauts de Beausoleil », rue du Professeur Tedenat à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS - Convention - Autorisation de signature	210
14231	Logement - Construction de 26 logements sociaux - Résidence « Charle's Park », ZAC Ecoparc à Fabrègues - Attribution de subventions à la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade - Convention - Autorisation de signature	213
14232	Logement - Construction de 26 logements sociaux - Résidence « Charle's Park », ZAC Ecoparc à Fabrègues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade - Convention - Autorisation de signature	215
14233	Logement - Construction de 24 logements sociaux - résidence « Villa Vittoria », avenue du Petit Train à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	218
14234	Logement - Construction de 4 logements sociaux - Résidence « Le Royal 2 », avenue de Castelnau à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	221
14235	Logement - Construction de 29 logements sociaux - Résidence « Notre Dame », 278 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM DOMICIL - Convention - Autorisation de signature	224
14236	Logement - Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2010-2016 - Quartiers Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson - Attribution de subventions complémentaires pour la réhabilitation de deux copropriétés - Autorisation de signature	227
14237	Logement - Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2012-2017 - Quartiers Saint-Guilhem / Laissac / Sud-Comédie - Attribution de subventions complémentaires pour la réhabilitation de deux copropriétés - Autorisation de signature	230
14238	Logement - Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de quarante-quatre logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	233

N°DELIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGES
---------	---	-------

14277	Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Gestion des déchets ménagers et assimilés - Redevance spéciale applicable aux déchets non ménagers assimilables aux déchets ménagers - Évolution des tarifs - Approbation	237
-------	---	-----

N°DELIB	PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, CHASSE ET PECHE	PAGES
---------	--	-------

14254	Proximité, relations avec les usagers, chasse et pêche - Délégation de service public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium - SAEML SFMA - Tarif général 2017 - Approbation	240
-------	--	-----

N°DELIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
---------	---------------------	-------

14252	Ressources Humaines - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation - Autorisation de signature	244
-------	--	-----

PARTIE 1 – SOMMAIRE

COMMISSIONS

N°DELIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
14270	Service public de l'eau et de l'assainissement - Régie de l'Eau Potable - Avance sur dotation initiale - Approbation	247
N°DELIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGES
14265	Sports et traditions sportives - Altrad Stadium - Mise à disposition de terrains et d'espaces - Match préparatoire à la Coupe du Monde de Rugby Féminin 2017 - Rencontre France vs USA - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Autorisation de signature	250
14266	Sports et traditions sportives - Attribution de subvention - Fonds spécial sport - Association Kitesurf et Windsurf Maguelone - Convention d'attribution - Autorisation de signature	253
14267	Sports et traditions sportives - Nettoyage des tribunes, des abords directs, des vestiaires et des sanitaires du Complexe sportif Yves-du-Manoir - Marché n°4604 DS16 - Autorisation de signature	256
14268	Sports et traditions sportives - Réseau des piscines - Opération "Bougeons ensemble pour le Téléthon" - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association française contre les myopathies (AFM) à occasion de l'édition 2016 du Téléthon - Autorisation de signature	258
14269	Sports et traditions sportives - Championnat du Monde de Handball 2017 - Convention cadre avec la Ligue Régionale de Handball pour l'organisation des matchs du Championnats du Monde de Handball Masculin 2017 à Montpellier - Autorisation de signature	261
N°DELIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
14271	Transports et Mobilité - Tramway deuxième ligne - Convention de mandat n°379T0 pour les études et la réalisation - Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'année 2015 - Approbation	265
14272	Transports et Mobilité - Tramway troisième ligne - Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°969T4 pour les études et la réalisation - Compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2015 - Approbation	269
14273	Transports et Mobilité - Tramway bouclage quatrième ligne - Convention de mandat n°2232 pour les études et la réalisation - Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'année 2015 - Approbation	272
14274	Transports et Mobilité - Surveillance permanente du tunnel de la Comédie - Convention de gestion de service de la commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	276
14275	Transports et Mobilité - Groupement des autorités responsables de transport (GART) - Adhésion - Désignation des membres représentants	279
14276	Transports et Mobilité - Club des Villes et Territoires Cyclables - Adhésion - Désignation des représentants	281

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES LANGUEDOC-ROUSSILLON MIDI-PYRÉNÉES - MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES SUR LA GESTION DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER RELATIVE AUX EXERCICES 2010 ET SUIVANTS

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application de l'article L. 243-5 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Languedoc-Roussillon Midi- Pyrénées concernant la gestion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier relative aux exercices 2010 et suivants, doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 24 novembre 2016, et est joint à la convocation adressée à chacun de ses membres, et doit donner lieu à un débat en séance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du débat relatif au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées, portant sur l'examen de la gestion de la Communauté d'agglomération de Montpellier relative aux exercices 2010 et suivants ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133708-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DIRUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DE L'AQUARIUM MARE NOSTRUM ET DU PLANÉTIARIUM GALILÉE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'Aquarium Mare Nostrum est un établissement de loisir culturel destiné au grand public grâce à son caractère universel et spectaculaire, fondé sur une présentation attractive des espèces animales, une scénographie innovante, et des dispositifs pédagogiques s'adressant au plus grand nombre.

Cet équipement est exploité par la société Seaman, dans le cadre d'une délégation de service public qui prend fin au 1^{er} janvier 2017.

Le Planétarium Galilée est un établissement permettant la diffusion de spectacles de planétariums. C'est un lieu dédié à l'astronomie, un lieu pour se distraire, apprendre et comprendre tout ce qui touche le ciel et l'espace. Il est doté d'une salle de spectacles de 156 places surmontée d'un écran en forme de demi-sphère, qui donne la sensation d'être immergé dans l'image. Il est doté des techniques de projection numérique les plus récentes.

Cet équipement est actuellement géré en régie « directe » par Montpellier Méditerranée Métropole.

Tenant compte de l'intérêt d'une mutualisation des deux équipements, le Conseil de Métropole a approuvé, par délibération n°13676 du 24 février 2016, le principe d'une délégation de service public unique pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du Planétarium Galilée. Par cette délibération, le Conseil de Métropole a en outre approuvé le lancement de la procédure de mise en concurrence, telle que définie aux articles L1411-1 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales, dans la perspective de la désignation du futur exploitant de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée.

Rappel de la procédure :

Le lancement de la consultation a fait l'objet de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence, conformément aux dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales et de l'article R1411-1 de ce même code.

Lors de sa réunion du 8 Avril 2016, la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) pour l'exploitation de l'Aquarium Mare Nostrum et du Planétarium Galilée a procédé à l'ouverture des plis et a enregistré le contenu des deux candidatures présentées :

- Aquariums Oceanworld,
- Seaman.

Aucune candidature n'a été reçue après la date limite.

Lors de sa séance du 18 Avril 2016 la CDSP a considéré que, sur la base des critères de sélection des candidatures énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence, les deux candidats étaient admis à déposer une offre.

Le règlement de la consultation ainsi que le programme de la consultation ont été envoyés à ces deux candidats, les dates et heures limites de réception des offres étant fixées au Vendredi 8 Juillet 2016 à 12h. Conformément aux dispositions du règlement de la consultation, une visite des établissements a été organisée, et les réponses aux questions formulées par les candidats ont été apportées.

Le 8 juillet 2016, la CDSP a procédé à l'ouverture des plis, et a constaté que les deux candidats avaient remis une offre dans les délais impartis.

Le 22 juillet 2016, la CDSP s'est réunie une dernière fois afin de donner son avis sur les deux offres remises et a recommandé à la personne habilitée à signer le contrat d'engager les négociations avec les deux candidats.

Sur la base de cet avis, une phase de négociation est intervenue avec les deux candidats.

Trois séries de questions ont été envoyées aux candidats les 29 juillet 2016, 24 août 2016 et 15 septembre 2016. Les candidats ont été auditionnés trois fois les 9 septembre 2016, 23 septembre 2016 et 4 octobre 2016. Une quatrième audition a eu lieu le 14 octobre pour la société Aquariums Oceanworld et le 18 octobre pour la société Seaman.

Il a été demandé aux candidats de remettre une offre finale avant le 2 novembre 2016.

Les deux candidats ont remis une offre finale complète dans les délais impartis. A l'issue de cette procédure, et sur la base de l'analyse des qualités de chacune des offres remises au regard des critères ci-dessous, l'offre de la société Aquariums Oceanworld s'avère être la plus performante.

Motivation du choix du délégataire :

Les critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, non pondérés, sans ordre hiérarchique, sont les suivants :

1. Valeur technique de l'offre

Ce critère est apprécié au travers des sous-critères suivants :

- Qualité technique des prestations proposées : programme de travaux GER, programme d'entretien
- Pertinence du programme d'investissement proposé (montant, nature et qualité des investissements)
- Moyens mis à disposition et modalités d'exploitation moyens (humains, organigramme, qualification du personnel) et modalités d'intervention et réparations
- Actions en faveur du développement durable

2. Valeur financière de l'offre

Ce critère est apprécié au travers des sous-critères suivants :

- Valeur actuelle nette des flux financiers procurés à la Métropole de Montpellier
- Fiabilité financière et cohérence de l'offre
- Actualisation et modalités d'évolution des tarifs

3. Qualité du service

Ce critère est apprécié au travers des sous-critères suivants :

- Garanties apportées justifiant de la qualité du service rendu
- Pertinence de la politique de commercialisation
- Pertinence de la politique d'animation et des actions pédagogiques

4. Garanties apportées

Ce critère est apprécié au travers des sous-critères suivants :

- Niveau de garantie apportée par le candidat
- Garanties apportées par la maison mère
- Engagements en matière de contrôle et de transparence

Le choix de l'offre présentée par la société Aquariums Oceanworld est motivé par les éléments suivants :

S'agissant de la valeur technique de l'offre, les deux candidats ont, quantitativement, une politique d'investissement et de renouvellement identique, soit 3,1M€ sur la durée de la DSP. Ils détaillent tous les deux les investissements à venir et, notamment, ceux de la première année liés à la mutualisation. Sur ce point particulier, Aquariums Oceanworld prend en compte plus complètement les investissements à mobiliser dès le démarrage de la DSP (soit environ 200k€), et prévoit une dépense d'investissement légèrement supérieure sur les deux premières années du contrat (1,5M€ contre 1,26M €), intégrant notamment un effort important sur l'attractivité du plan de collection dès la première année. Les deux candidats garantissent ces montants d'investissements.

En termes de moyens, les approches sont différentes : Aquariums Oceanworld propose une rationalisation des fonctions supports (communication, marketing, commercialisation, administratif...), en s'appuyant sur les ressources du siège, et en internalisant les contrats de « facilities management » ; Seaman propose quant à lui de stabiliser les effectifs permanents – ce qui a un impact important sur la masse salariale et le coût d'exploitation – mais sans démontrer une meilleure performance sur le projet d'exploitation.

En termes d'horaires d'ouverture au grand public, Aquariums Oceanworld propose une ouverture 7j/7 de mai à août et pendant les vacances scolaires, et 5j/7 en dehors de ces périodes, ce qui permettra de développer l'offre aux scolaires avec des journées dédiées. Seaman propose quant à lui une ouverture 7j/7 toute l'année, avec une période de fermeture de 15j en janvier.

Sur les actions en termes de développement durable, les deux offres sont équivalentes.

En conséquence, sur le critère 'valeur technique', l'offre de la société Aquariums Oceanworld apparaît légèrement supérieure.

S'agissant de la valeur financière de l'offre, celle présentée par la société Aquariums Oceanworld est indiscutablement supérieure à l'offre présentée par la société Seaman. En effet, hors intéressement, la valeur actuelle nette de l'offre (gains pour la Métropole sur la durée du contrat) est de 1,4M € hors intéressement, et de plus de 2M€ avec intéressement, contre 55k€ hors intéressement pour Seaman, et 70,7k€ avec, soit 25 fois moins. En outre, la politique d'intéressement est plus intéressante pour Aquariums Oceanworld puisqu'elle est liée à l'atteinte d'un seuil de fréquentation (1€ par visiteur supplémentaire au-delà d'un seuil de 300 000 visiteurs payants) ; au contraire, la politique d'intéressement de Seaman est moins intéressante puisque elle est liée à un dépassement de la performance contractuelle de son compte d'exploitation prévisionnel.

Les deux offres présentent par ailleurs une fiabilité et une cohérence équivalentes et de bonne qualité. De même pour les modalités d'actualisation des tarifs.

En conséquence, sur le critère 'valeur financière', l'offre de la société Aquariums Oceanworld est la plus performante.

S'agissant de la qualité du service, les deux offres présentent des approches radicalement différentes notamment en matière de politique de commercialisation. En matière de communication, l'offre d'Aquariums Oceanworld apparaît sensiblement plus dynamique, avec un recours important au support internet et une approche de développement d'actions sur Odysseum, par la mise en place de partenariats commerciaux avec les enseignes de la zone.

Sur la politique tarifaire, Seaman est plus prudent, avec une légère augmentation mais une politique promotionnelle peu incitative et très peu développée. A l'inverse, Aquariums Oceanworld propose une tarification largement revalorisée, mais avec une politique promotionnelle extrêmement active (prix internet, large diffusion de coupons réductions, ...), qui représentera près de 80% des ventes totales. En outre, sur le plan de la fréquentation, l'offre d'Aquariums Oceanworld est plus ambitieuse avec un objectif de 400 000 visiteurs par an dont 10% de scolaires, contre 354 000 chez Seaman, dont 9% de scolaires.

Enfin, Les deux candidats proposent des actions pédagogiques assez similaires sur les 2 thématiques océan et espace pour les 2 cycles du primaire et du collège (cycles 2 et 3). Aquariums Oceanworld propose en outre de développer des actions pour les universitaires.

En conséquence, sur le critère 'qualité du service', l'offre de la société Aquariums Oceanworld est légèrement plus performante.

S'agissant enfin des garanties apportées, la société Aquariums Oceanworld accepte la garantie à première demande demandée dans le projet de contrat à hauteur de 550 000 euros, contrairement à la société Seaman. De même, sa maison mère, sa société Aspro Parks, propose une garantie complète de substitution à sa filiale Aquariums Oceanworld ainsi qu'à la société dédiée, alors que la maison mère n'a apporté aucune garantie de substitution à la société Seaman.

Sur le critère 'garanties apportées', l'offre de la société Aquariums Oceanworld est plus performante.

En conséquence, sur la base des quatre critères définis au règlement de la consultation, et rappelés ci-dessus, l'offre de la société Aquariums Oceanworld est la plus performante.

Economie générale de la Délégation de Service Public :

Les négociations ont conduit à l'établissement d'un projet de contrat de délégation de service public qui reprend les engagements souscrits par la société Aquariums Oceanworld. Les clauses essentielles de ce projet de convention qu'il vous est proposé de conclure avec ce candidat sont les suivantes :

1) Périmètre de la délégation

La convention sera conclue pour une durée de 10 ans et 2 mois à compter du 2 janvier 2017 jusqu'au 28 février 2027. L'équipement confié est L'aquarium Mare Nostrum et le Planétarium Galilée de Montpellier Métropole.

Le délégataire aura en charge, dans le cadre du contrat, l'exploitation de l'équipement sur les plans administratif, technique, financier et commercial.

2) Prestations confiées au Délégataire

Le prestataire aura la charge complète de la gestion et de l'exploitation de des équipements délégués à ses risques et périls. Il réalisera des investissements à hauteur de 1 500 000 € HT.

Le contrat intègre également des obligations en matière de renouvellement des biens affermés.

A hauteur de 1 600 000€ HT sur la durée du contrat, cet engagement financier permet à Montpellier Métropole d'être assurée de retrouver un équipement en parfait état d'entretien à l'issue de la délégation.

Au total, le délégataire s'engage à dépenser une somme de 3 100 000 € HT sur la durée du contrat pour les investissements neufs et le renouvellement.

3) Caractéristiques financières de la convention

La grille tarifaire est annexée au contrat. Les principaux tarifs sont les suivants :

Tarifs aquarium :

	TARIFS INDIVIDUELS	TARIFS CAISSE		TARIFS INTERNET		Conditions d'obtention
		€TTC	€HT	€TTC	€HT	
Tarifs de base	Tarifs adulte >= 11 ans	17,5	15,75	15,5	13,95	
	Tarif jeune (5-10 ans)	12,5	11,25	10,5	9,45	
	Mini tarif (3 et 4 ans)	6,5	5,85	5	4,5	
	Gratuit < 3 ans	0	0	0	0	
Tarifs famille/amis	Pack famille	53	47,7	45	40,5	Sur la base de 2 adultes + 2 enfants
	Pack amis	0	0	58	52,2	uniquement sur internet

Tarifs planétarium :

	TARIFS INDIVIDUELS	TARIFS CAISSE		TARIFS INTERNET		Conditions d'obtention
		€TTC	€HT	€TTC	€HT	
Tarifs de base	Tarifs adulte >= 11 ans	9	8,1	7	6,3	
	Tarif jeune (5-10 ans)	7	6,3	5	4,5	
	Mini tarif (3 et 4 ans)	5	4,5	3,5	3,15	
	Gratuit < 3 ans	0	0	0	0	
Tarifs famille/amis	Pack famille	25	22,5	21	18,9	Sur la base de 2 adultes + 2 enfants
	Pack amis	0	0	24	21,6	uniquement sur internet

Tarifs couplés :

TARIFS INDIVIDUELS	TARIFS CAISSE	TARIFS INTERNET	Conditions d'obtention
--------------------	---------------	-----------------	------------------------

		€TTC	€HT	€TTC	€HT	
Tarifs de base	Tarifs adulte >= 11 ans	21	18,9	19	17,1	
	Tarif jeune (5-10 ans)	15,5	13,95	13,5	12,15	
	Mini tarif (3 et 4 ans)	9	8,1	7,5	6,75	
	Gratuit < 3 ans	0	0	0	0	
Tarifs famille/ amis	Pack famille	65	58,5	52	46,8	Sur la base de 2 adultes + 2 enfants
	Pack amis	0	0	65	58,5	uniquement sur internet

Une redevance fixe forfaitaire annuelle de 160 000 € HT sera versée à la Métropole par le délégataire. Une redevance pour frais de contrôle de 10 000 € HT sera également versée annuellement à la Métropole.

Un intéressement de 1€ HT par visiteur supplémentaire au-delà de 300 000 visiteurs est contractuellement prévu.

4) Contrôle de Montpellier Métropole et garanties

Afin de permettre à Montpellier Métropole de s'assurer de la bonne exécution de la convention et d'exercer son pouvoir de contrôle, le délégataire produit chaque année à Métropole, avant le 30 avril, le rapport annuel du délégataire.

Le rapport porte sur l'exécution de la convention pour la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année précédente.

Le rapport doit être établi conformément aux dispositions des articles L. 1411-3, R. 1411-7 et R. 1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales ; un plan type de ce rapport est annexé au contrat.

Le Délégataire est également astreint à la transmission d'un rapport mensuel.

5) Biens de retour

A l'expiration de la Délégation, Montpellier Métropole entrera immédiatement en possession de l'ensemble des biens de retour, entendus comme les biens apportés par le délégant, ainsi que ceux que le délégataire s'est engagé à réaliser dans le cadre du plan d'investissement joint en annexe au contrat.

Les biens de retour seront restitués en bon état de fonctionnement, toutes les dépenses correspondant aux obligations du délégataire étant réputées amorties.

Cette remise s'effectuera à titre gratuit.

6) Mesures prévues en cas de défaillance du délégataire

En garantie des engagements pris, le Délégataire propose une garantie d'un montant de 550 000 € qui permettra à la Métropole de mobiliser des sommes pour palier une éventuelle défaillance du délégataire.

Le contrat détaille avec précisions toutes les pénalités applicables.

En cas de manquement d'une particulière gravité par le délégataire à ses obligations résultant de la convention et de ses annexes, Montpellier Métropole peut le mettre en demeure d'y porter remède dans un délai adapté aux causes de la mise en demeure.

Si la mise en demeure reste sans effet, Montpellier Métropole peut résilier pour faute, sans indemnité (à l'exception de la valeur nette comptable des équipements non amortis) la convention à l'expiration du délai fixé.

Il est enfin précisé qu'une société exclusivement dédiée à la gestion de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée prendra en charge la Délégation de Service Public, conformément aux termes de la convention, au plus tard 1 mois après la date de prise d'effet du contrat.

Conformément aux articles L.1411-5 et L. 1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers métropolitains, par courrier du 8 novembre 2016, les documents suivants :

- Procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée du 8 avril 2016 ouvrant les candidatures.
- Procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée du 18 avril 2016 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures.
- Procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée du 8 juillet 2016 ouvrant les offres.
- Procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée du 22 juillet 2016 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres.
- Rapport présentant les motifs du choix de la société Aquarium Oceanworld pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée et l'économie générale du contrat.
- Projet de contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le choix de la société Aquariums Oceanworld en tant que titulaire du contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée,
- approuver le projet de contrat de délégation de service public dont l'économie générale a été rappelée ci-dessus, ainsi que la grille tarifaire annexée,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de délégation de service Public à intervenir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (9 abstentions et 3 votes contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1135138-
CC-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DIRUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – SOUTIEN AUX AGRICULTEURS IMPACTÉS PAR LES ÉPISODES DE GRÊLE 2016 - APPROBATION ET AUTORISATION DE FINANCEMENT

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite des violents épisodes de grêle du 17 août et du 16 septembre 2016, des agriculteurs ont été durement frappés. Le recensement coordonné par la Chambre d'Agriculture fait état de plus de 1 075 hectares sinistrés à plus de 30 %, dont 700 hectares à plus de 50 % sur l'ensemble des secteurs impactés.

En votant à l'unanimité un vœu lors de son assemblée du 28 septembre 2016, le Conseil de Métropole a manifesté son soutien aux agriculteurs sinistrés et a décidé de participer à la mobilisation collective coordonnée par la Chambre d'Agriculture de l'Hérault.

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt a décidé d'exonérer totalement de Taxe sur le Foncier Non Bâti (TFNB) les parcelles sinistrées à plus de 30%, et d'autres partenaires tels que la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, la MSA ou la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup apporteront aussi leur contribution.

Aujourd'hui, la Chambre d'Agriculture de l'Hérault envisage la création d'un fonds partenarial destiné à aider financièrement les agriculteurs impactés.

Il est donc proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte son concours aux sinistrés, à hauteur de 100 000 €, en abondant le fonds qui sera créé très prochainement par la Chambre d'Agriculture.

Les modalités du soutien de Montpellier Méditerranée Métropole, étudiées en lien étroit avec la Chambre d'Agriculture et les partenaires, pourront s'articuler autour :

- d'aides aux viticulteurs pour la taille spéciale de la vigne,
- d'aides aux viticulteurs pour compenser le surcoût de vinification lié à la perte de vendanges,
- d'une subvention dédiée, au bénéfice de la Chambre d'Agriculture, visant à participer au financement de l'organisation d'ateliers techniques et à l'ingénierie du dispositif mis en œuvre.

Les aides prévues à ce titre, dans le cadre de l'abondement par la Métropole du fonds créé par la Chambre d'Agriculture, ont vocation à être reversées aux agriculteurs en difficulté.

Il est donc convenu que la Chambre d'Agriculture de l'Hérault se chargerait de reverser les aides financières aux bénéficiaires finaux selon des modalités et critères d'attribution qui seront proposés au vote d'un prochain Conseil de Métropole, ainsi qu'une convention spécifique de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre d'Agriculture de l'Hérault.

Enfin, considérant que le dispositif proposé relève de l'aide aux entreprises et constitue un régime d'aide économique directe, l'accord de la Région Occitanie sera sollicité avant sa mise en œuvre, conformément à la réglementation en vigueur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- réaffirmer le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole aux agriculteurs sinistrés ;
- approuver le principe d'attribution d'une subvention de 100 000 € à la Chambre d'Agriculture de l'Hérault, sous réserve de l'accord de la Région Occitanie et de l'approbation ultérieure des modalités d'attribution au sein d'une convention spécifique avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget, chapitre 936 ;
- solliciter l'accord de la Région Occitanie afin de pouvoir mettre en œuvre ce dispositif ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1135035-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE ET L'ASSOCIATION ENSEMBLE CONTRE LE SIDA SIDACTION À
L'OCCASION DE LA 13ÈME FÊTE DES VIGNES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller Métropolitain, délégué à la Communication, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole célèbre chaque année l'un des fleurons de son patrimoine, le vin, grâce à la Fête des Vignes.

Curieux, amateurs éclairés et œnologues confirmés peuvent découvrir le fruit du travail des caves et domaines viticoles de la Métropole.

Pour 3 € seulement, le visiteur se voit remettre :

- un verre à vin et un coupon donnant droit à 3 dégustations (à utiliser au gré de ses envies, sur les différents stands des viticulteurs présents),
- un billet de tombola,
- un coupon lui donnant droit à une bouteille de vin offerte pour l'achat d'un carton de six, le dimanche dans les domaines participant à l'opération.

Depuis 2004, année de la création de la Fête des Vignes, les recettes engendrées par la vente de tickets ont toujours été intégralement reversées à une œuvre caritative.

Au-delà de la fête, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi inscrire les retombées d'une telle manifestation dans la durée et dans l'action.

Ainsi, depuis 2006, ce sont près de 170 000 € qui ont été versés par Montpellier Méditerranée Métropole au Sidaction dans le cadre de cette fête ; une somme destinée à faire progresser la lutte contre le sida et à aider la recherche médicale et les malades.

En 2015, la totalité de la recette de la manifestation soit la somme de 19 977,07 € a été reversée au Sidaction.

Depuis 13 ans, l'entité a à cœur de maintenir la convivialité de cette manifestation qui promeut les viticulteurs de son territoire et manifeste son soutien au Sidaction notamment pour l'investissement permanent de cette association pour le développement des programmes de recherche et d'aide aux malades.

L'édition 2016, 13ème Fête des vignes, aura lieu sur l'esplanade Charles de Gaulle à Montpellier les 25 et 26 novembre de 11h à 20h et le 27 dans les vignobles.

Il est proposé de conclure une convention avec l'association Ensemble contre le Sida pour définir les modalités de versement total de la recette de la manifestation au bénéfice du Sidaction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention avec l'association Ensemble contre le Sida SIDACTION ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134310-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – OUVERTURE DES MAGASINS LE DIMANCHE - LOI 2015-990 DU 6 AOÛT 2015 POUR LA CROISSANCE, L'ACTIVITÉ ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES ÉCONOMIQUES - AVIS DE LA MÉTROPOLE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

L'article L 3132-6 du Code du travail tel que modifié par la loi n° 2015-90 du 6 août 2015 permet désormais l'ouverture dominicale des établissements de commerce de détail, dans la limite de 12 dimanches par an, sauf dérogations législatives et réglementaires déjà prévues pour certains secteurs d'activités notamment les jardineries, les magasins d'ameublement et les magasins de bricolage.

Lorsque le nombre de dimanches excède cinq, la décision du Maire est prise après avis conforme du Conseil de Métropole et du Conseil Municipal.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil mentionné au premier alinéa de l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet, lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L. 3133-1, à l'exception du 3°, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement, des dimanches désignés par le Maire au titre de l'article L 3132-6 du Code du travail, dans la limite de trois.

La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire, avant le 31 décembre, pour mise en œuvre sur son territoire au cours de l'année suivante.

Cette liste peut être commune pour tous les secteurs d'activités mentionnés ci-dessous ou établie pour un ou plusieurs secteurs d'activités :

- Le secteur d'activité du commerce de détail spécialisé de l'alimentation,
- Le secteur d'activité du commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer-électroménager TV-Hifi,
- Le secteur d'activité du commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs,
- Le secteur de l'automobile.

La liste des dimanches travaillés par dérogation au repos dominical est prise après consultation des organisations d'employeurs et de salariés intéressés.

Les communes de Le Crès, Lattes, Pérols, Montpellier, Saint Jean de Vedas et Juvignac ont transmis leurs propositions de listes afin qu'elles soient soumises pour avis au Conseil de Métropole en application des dispositions du Code du travail susvisées.

Celles-ci sont recensées dans le tableau joint en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable aux propositions de listes d'ouverture dominicale des commerces de détail, par secteur d'activité, sur les communes recensées et détaillées dans le tableau joint en annexe.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134926-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DIRUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – SERVICE PRESSE - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT AUX FRAIS RÉELS - APPROBATION

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller Métropolitain, délégué à la Communication, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole relève les grands défis du 21^e siècle pour développer son territoire en répondant efficacement et harmonieusement aux besoins de ses habitants et de ses entreprises.

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole impulse son projet de Métropole autour de sept piliers : santé, numérique, transports et mobilités, développement économique tourisme et industrie, agro-écologie et alimentation, culture-patrimoine et universités, commerce et artisanat. Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

Le service relation presse, rattaché à la Direction du cabinet, organise dans le cadre de ses activités sur le territoire local mais aussi national, en lien avec les médias, des déplacements de personnalités extérieures (journalistes) lors de conférences de presse afin de contribuer au rayonnement de la Métropole et de ses actions.

Il peut également organiser l'accueil de délégations à ces mêmes occasions.

Il est proposé que la prise en charge de ses frais aux frais réels soit financée à hauteur de 5 000 € maximum par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge des frais de déplacements et/ou d'accueil de personnalités extérieures pour les besoins du service presse de la Métropole, ce aux frais réels ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1133204-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT L'OR AMÉNAGEMENT - MODIFICATIONS STATUTAIRES - AUTORISATION ACCORDÉE AU REPRÉSENTANT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la SPLA L'OR AMÉNAGEMENT au capital de 320 143 euros composé de 21 000 actions. Elle détient 3,57% du capital, soit 750 actions et occupe 1 poste sur 18 au Conseil d'Administration de la société, poste occupé par Monsieur Jean-Pierre RICO.

La SPLA L'OR AMÉNAGEMENT est, de par sa nature juridique, détenue à 100% par des actionnaires publics. A ce titre elle est également composée de 10 autres collectivités et groupements que sont, le Département de l'Hérault (7,00%), la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or (51,00%), les communes de Mauguio (31,54%), Valergues (5,00%), Candillargues, La Grande Motte, Lansargues, Mudaison, Palavas-les-Flots et Saint Aunes (détenant chacune 0,31% du capital).

L'OR AMÉNAGEMENT a pour objet la réalisation, pour le compte exclusif de ses actionnaires et sur leur territoire, de toute opération d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme : *« études et aménagement sur tous terrains concernés, exploitation, gestion, entretien et mise en valeur par tous moyens des ouvrages et équipements réalisés, réalisation d'équipements collectifs, mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti et des espaces naturels. »*

Soucieux d'impulser une nouvelle dynamique à la société et d'ouvrir son activité vers d'autres prestations dans des domaines plus étendus, le Conseil d'administration de la société, en date du 20 septembre 2016, a proposé la réunion d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet d'adopter la modification de ses statuts.

Cette modification statutaire consiste à réviser les dispositions relatives à :

- **la forme de la société** (article 3 des statuts) par la transformation de structure juridique de SPLA (*société publique locale d'aménagement entièrement dédiée à l'aménagement*) en SPL (*société publique locale, dont les champs d'activité sont les plus étendus tels que l'aménagement, la construction, le développement économique et touristique, la gestion de services publics industriels et commerciaux, et toutes autres activités d'intérêt général*) ;

- **l'objet social de la société** (article 3 des statuts), en vue de mener des opérations d'aménagement à usage de logement, d'activités touristiques et économique.

À cette fin, la société pourra procéder à toutes les acquisitions foncières nécessaires, y compris par voie de préemption ou d'expropriation, réaliser les études et travaux, et céder ou donner à bail les immeubles. La société pourra procéder, pour le compte de ses actionnaires, à la construction de tout équipement public ou collectif, et en assurer la gestion, y compris si elle n'en a pas été le constructeur, le cas échéant par voie de délégation de service public. À cet effet, la société effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières se rapportant aux objets définis ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes.

Ces modifications statutaires exigent, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités et groupements de collectivités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante »*

approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur Jean-Pierre RICO, représentant à l'Assemblée Générale de la SPLA L'OR AMÉNAGEMENT, à voter en faveur de ces modifications statutaires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. J.-P. RICO.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133508-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - CONSEIL D'INSTITUT DE MONTPELLIER MANAGEMENT - UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER - DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au sein de l'Université de Montpellier, deux composantes pédagogiques, l'Institut des Sciences de l'Entreprise et du Management (ISEM) et la Faculté d'Administration Economique et Sociale (UFR AES) fusionnent au premier janvier 2017.

A la suite de la publication en date du 26 août 2016 par le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche de l'arrêté de création de l'Institut Montpellier Management fruit de cette fusion, le Président de l'Université de Montpellier a nommé Monsieur Fabre comme administrateur provisoire afin d'organiser la mise en place de l'Institut.

C'est dans le cadre de cette mise en place et au regard de l'intérêt porté pour l'innovation et le renforcement des liens entre enseignement supérieur et acteurs économiques que la Métropole est sollicitée pour siéger en qualité de 'personnalité extérieure représentant les collectivités territoriales' au sein du conseil de ce nouvel institut.

Un représentant titulaire et un représentant suppléant sont ainsi appelés à être désignés.

Le Président propose les candidatures suivantes :

- Mme Marion, comme représentante titulaire,
- Mme Kerangueven comme représentante suppléante.

Aucune autre candidature n'est proposée.

Il est proposé au regard des dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-21 de ne pas procéder à une désignation à bulletin secret, mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à la désignation de Mme Marion, comme représentante titulaire et Mme Kerangueven comme représentante suppléante de la Métropole, au sein du Conseil d'Institut de Montpellier Management de l'Université de Montpellier ;
- décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations à bulletin secret, mais à main levée, ce en application des dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-21 ;
- autoriser les représentants ainsi désignés à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133987-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES
- REPRÉSENTATION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ AU SEIN DES
COLLÈGES - DÉSIGNATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibérations n°12360 du 19 juin et n°12481 du 31 juillet 2014 le Conseil a désigné plusieurs représentants de la Métropole au sein de divers établissements scolaires.

Il est proposé au Conseil de modifier les représentations au sein des collèges suivants :

COLLEGES	COMMUNES	PROPOSITION DU PRESIDENT
Collège Le Bérange	BAILLARGUES	Jean-Luc MEISSONNIER
Collège Frédéric Bazille	CASTELNAU-LE-LEZ	Jean Pierre GRAND Suppléante : Catherine DARDE
Collège les Pins	CASTRIES	Gilbert PASTOR
Collège François Mitterrand	CLAPIERS	Eric PENSO Suppléant : Thierry VINDOLET
Collège Ray Charles	FABREGUES	Mylène FOURCADE
Collège Pierre Mendès France	JACOU	Renaud CALVAT
Collège Georges Brassens	LATTES	Rosy BUONO
Collège de la voie Domitienne	LE CRES	Marie-Christine PANOS
Collège Camille Claudel	MONTPELLIER	Max LEVITA Suppléante : Titina DA SYLVA
Collège Gérard Philipe	MONTPELLIER	Titulaires : Patricia MIRALLES Suppléant : Rabii YOUSSEUS
Collège Clemenceau	MONTPELLIER	Annie YAGUE Suppléant : Guy BARRAL
Collège Joffre	MONTPELLIER	Jean-Marc DI RUGGIERO Suppléante : Michèle DRAY-FITOUSSI
Collège Clémence Royer	MONTPELLIER	Valérie BARTHAS-ORSAL Suppléante : Annie YAGUE
Collège Fontcarrade	MONTPELLIER	Abdi EL KANDOUSSI Suppléante : Annie YAGUE
Collège Las Cazes (Simone WEILL)	MONTPELLIER	Isabelle MARSALA Suppléant : Henri de VERBIZIER
Collège Arthur Rimbaud	MONTPELLIER	Chantal LEVY-RAMEAU Suppléant : Jean-Luc COUSQUER

Collège Croix d'Argent	MONTPELLIER	Annie YAGUE Suppléant : Pascal KRZYZANSKI
Collège Marcel Pagnol	MONTPELLIER	Bernard TRAVIER Suppléante : Caroline NAVARRE
Collège Jeu de Mail	MONTPELLIER	Valérie BARTHAS-ORSAL Suppléant : Jean-Luc COUSQUER
Collège Escholiers de la Mosson	MONTPELLIER	Chantal LEVY-RAMEAU Suppléant : Robert COTTE
Collège Les Garrigues	MONTPELLIER	Chantal LEVY-RAMEAU Suppléante : Valérie BARTHAS-ORSAL
Collège François Rabelais (Alco)	MONTPELLIER	Titina DA SYLVA Suppléante : Sonia KERANGUEVEN
Collège Les Aiguerelles	MONTPELLIER	Patricia MIRALLES Suppléant : Sauveur TORTORICI
Collège Internat d'Excellence	MONTPELLIER	Michèle DRAY-FITOUSSI
Collège Frédéric Mistral	PEROLS	Jean-Pierre RICO Suppléante : Isabelle GIANNIEL
Collège Marie Curie	PIGNAN	Michelle CASSAR
Collège Louis Germain	SAINT JEAN DE VEDAS	Isabelle GUIRAUD
Collège les Salins	VILLENEUVE-LES-MAGUELONE	Chantal CLARAC

Il est proposé à l'Assemblée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales de décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations par un vote à bulletin secret, mais par un vote à mains levées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à la désignation de représentants au sein des collèges cités ci-dessus et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à mains levées ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1135115-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET, Mme C. NAVARRE

HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS PERMANENTES - MODIFICATION - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Il convient d'ajouter dans le paragraphe 4 « Commande publique » :

- un point 4.16 afin de permettre au Président de prendre une décision pour autoriser la passation de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans sa version consolidée, dans le cadre de l'exercice de la compétence service public de défense extérieure contre l'incendie.
- un point 4.17 afin de permettre au Président de prendre toute décision concernant la sélection et l'information des candidats retenus et non retenus, les demandes de précisions, compléments, négociation, régularisation des offres, dans les concours (y compris le choix du ou des lauréats), les procédures de conception réalisation et les procédures d'un montant supérieur ou égal au seuil des procédures formalisées.

L'ensemble des autres délégations permanentes demeure inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

1.1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.2 autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;

1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

1.5 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention

1.6 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

1.7 autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

1.8 approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) autoriser celles établies au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, lorsque les crédits sont inscrits au budget et la signature des conventions de dépôt d'œuvres qui ne sont grevées ni de conditions ni de charges ;

1.9 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

1.10 fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Métropole, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Métropole qui n'ont pas un caractère fiscal ;

1.11 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;

1.12 autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

1.13 autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions.

1.14 autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ou de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

1.15 déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R.141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain.

2. Urbanisme

2.1 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme;

2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

2.3 autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole.

2.4 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

3.2 créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

3.4 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation.

4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.2 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.3 prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics et accords cadres conclus par Montpellier Méditerranée Métropole.

4.4 prendre toute décision autorisant dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, la signature des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires, dans la limite de 5% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix forfaitaire et dans la limite résultant de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 pour les marchés à prix mixte ;

4.5 approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 4ème paragraphe.

4.6 approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.7 prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;

4.8 préparer, passer, exécuter et régler tous les marchés publics relevant de l'urgence impérieuse, quelques soient leurs montants, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.9 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice ;

4.10 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence pour la conclusion des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.11 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés subséquents aux accords-cadres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.12 prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs.

4.13 prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de

télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5000 € HT par étude ;

4.14 prendre toute décision concernant la désignation des Présidents des jurys de concours ainsi que des « personnes qualifiées » nécessaires dans chacun des dits jurys ;

4.15 approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes pour les procédures de marchés publics d'un montant strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.16 autoriser la passation de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans le cadre de l'exercice de la compétence service public de défense extérieure contre l'incendie.

4.17 prendre toute décision concernant la sélection et l'information des candidats retenus et non retenus, les demandes de précisions, compléments, négociation, régularisation des offres, dans les concours (y compris le choix du ou des lauréats), les procédures de conception réalisation et les procédures d'un montant supérieur ou égal au seuil des procédures formalisées.

5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

5.3 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole ;

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €.

7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l'élus le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de

ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des délégations permanentes accordées par le Conseil au Président telle que définie ci-dessus,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales, la signature de ces décisions et des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133606-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ - COMPOSITION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au regard de divers demandes reçues et de l'élection de la présidence de la commission Energie et Transition Energétique, il convient de mettre à jour la composition des commissions.

Les tableaux figurant en annexe sont modifiés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la composition des commissions telle qu'annexée à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1135244-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET
AFFAIRES JURIDIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
CONVENTION DE SENSIBILISATION AUX BONNES PRATIQUES POUR LES
MARCHÉS PUBLICS DU BÂTIMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE -
APPROBATION**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, compte tenu de l'étendue de ses compétences et de l'importance de son budget, est l'un des principaux donneurs d'ordre public dans le domaine du bâtiment et des travaux publics sur le territoire du Languedoc-Roussillon.

La Fédération du Bâtiment de l'Hérault est une organisation qui représente les artisans et les entrepreneurs du Bâtiment et des Travaux Publics.

A ce titre, elle souhaite faciliter l'accès de ces derniers aux marchés publics de travaux en définissant de concert avec les collectivités locales et leurs groupements des règles de bonnes pratiques tendant à simplifier, harmoniser et clarifier les procédures de mise en concurrence telles que définies dans les textes en vigueur.

Animées de cette volonté de participer au développement du tissu économique local dans le strict respect partagé des principes de liberté d'accès, d'égalité de traitement et de transparence des procédures, la Fédération du Bâtiment de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole s'étaient déjà rapprochées fin 2011 afin d'établir une convention de bonnes pratiques pour l'application du Code des marchés publics.

Un peu plus de cinq ans plus tard, Montpellier Méditerranée Métropole et la Fédération du Bâtiment conviennent de la nécessité de renouveler cette convention afin de:

- tenir compte des évolutions de la réglementation issues de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret du n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- réaffirmer les objectifs communs de transparence et d'accès des entreprises à la commande publique.

La nouvelle convention associe la commune de Montpellier, signataire jusque-là d'une convention propre, permettant ainsi une harmonisation des procédures, source de simplification pour les entreprises candidates aux marchés publics.

Cette convention porte à la fois sur les procédures de publicité et de mise en concurrence, sur l'analyse des offres, ainsi que sur l'exécution des marchés publics notamment en termes financier.

Elle réaffirme la volonté des parties de développer des actions d'information et de sensibilisation auprès des entreprises du bâtiment et des travaux publics afin de leur permettre de répondre le plus efficacement possible aux consultations lancées par les personnes publiques.

Elle réaffirme également les objectifs d'une commande publique plus qualitative attachée à retenir les offres les mieux disantes, luttant contre les offres anormalement basses et prenant en compte les préoccupations sociales et environnementales par la rédaction de clauses et critères spécifiques.

Toutes les dispositions de la convention ont vocation à s'appliquer aux procédures formalisées mais aussi aux procédures adaptées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de sensibilisation aux bonnes pratiques pour les marchés publics du bâtiment à intervenir avec la commune de Montpellier et la Fédération du Bâtiment de l'Hérault ;

Délibération n° 14250

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134492-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
COMMISSION DE DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC ÉNERGIE ET TRANSPORT-
MOBILITÉ - STATIONNEMENT (CDSP) - ÉLECTIONS - FIXATION DES CONDITIONS
DE DÉPÔT DE LISTE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

La création de la Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a entraîné le transfert de compétences à la Métropole notamment dans l'organisation de la mobilité, les parcs et aires de stationnement (L 5217-2 b du Code général des collectivités territoriales) ainsi que les concessions de distribution publique d'électricité et de gaz (L 5217-2 g) et la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains (L 5217-2 h).

Ces compétences étant gérées via des délégations de services publics (DSP) ou des concessions, il est nécessaire d'une part de créer une commission de délégation de service public Energie (CDSP) chargée d'examiner d'une part les concessions de distribution publique d'électricité et de gaz et d'autre part la DSP de réseau de chaleur existante et transférée à la Métropole.

Il est également opportun de modifier la CDSP Transports existante afin d'y inclure l'examen des DSP relatives aux parcs de stationnement.

En conséquence, il convient d'élire les membres des deux nouvelles Commissions de Délégation de Service Public de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir :

- la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics de l'Energie ;
- la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics des Transports-Mobilité-Parcs et aires de stationnement.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1411-5, ces Commissions sont composées :

- du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant,
- de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants.

Le comptable de la collectivité et un représentant du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes siègent également aux commissions avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de chaque commission doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Le nombre d'élus est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune des listes.

Dans la perspective de cette élection, il est proposé, en application de l'article D1411-5 Code général des collectivités territoriales, de fixer les conditions de dépôt des listes, pour l'élection de chacune des commissions de délégations de service public précitées, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de chacune des commissions, doivent être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique de Montpellier Méditerranée Métropole. La date limite de dépôt est fixée à mercredi 14 décembre 2016 12 heures,
- chaque liste doit parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public concernée,
- chaque liste établie pour l'élection de chacune des commissions ne peut comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil y compris pour les membres suppléants des Commissions de Délégation de Service Public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conditions de dépôt des listes telles que définies ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1134109-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE
ET TECHNIQUE**



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DIRUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DE L'AQUARIUM MARE NOSTRUM - AVENANT N°4 RELATIF À LA PROLONGATION DU CONTRAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-F. AUDRIN, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Biodiversité et la Culture Scientifique et Technique, rapporte :

Par délibération n°7556 du 30 mars 2007, le Conseil a approuvé le choix de la société SEAMAN pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum, dans le cadre d'une délégation de service public d'une durée initiale de 8 ans, prenant fin au 15 décembre 2015.

Par délibération n°12972 du 28 avril 2015, le Conseil a autorisé la signature d'un avenant n°3 au contrat de délégation de service public, afin de prolonger sa durée d'un an, jusqu'au 15 décembre 2016.

Par délibération n°13676 du 24 février 2016, le Conseil a approuvé le lancement d'une procédure de consultation visant à la conclusion d'un nouveau contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée.

Par souci de simplification de la procédure de clôture actuelle, et de démarrage du contrat suivant, il est proposé de caler les échéances sur une année civile pleine. Compte tenu que le 1^{er} janvier est un jour férié, cette disposition induit que le contrat actuel dure jusqu'au 1^{er} janvier 2017 inclus, et que le contrat à venir prenne effet à compter du 2 janvier 2017.

En conséquence, il est proposé de conclure un avenant n°4 au contrat de délégation de service public de l'aquarium Mare Nostrum, afin de prolonger sa durée de 17 jours, jusqu'au 1^{er} janvier 2017.

Cette prolongation ne vient modifier aucune des autres clauses du contrat. En outre, au regard de la durée et du chiffre d'affaire global du contrat en vigueur conclu avec la société SEAMAN, cette prolongation ne constitue pas un bouleversement de l'économie de la convention. La commission de délégation de service public de l'aquarium Mare Nostrum, lors de sa réunion du 7 novembre 2016, a émis un avis favorable sur la conclusion de l'avenant n°4 relatif à la prolongation du contrat conclu avec la société SEAMAN.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prolongation de 17 jours du contrat de délégation de service public de l'aquarium Mare Nostrum avec la société SEAMAN,
- approuver la conclusion de l'avenant n°4 relatif à la prolongation susmentionnée,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°4 susmentionné ainsi que tout document découlant de cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134306-

CC-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**CULTURE – COMÉDIE DU LIVRE - AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS
- APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

À l'occasion de la 32^{ème} édition de la Comédie du Livre, Montpellier Méditerranée Métropole accueillera plus d'une centaine d'écrivains français et étrangers les 19, 20 et 21 mai 2017. Ces auteurs participeront à une très riche programmation de rencontres, de tables rondes et de lectures.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter des aides permettant la prise en charge directe ou le règlement des frais relatifs à la venue des auteurs auprès des différentes structures de soutien au livre et à la lecture en France que sont :

- Le Centre Nationale du Livre
- La Sofia, Société française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit
- La Région Occitanie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le dépôt, auprès des structures susmentionnées, de dossiers de demandes d'aides relatives à la prise en charge ou au règlement des frais de transport et de séjours des auteurs invités dans le cadre de la Comédie du Livre 2017,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134308-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

CULTURE – HÔTEL MONTCALM - MARCHÉS DE TRAVAUX N°2183DC09, LOTS N°4, 9A, 10 ET 13, MARCHÉ DE TRAVAUX N°3131DC12 LOT N°12 - PROTOCOLES TRANSACTIONNELS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Métropole avait engagé des travaux de construction du Musée de l'Histoire de France et de l'Algérie (MHFA) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier. Ces travaux ont donné lieu à la conclusion de marchés n°2183DC09, dont les sociétés TRADIBOIS, INEO MIDI PYRENEES, SPIE SD OUEST et JOULIE TP étaient titulaires des lots respectivement n°5, 9a, 10 et 13.

Le 4 juin 2012, a été prononcé l'ajournement des travaux en application de l'article 12 du CCAG travaux applicable, afin de procéder à une refonte du programme de l'opération.

Cette refonte du programme a donné lieu à la conclusion de nouveaux marchés de travaux n°3131DC12. La société PAILLARD-BOYER était titulaire du lot n°12.

La reprise des travaux a été notifiée par ordre de service n°2 le 28 octobre 2013, et les travaux ont effectivement repris le 18 novembre 2013.

Par ordre de service n°3 en date du 19 mai 2014, la suspension des travaux a été décidée.

Par délibération n°12293 en date du 19 juin 2014, a été prononcé l'arrêt de l'opération de construction du MHFA, et l'étude de sa réorientation vers un projet fondé sur l'art contemporain. Cette réorientation ne remettant pas, ou non substantiellement en cause la consistance des travaux à la charge des sociétés susmentionnées, celle-ci les ont poursuivis conformément aux dispositions contractuelles de leurs marchés.

Les travaux ont été réceptionnés le 1^{er} juillet 2015.

La succession des arrêts / reprises de chantier, ainsi que les aléas rencontrés par certaines entreprises ont conduit les sociétés susmentionnées à établir, à l'appui du décompte général, une demande d'indemnité, que la Métropole a analysé conjointement avec la maîtrise d'œuvre.

I/ Marché n°2183DC09 – Lot n°5 : Menuiseries bois - Parquet

La société TRADIBOIS était titulaire du marché n°2183DC09 de « Travaux de construction du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie », lot n°5 : Menuiseries bois - Parquet. Ce marché lui a été notifié le 29/01/2010 pour un montant de 435 196,62 € H.T., porté à 503 916,31 € H.T. par 3 avenants successifs en date des 29/07/2011, 17/12/2013 et 01/06/2015.

A la suite de la réception des travaux, la société TRADIBOIS a transmis à la maîtrise d'œuvre un projet de décompte final faisant apparaître une demande d'indemnisation de 50 887,92 € H.T. consécutive d'une part aux arrêts de chantier subis par l'entreprise, et d'autre part aux travaux supplémentaires demandés par la maîtrise d'œuvre en cours de chantier.

Ce montant a été ramené à 49 753,92 € H.T. après analyse de la maîtrise d'œuvre, qui a transmis par suite le décompte général, intégrant ce montant.

La réclamation initiale de la société TRADIBOIS se fonde d'une part sur les arrêts de chantier subis par l'entreprise, et d'autre part sur les travaux supplémentaires demandés par la maîtrise d'œuvre en cours de chantier, et réalisés par l'entreprise :

1. Travaux supplémentaires réalisés suite à la demande de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre : 2 622,30 € H.T.
2. Préjudice dû à l'arrêt du chantier :
 - 2.1 Travaux de reprise suite à détérioration des matériaux : 33 785,75 € H.T.
 - 2.2 Gardiennage complémentaire pendant la durée d'arrêt du chantier : 8 680 € H.T.
 - 2.3 Perte de chiffre d'affaires, annulation commandes, ... : 4 665,80 € H.T.

La Métropole et la société TRADIBOIS ont échangé sur la validité de la demande. Il en ressort que les points 1, 2.1 et 2.2 apparaissent fondés et correctement chiffrés. La maîtrise d'œuvre a en outre validé la bonne exécution des travaux et prestations réalisés. En revanche, sur le point 2.3, le chiffrage proposé par l'entreprise TRADIBOIS n'a pas été étayé malgré les demandes de la Métropole, qui a proposé à la société TRADIBOIS de le supprimer ce qu'elle a accepté.

Il est en conséquence proposé de verser à la société TRADIBOIS une indemnité de 45 000 € HT, soit 54 000 € TTC, qui correspond à la somme arrondie des points 1, 2.1 et 2.2 susmentionnés.

II/ Marché n°2183DC09 – Lot n°9a : Electricité courants forts

La société INEO était titulaire du marché n°2183DC09 de « Travaux de construction du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie », lot n°9a : Electricité courants forts. Ce marché lui a été notifié le 29/01/2010 pour un montant de 305 072,08 € H.T., porté à 359 350,62 € H.T. par 3 avenants successifs en date des 29/07/2011, 17/12/2013 et 29/05/2015.

A la suite de la réception des travaux, la société INEO a transmis à la maîtrise d'œuvre un projet de décompte final faisant apparaître une demande d'indemnisation de 150 577,68 € H.T (article 4 du mémoire en réclamation) consécutive d'une part aux arrêts de chantier subis par l'entreprise, et d'autre part aux travaux supplémentaires demandés par la maîtrise d'œuvre en cours de chantier.

La réclamation initiale de la société INEO se fonde d'une part sur les travaux supplémentaires demandés par la maîtrise d'œuvre en cours de chantier, et réalisés par l'entreprise, et d'autre part sur les arrêts de chantier subis par l'entreprise. Le détail du montant réclamé tel qu'il résulte du mémoire et de son article 4 est le suivant :

1. Travaux supplémentaires réalisés suite à la demande de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre : 1 377,68 € H.T.
2. Préjudice dû à l'arrêt du chantier :
 - 2.1 Surcoût lié au maintien du responsable d'affaires : 62 610,24 € H.T.
 - 2.2 Surcoût lié au maintien de l'encadrement de chantier : 49 832,64 € H.T.
 - 2.3 Surcoût lié au maintien des installations de chantier : 16 368 € H.T.
 - 2.4 Démobilisation base de vie : 992 € H.T.
 - 2.5 Perte de productivité : 19 397,12 € H.T.

La Métropole et la société INEO ont échangé sur la validité de la demande. Ces échanges ont abouti à des concessions faites par chacune des parties :

- Sur les travaux supplémentaires : les prix fournis par la société INEO sont cohérents par rapport aux prix du marché. Les travaux ayant été effectivement et correctement réalisés, le point 1 susmentionné est accepté par la Métropole.
- Sur le préjudice dû à l'arrêt du chantier : la société INEO se fonde sur une prolongation effective du délai de chantier de 33 mois, directement liée aux ordres de service de suspension / reprise de travaux notifiés par la maîtrise d'ouvrage pendant l'opération. Sur ce point, compte tenu de la durée initiale du marché (18 mois), de la durée totale d'exécution du chantier (68 mois), et de la durée totale d'ajournement du chantier du fait de la maîtrise d'ouvrage (17 mois), il ressort en effet que la durée complémentaire à prendre en compte est bien de 33 mois.
- Sur le point 2.1 : la société INEO se fonde sur la mobilisation de son responsable d'affaire 1 journée par semaine pendant les 33 mois de prolongation du chantier. Les taux horaires et frais de structure appliqués par la société INEO ne soulèvent pas de remarques de la part de la Métropole. En revanche, s'il est indiscutable que la prolongation du chantier a nécessité le maintien du responsable d'affaire sur cette opération pendant 33 mois supplémentaires, le niveau de mobilisation apparaît surévalué au regard des pratiques habituelles. Après échange entre les parties, il est convenu de ramener ce niveau à 2 journées par mois, et ainsi ramener ce poste à 31 305,12 € H.T.
- Sur le point 2.2 : la société INEO se fonde sur la mobilisation de son conducteur de travaux 1 journée par semaine pendant les 33 mois de prolongation du chantier. Les taux horaires et frais de structure appliqués par la société INEO ne soulèvent pas de remarques de la part de la Métropole. De même, le niveau de mobilisation, attesté par la présence du conducteur de travaux aux réunions de chantier hebdomadaires, apparaît correctement dimensionné. Il est en conséquence proposé de valider le montant sollicité sur ce point, soit 49 832,64 € H.T.

- Sur le point 2.3 : la société INEO se fonde sur la maintenance de ses installations de chantier pendant toute la durée de la prolongation, ce qui est en effet incontestable. Le chiffrage inclus une prestation de main d'œuvre, 1 journée /mois, ainsi qu'un forfait mensuel de fourniture, pour un montant global mensuel de 496 € H.T. La Métropole a souhaité obtenir des précisions sur ce mode de calcul, et sur la justification des sommes engagées.
Après échange entre les parties, il est convenu de ramener la prestation de main d'œuvre à ½ journée par mois, ce qui ramène au final ce poste à 11 484 € H.T.
- Sur le point 2.4 : la société INEO se fonde sur le besoin apparu en cours de chantier, du fait d'une interruption / reprise de chantier, de démonter la base de vic pour la remonter au moment de la reprise du chantier. Cette prestation a en effet été réalisée par l'entreprise. Sa valorisation est cohérente. Il est en conséquence proposé de valider le montant sollicité sur ce point, soit 992 € H.T.
- Sur le point 2.5 : la société INEO se fonde sur le fait que la réalisation de certaines prestations s'est nécessairement effectuée de manière discontinue, tout au long du chantier, du fait des nombreuses suspensions / reprises du chantier, occasionnant une perte de productivité. Celle-ci est valorisée par l'entreprise à hauteur d'1/2 journée par semaine sur une période de prolongation de 32 mois, soit 512 heures de travail, réparties équitablement entre chefs de chantier et monteurs qualifiés. Sur ce point, la Métropole reconnaît que les nombreuses suspensions / reprises de chantier ont pénalisé la productivité de la société INEO tout au long du chantier qui a, malgré ces difficultés, toujours mis tout en œuvre pour que le chantier puisse se poursuivre dans les meilleures conditions. La Métropole est en conséquence encline à accepter cette demande qu'elle considère comme justifiée, au montant de 19 397,12 € H.T.

En conséquence des points visés ci-dessus, il est proposé d'accepter de verser à la société INEO une indemnité de 114 388,56 € HT, soit 133 386,85 € TTC.

III/ Marché n°2183DC09 – Lot n°10 : Génie climatique, plomberie sanitaire

La société SPIE SUD OUEST était titulaire du marché n°2183DC09 de « Travaux de construction du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie », lot n°10 : Génie climatique – Plomberie sanitaire. Ce marché lui a été notifié le 20/01/2010 pour un montant de 909 392,64 € H.T., porté à 1 034 994,84 € H.T. par 3 avenants successifs en date des 29/07/2011, 17/12/2013 et 02/07/2015.

A la suite de la réception des travaux, la société SPIE SUD OUEST a transmis à la maîtrise d'œuvre un projet de décompte final faisant apparaître une demande d'indemnisation de 44 364,91 € H.T. consécutive d'une part aux arrêts de chantier subis par l'entreprise, et d'autre part aux travaux supplémentaires demandés par la maîtrise d'œuvre en cours de chantier.

La réclamation initiale de la société SPIE SUD OUEST se fonde d'une part sur les travaux supplémentaires demandés par la maîtrise d'œuvre en cours de chantier, et réalisés par l'entreprise, et d'autre part sur les arrêts de chantier subis par l'entreprise :

1. Travaux supplémentaires réalisés suite à la demande de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre : 20 189,91 € H.T.
2. Préjudice dû à l'arrêt du chantier :
 - 2.1 Travaux induits par la période d'arrêt : 8 575 € H.T.
 - 2.2 Prolongation de la présence des salariés sur le chantier : 15 600 € H.T.

La maîtrise d'œuvre a confirmé les montants sollicités, ainsi que la bonne exécution des travaux supplémentaires dont il est question. La Métropole et la société SPIE SUD OUEST ont échangé sur la validité de la demande. Il en ressort que l'ensemble des montants sollicités sont recevables. Il est en conséquence proposé d'accepter la demande d'indemnité sollicitée par la société SPIE SUD OUEST, soit 44 364,91 € HT que les parties conviennent d'arrondir à 44 000 € HT, soit 52 800 € TTC.

IV/ Marché n°2183DC09 – Lot n°13 : aménagements extérieurs

La société JOULIE TP était titulaire du marché n°2183DC09 de « Travaux de construction du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie », lot n°13 : Aménagements extérieurs. Ce marché lui a été notifié le 31/08/2010 pour un montant de 353 917,50 € H.T., porté à 407 949,00 € H.T. par 2 avenants successifs en date des 29/07/2011, et 17/12/2013.

Le 03 décembre 2014, lors de l'intervention de l'entreprise JOULIE TP dans la cour d'honneur, (opérations de creusement des espaces végétalisés), les ouvriers ont mis à jour de nombreux ossements humains. Cette découverte a provoqué l'arrêt immédiat du chantier et l'immobilisation des moyens de l'entreprise. Après intervention de la Police Judiciaire de Montpellier, les services médicaux légaux associés ont constaté l'ancienneté de ces ossements. Suite à ce constat, l'intervention du Service Régional d'Archéologie le 04/12/2014 s'est prononcée sur le peu d'intérêt historique des ossements découverts, semblant appartenir à une ancienne fosse commune du XVIIIème siècle. En suite de quoi, les ossements ont été triés par l'entreprise durant les jours suivants, au fur et à mesure de leur mise au jour, puis emportés au Centre Funéraire par les services métropolitains, pour ensevelissement.

A la suite de la réception des travaux, la société JOULIE TP a transmis à la maîtrise d'œuvre un projet de décompte final faisant apparaître une demande d'indemnisation de 9 410 € H.T consécutive aux travaux supplémentaires exécutés par la société JOULIE TP d'une part suite à la découverte d'ossements sur le chantier en date du 03/12/2014, et d'autre part à des demandes de la maîtrise d'ouvrage en cours de chantier.

Ce montant a été contrôlé et analysé par la maîtrise d'œuvre qui a confirmé d'une part le bien fondé du chiffrage, et d'autre part la bonne réalisation de ces travaux supplémentaires.

En conséquence, il est proposé d'accepter la demande d'indemnité complémentaire formulée par la société JOULIE TP, pour un montant de 9 410 € HT, soit 11 292 € TTC.

V/ Marché n°3131DC12 – Lot n°12 : Restauration, décors peints

La société PAILLARD-BOYER était titulaire du marché n°3131DC12 de « Travaux de construction du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie », lot n°12 : Restauration décors peints. Ce marché lui a été notifié le 14/10/2013 pour un montant de 119 204,68 € H.T., porté à 120 376,07 € H.T. par avenant en date du 01/06/2015.

A la suite de la réception des travaux, la société PAILLARD-BOYER a transmis à la maîtrise d'œuvre un projet de décompte final faisant apparaître une demande d'indemnisation de 7 735 € H.T consécutive à la suspension de chantier de 1 mois intervenue du fait de la maîtrise d'ouvrage entre le 19 mai 2014 et le 19 juin 2014.

La réclamation initiale de la société PAILLARD-BOYER se fonde d'une part sur le coût de revient de l'employé mobilisé sur le chantier, et non œuvrant compte tenu de la suspension brutale du chantier, d'autre part sur la rémunération du gérant du fait de son inactivité pendant la période de suspension, et enfin de manipulations logistiques supplémentaires (montage/démontage d'échafaudage) consécutives à la suspension/reprise du chantier.

La Métropole et la société PAILLARD-BOYER ont échangé sur la validité de la demande.

Les montants en jeu ont été contrôlés et analysés par la maîtrise d'œuvre qui a confirmé la pertinence du chiffrage proposé. La Métropole confirme en outre que le gérant de la société PAILLARD-BOYER s'était donné tous les moyens pour assurer la réalisations des travaux contractuellement dus dans les délais impartis, et qu'en conséquence il n'a pu remobiliser ni son salarié, ni lui-même sur d'autres chantiers, inexistantes sur la période considérée.

Ces échanges ont abouti à l'acceptation, par la Métropole, de l'ensemble des sommes demandées au titre de la réclamation de la société PAILLARD-BOYER : 7 735 € HT, soit 8 035 € TTC.

En contrepartie du versement des indemnités susmentionnées, les sociétés TRADIBOIS, INEO MIDI PYRENEES, SPIE SD OUEST, JOULIE TP et PAILLARD-BOYER renonceront à formuler toute nouvelle réclamation concernant l'exécution et le paiement des marchés dont elles étaient titulaires dans le cadre de cette opération. Ces accords doivent être formalisés par la conclusion de protocoles transactionnels, qu'il est proposé d'approuver. La Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 8 novembre 2016, a approuvé la conclusion de ces protocoles transactionnels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion d'un protocole transactionnel avec la société TRADIBOIS, pour un montant de 45 000 € HT, soit 54 000 € TTC,
- approuver la conclusion d'un protocole transactionnel avec la société INEO, pour un montant de 114 388,56 € HT, soit 133 386,85 € TTC,
- approuver la conclusion d'un protocole transactionnel avec la société SPIE SUD OUEST, pour un montant de 44 000 € HT, soit 52 800 € TTC,
- approuver la conclusion d'un protocole transactionnel avec la société JOULIE TP, pour un montant de 9 410 € HT, soit 11 292 € TTC,
- approuver la conclusion d'un protocole transactionnel avec la société PAILLARD-BOYER, pour un montant de 7 735 € HT, soit 8 035 € TTC,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les protocoles transactionnels susmentionnés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134054-

CC-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

CULTURE – FONDS SPÉCIAL CULTURE - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les orientations de sa politique culturelle font de Montpellier Méditerranée Métropole un acteur fort du développement et du soutien de l'action culturelle sur son territoire. A ce titre, un fonds spécial culture a été créé pour soutenir sur des montants limités des actions culturelles ponctuelles organisées sur le territoire métropolitain, dont l'objet et le rayonnement entrent dans le champ de la politique culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce fonds vise notamment à permettre à des associations modestes de bénéficier ponctuellement d'aides de la Métropole afin d'aider à la réalisation de projets culturels visant à enrichir l'offre culturelle et à diversifier les publics.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

Affectation d'une subvention de 1500€ à l'association Singulier Pluriel :

Créée en 2004 par la chorégraphe Jos Pujol, Singulier Pluriel est une compagnie dont le travail artistique est orienté vers une danse atypique qui conjugue la langue des signes et la danse contemporaine. La Cie Singulier Pluriel a créé un spectacle: *Murmures d'outrenoir*, en partenariat avec le musée Fabre, autour de l'œuvre de l'artiste Pierre Soulages qui outre l'organisation d'ateliers pédagogiques a vocation à irriguer le territoire.

Affectation d'une subvention de 1500€ à l'association Nu Collectif :

Cette association créée en avril 2001 a pour but de faciliter la création et la diffusion de spectacles ou événements théâtraux, photographiques, ou de tout autre art associé, principalement autour de l'exploration du réel et de l'intime, des urgences à dire de chacun.

Affectation d'une subvention de 1000€ à l'association Musik'A Grabels :

La prochaine édition du festival de piano « Le piano dans tous ses éclats » aura lieu du 21 au 29 janvier 2017 décliné sur trois communes. Ce festival porté, par l'association "Musik'A Grabels", est co-organisé et aidé par les communes de Juvignac, Grabels et Lavérune. La manifestation s'affirme dans la qualité en intégrant autant un volet de diffusion culturelle qu'éducatif en direction des enfants des écoles primaires et des collégiens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de subventions aux associations susmentionnées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat découlant de ces affectations ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134287-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DIRUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÈCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'ANNÉE 2017 -
APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, (CRR), est un établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'Art dramatique placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole et sous le contrôle pédagogique du Ministère de la Culture et de la Communication qui vient d'accorder le renouvellement du « label CRR » à cet établissement, pour une durée de sept ans.

Plus de 1400 élèves sont inscrits au CRR et celui-ci poursuit une double mission de sensibilisation et de formation, des jeunes enfants et de formation pré professionnelle des étudiants dans les domaines de la musique, la danse et de l'art dramatique.

Le cursus des études proposées conduit à terme à l'obtention du Certificat d'Etudes Musicales ou Chorégraphiques (parcours amateur), et du Diplôme d'Etudes Musicales ou Chorégraphiques (parcours pré professionnel). Un partenariat noué avec l'Université Paul Valéry Montpellier III permet également la délivrance d'une Licence mention musique, parcours musicien interprète.

L'établissement organise, en outre, des enseignements spécifiques dans le cadre des classes à horaires aménagés, en partenariat avec les écoles primaires Gambetta et Auguste Comte pour la musique et avec le collège Clémence Royer pour la danse. Les élèves de ces établissements peuvent ainsi bénéficier de l'enseignement du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole en musique et danse dans le cadre de leur cursus scolaire.

Parallèlement à ces activités pédagogiques, plus de 200 manifestations publiques gratuites, (auditions, concerts, classes de maître, conférence, etc.), sont organisées chaque année par le CRR sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Aussi considérant les enjeux pédagogiques et d'accès aux pratiques artistiques portés par cet établissement, il est proposé de renouveler, pour l'année 2017, les demandes de subventions, les plus larges possibles, auprès de l'Etat, (Ministère de la Culture et de la Communication –DRAC), de la Région Occitanie et du Conseil départemental de l'Hérault, en soutien au fonctionnement du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication - DRAC), de la Région Occitanie et du Conseil départemental de l'Hérault, au titre de l'année 2017,
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134294-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DÉWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

CULTURE – CONVENTION RELATIVE À L'ORGANISATION DES CLASSES À HORAIRES AMÉNAGÉS DE MUSIQUE ET DE DANSE (CHAM /CHAD) DU COLLÈGE CLÉMENCE ROYER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En référence aux textes relatifs à l'enseignement en horaires aménagés, il est établi entre l'établissement scolaire Clémence Royer de Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, une convention ayant pour objet de définir les conditions de fonctionnement des Classes à Horaires Aménagés Musique et Danse. Ces classes CHAM/CHAD sont conçues et organisées en partenariat avec le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette collaboration vise à permettre à des élèves motivés par les activités de Musique et de Danse de recevoir, tout au long de leur scolarité au collège, en complément de l'enseignement général obligatoire, une formation spécifique dans ces domaines et ce dans un cadre leur garantissant les meilleures conditions d'accès à une pratique artistique en vue de leur réussite scolaire et de leur épanouissement personnel.

Les classes CHAM/CHAD s'inscrivent dans le dispositif de réussite éducative, visant à soutenir de manière individuelle les élèves dans l'acquisition d'une pratique artistique, en l'occurrence la musique et la danse, à favoriser la réussite scolaire et à encourager la pratique artistique des élèves scolarisés dans l'établissement scolaire et inscrits au Conservatoire à Rayonnement Régional. Les classes à horaires aménagés doivent permettre aux élèves de suivre leur scolarité dans les conditions les plus satisfaisantes possibles tout en développant parallèlement des compétences particulièrement affirmées.

L'enseignement CHAM/CHAD dispensé est constitué de deux volets interdépendants et complémentaires :

- une pratique dispensée par le Conservatoire à Rayonnement Régional,
- une formation générale obligatoire dispensée par l'établissement scolaire.

Le Directeur du Conservatoire ou son représentant est associé à l'équipe pédagogique du collège pour participer aux conseils de classe en fin de trimestre. La convention établie entre en vigueur à compter de l'année scolaire 2016 / 2017 et pourra, sous les conditions énoncées dans celle-ci, faire l'objet d'une reconduction tacite pour, au minimum, l'année scolaire suivante, au maximum les 5 années suivant la signature initiale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre le collège Clémence Royer et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention sus-visée et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1134297-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA FÉDÉRATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin de répondre aux objectifs d'accessibilité et d'ouverture citoyenne, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole présentera du 10 décembre 2016 au 28 mai 2017 une exposition unique en France « *L'art et la matière* » - *Galerie de sculptures à toucher*. Dans l'espace muséographique, dix moulages de sculptures originales proposeront au visiteur un véritable parcours en quatre étapes d'initiation, d'une perception tactile à une perception multi sensorielle de l'art.

Dans cette perspective, le musée Fabre souhaite associer pleinement la Fédération des Aveugles de France-Languedoc Roussillon (FAF – LR) afin de consolider une collaboration déjà existante et de l'élargir au bénéfice de ses compétences en matière de médiation et de découverte tactile des œuvres favorisant un accès autonome à l'art et à la culture.

Le champ culturel fait partie des domaines d'intervention de la FAF-LR (article II de ses statuts), car son accès est l'une des conditions du mieux-vivre.

Dans ce contexte, la FAF-LR souhaite conforter l'action du musée Fabre pour en faire bénéficier un nombre plus grand de personnes déficientes visuelles en valorisant particulièrement ses deux dimensions fondamentales : celle de la démarche solidaire envers une catégorie de citoyens désavantagés, et celle du projet artistique à portée universelle.

La FAF-LR s'engage à :

- Favoriser l'accessibilité physique appropriée pour les déficients visuels en validant certains éléments de muséographie durant la phase des travaux de l'exposition,
- Rechercher des moyens financiers et affecter l'intégralité des fonds dédiés qui auront pu être recueillis pour répondre aux engagements précisés ci-dessous,
- Solliciter les adhérents pour participer à la réalisation du contenu des audioguides (dispositifs sonores accompagnant la découverte tactile de l'exposition). Dans ce cadre un mécénat de 5.000 €, attribué par la Fondation Orange, permettra l'intervention d'un professionnel spécialisé dans la restitution des ambiances sonores,
- Accompagner ponctuellement, les dispositifs de médiation proposés par le Service des Publics par des conseils en matière d'accessibilité et mobiliser les moyens de son service imprimerie afin de concevoir et fabriquer certains outils techniquement adaptés aux déficients visuels,
- Utiliser l'exposition comme un lieu ressource pour ses usagers dans le cadre de leur projet personnalisé d'accompagnement. Dans ce cadre, la FAF-LR s'engage à souscrire un abonnement annuel de 30 € sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires.
- Valoriser le partenariat établi et informer le musée Fabre de toute communication sur le projet,
- Former les plasticiens et médiateurs du musée Fabre à l'accueil des publics déficients visuels.

La Métropole s'engage à :

- Mettre à disposition les œuvres de l'exposition et le savoir-faire de ses professionnels pour proposer et co-construire les dispositifs de médiation à destination des publics enfants, adultes et familles avec les bénévoles et les professionnels de la FAF-LR,
- Mettre à disposition les œuvres de l'exposition et le savoir-faire de ses médiateurs et plasticiens pour suivre des séances de formation à l'accueil du public déficient visuels avec les professionnels de la FAF-LR,
- Accompagner le service imprimerie de la FAF-LR dans la conception et la fabrication de certains outils techniquement adaptés aux déficients visuels : objets 3 D, plaquette « Galerie Tactile Mode d'emploi », plans tactiles de salle et d'œuvres. Dans ce cadre, le musée

Fabre exonère la FAF-LR de tous les droits de reproduction des œuvres reproduites pour une diffusion non commerciale,

- Favoriser l'utilisation de l'exposition comme un lieu ressource de socialisation des usagers de la FAF-LR. Dans ce cadre, le musée Fabre s'engage à proposer un tarif préférentiel unique : abonnement annuel de la structure de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires,
- Inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser,
- Mettre à disposition les moulages hors les murs dans le cadre d'un événement de médiation co-construit et sous réserve du financement du projet.

Hors mécénat de la fondation Orange, les apports respectifs des deux parties sont estimés à 2 000€. La convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable deux fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec la Fédération des Aveugles et Amblyopes de France - Languedoc Roussillon et sa reconduction tacite pour deux ans,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133958-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES -
CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'UNITÉ MIXTE DE RECHERCHE «
ARCHÉOLOGIE DES SOCIÉTÉS MÉDITERRANÉENNES » (CNRS/UPV) ET LE MUSÉE
HENRI PRADES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades et le l'Unité Mixte de Recherche « Archéologie des Sociétés Méditerranéenne » (CNRS/UPV) souhaitent institutionnaliser et pérenniser leur collaboration scientifique, et mettre en commun leurs compétences scientifiques au regard de leurs axes respectifs de recherche archéologique régionale, nationale et internationale.

Dans cette perspective, il est proposé de mettre en place une convention de partenariat définissant les modalités de coopérations.

Les deux institutions partageront leurs ressources documentaires ainsi que leurs outils méthodologiques. Ils échangeront leurs connaissances en vue de proposer des expositions, des productions scientifiques, des productions destinées au grand public, des colloques, des conférences ou toutes autres actions de valorisation du patrimoine archéologique à quelque échelle que ce soit. Ainsi, les résultats issus des travaux menés conjointement feront l'objet d'une clause de confidentialité pour une durée de deux ans et ne pourront être communiqués qu'avec l'accord écrit des deux parties. Les parties conservent la propriété intellectuelle de leurs travaux au prorata de leurs apports matériels, intellectuels et financiers.

Dans le cadre de cette collaboration, l'accès aux locaux du musée Henri Prades sera facilité, dans le respect des normes de sécurité et de conservation préventive.

La convention proposée prendra effet à la date de signature jusqu'au 31/12/2019 (date de fin du contrat quinquennal du Laboratoire). À l'issue de cette période, elle pourra être reconduite par avenant pour cinq ans en fonction d'un bilan établi par les parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et l'Unité Mixte de Recherche « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes » (CNRS/UPV),
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susmentionnée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133718-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES -
CONVENTION DE COORGANISATION DE L'EXPOSITION « CIRCULEZ, Y A TOUT À
VOIR ! ARCHÉOLOGIE DES GRANDS TRAVAUX ENTRE NÎMES ET MONTPELLIER »
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Poursuivant sa programmation scientifique et culturelle permettant de découvrir les civilisations méditerranéennes antiques auprès du public le plus large possible, le musée Henri Prades souhaite organiser une exposition temporaire intitulée « *Circulez, y a tout à voir ! Archéologie des grands travaux entre Nîmes et Montpellier* » (titre provisoire), en partenariat avec l'Inrap Méditerranée et le Service Régional de l'Archéologie (SRA) de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie. Cette exposition sera présentée au musée Henri Prades de Lattes du 19 mai 2017 au 5 février 2018.

Afin de définir les modalités de collaboration entre les parties, il est nécessaire d'établir une convention précisant l'ensemble des obligations et des engagements de chacun des coorganisateurs de l'exposition :

- La Métropole prendra en charge l'organisation et le financement de l'exposition et du catalogue pour le Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades, pour une dépense évaluée à 197 350 € T.T.C. Elle assumera la responsabilité de la mise sur pieds et l'adjudication des marchés de scénographie de l'exposition, de travaux d'aménagements scénographiques, de coédition et de diffusion du catalogue de l'exposition, et de réalisation de maquettes scénographiques. Elle prendra également en charge la rédaction des textes de cartels et textes muraux en collaboration avec les commissaires scientifiques, les procès-verbaux de l'état de l'ensemble des prêts, ainsi que l'organisation de l'emballage et du transport des prêts, conjointement avec l'Inrap et le SRA.
- L'Inrap et le SRA s'engagent à assumer la conception de l'exposition, les recherches sur les objets, la mise à disposition gracieuse des photographies des objets prêtés au musée Henri Prades (pour les besoins de l'exposition), la mise à disposition de tout document de fouilles nécessaires à l'élaboration de l'exposition et de son catalogue, ainsi que le suivi du catalogue. Ils apportent en outre leur aide pour la rédaction des notices nécessaires à l'exposition ainsi que la mise en place d'animation culturelle autour de l'exposition.
- Le SRA s'engage en outre à mettre à la disposition du musée Henri Prades le mobilier archéologique issu des fouilles en vue de son exposition.

Enfin, chacun des cocontractants s'engage à mentionner la participation des deux autres sur tout document de communication promouvant ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du contrat de coorganisation de l'exposition 2017-2018 « *Circulez, y a tout à voir ! Archéologie des grands travaux entre Nîmes et Montpellier* » entre Montpellier Méditerranée Métropole, la DRAC Occitanie et l'Inrap,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le contrat de coorganisation susmentionné, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1133706-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES -
CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-
MUSÉE HENRI PRADES ET LE MUSÉE DES MOULAGES - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades conserve et présente les collections archéologiques issues des fouilles du site portuaire antique de Lattara et de ses environs sur près de 470 m² répartis sur deux niveaux. Inscrit dans l'actualité de la recherche, le musée propose de découvrir une importante collection de céramiques, verre, objets usuels, outils, vaisselle, bijoux, lampes à huiles, monnaies, mosaïques, sculptures antiques, stèles...

Le musée des Moulages est un musée universitaire qui héberge les collections liées à l'enseignement de l'archéologie et de l'histoire de l'art antique et médiéval, créé en 1890 et transféré dans les années 1960 dans la nouvelle Université Paul-Valéry Montpellier 3. Il présente, sur 1 100 m² environ, une collection de près de 700 copies de sculptures antiques et médiévales, classée au titre des Monuments Historiques, ainsi que des collections d'antiques.

Le musée des Moulages de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent pérenniser un partenariat déjà existant dans l'organisation de manifestations culturelles du musée des Moulages. Afin d'en définir les conditions générales, une convention de partenariat formalise le rôle des partenaires :

Le musée Henri Prades s'engage à :

- partager son expertise scientifique en matière de conservation préventive et de valorisation du patrimoine archéologique au sein du comité de pilotage accompagnant la vie culturelle du musée des Moulages ;
- accueillir au sein de son auditorium des événements organisés en partenariat avec le musée des Moulages (conférences, colloques, etc.) ;
- participer à l'organisation de manifestations culturelles telles que des expositions temporaires, des cycles de conférences ou des parcours autour de l'Antiquité et de la réception de l'antique ;
- valoriser le partenariat au travers de la communication ;
- mettre son expertise à disposition du musée des Moulages dans le domaine des publics et de la médiation.

L'UM3 / musée des Moulages s'engage à :

- organiser des événements culturels en lien avec les collections du musée Henri Prades (exposition temporaire, colloques et conférences) ;
- mettre à disposition l'espace d'exposition temporaire du musée des Moulages pouvant accueillir des manifestations culturelles organisées en partenariat avec le musée Henri Prades ;
- valoriser le partenariat au travers de la communication ;
- valoriser les collections du musée Henri Prades auprès des étudiants.

La convention proposée prendra effet à la date de signature pour une durée de quatre ans. À l'issue de cette période, elle sera tacitement reconduite pour un an en fonction d'un bilan établi par les parties, dans la limite de trois reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du contrat de la convention de partenariat entre le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et le musée des Moulages,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susmentionnée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133521-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES –
ACTUALISATION DES TARIFS DE LA BOUTIQUE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibérations successives dont la dernière en date, la délibération n°14013 du 21 juillet 2016, l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal a approuvé la tarification relative à la vente de divers articles à la boutique du Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades de Lattes.

Afin de diversifier le choix des ouvrages et produits culturels proposés à la vente au musée et dans la perspective de l'exposition d'archéologie « A l'école des scribes : les écritures de l'Égypte ancienne », il convient d'ajouter de nouvelles références : 5 ouvrages (prix de vente de 7,80 € à 25 €), 10 nouvelles reproductions de bijoux antiques (23 à 63 €), ainsi que 5 produits dérivés (de 4,50 € à 5,50 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions tarifaires complémentaires,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133572-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DIRUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE - DÉCLARATION D'OPÉRATEUR DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération n°10654 du 29 février 2012, la Métropole a adopté son Schéma Directeur d'Aménagement Numérique pour la période de 2012 - 2016 inclus. Ce projet visait à :

- raccorder les sites publics métropolitains ;
- développer de nouveaux services permettant d'offrir aux organismes intéressés et aux opérateurs l'accès à de nouvelles technologies et le développement des services ;
- fibrer des Zones d'Activités Economiques ;
- raccorder les entreprises sur des points de présence opérateurs.

Dans le cadre de l'extension du réseau Très Haut Débit métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite optimiser le coût des travaux de fibrage en recourant aux infrastructures existantes de l'opérateur historique. En effet les travaux de génie civil représentent souvent plus de 70% des frais de déploiement. Or pour recourir à l'offre de location des infrastructures d'Orange il est nécessaire d'obtenir le statut d'opérateur de communication électronique au sens de l'article L33.1 du Code des postes et communications électroniques.

Selon l'ARCEP « *Un opérateur peut être une personne physique ou morale qui exploite un réseau de communications électroniques ouvert au public ou qui fournit au public un service de communications électroniques.[...] L'établissement et l'exploitation de réseaux ainsi que la fourniture au public de services de communications électroniques sont libres sous réserve d'une simple déclaration préalable auprès des services de l'ARCEP.*

A défaut de respecter cette obligation, l'opérateur s'expose à des poursuites pénales »

Le statut d'opérateur permettra à la Métropole d'accéder aux offres de l'opérateur historique notamment :

- l'offre d'accès aux infrastructures de génie civil et d'appuis aériens d'Orange pour la boucle locale optique, destinée aux opérateurs de réseaux optiques ouverts au public
- l'offre de création de Points de Raccordements Mutualisés (PRM), destinée aux opérateurs exploitants de réseaux ouverts au public.

De plus en tant qu'opérateur exploitant la Métropole pourra :

- réduire les coûts déploiement du réseau en mobilisant les infrastructures existantes des autres opérateurs ;
- disposer d'une connaissance plus fine des réseaux des opérateurs et la réalité de déploiement des réseaux FTTH.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déclarer Montpellier Méditerranée Métropole en qualité d'opérateur de télécommunications électronique auprès de l'ARCEP,
- autoriser le Président à accomplir toutes les démarches nécessaires à cette fin, et notamment le dépôt auprès de l'ARCEP, du dossier de déclaration préalable de Montpellier Méditerranée Métropole en qualité d'opérateur,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1133991-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE - MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE N°4623RI16 - LANCEMENT DE LA PROCÉDURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

La Métropole a compris dès 2009 l'importance du très haut débit. Elle a donc choisi d'assurer elle-même l'aménagement numérique de son territoire afin d'obtenir une couverture homogène et favoriser l'attractivité. Elle a ainsi déployé un réseau fibre optique sur son territoire en complément du réseau départemental.

Le déploiement du réseau de fibre optique métropolitain répond aux besoins numériques actuels et futurs du territoire, est ouverte à tous les opérateurs ou tout Groupement Fermés d'Utilisateurs dans des conditions strictes et non discriminatoires conformément à l'article L 1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a changé de statut pour devenir Montpellier Méditerranée Métropole, elle dispose de la compétence infrastructures et réseaux de télécommunication. Suite au transfert de cette compétence, le réseau Pégase de la ville de Montpellier fait partie intégrante du réseau de communications électroniques de Montpellier Méditerranée Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole entreprend aujourd'hui l'extension du déploiement de son réseau fibre optique afin de faciliter le quotidien des habitants et d'accompagner les entreprises dans leur développement. Afin d'optimiser les coûts de déploiement du réseau Montpellier Méditerranée Métropole va demander très prochainement le statut d'opérateur L33.1 du Code des Postes et Communications Electronique.

La première phase de construction a permis la mise en place d'une centaine de kilomètres d'infrastructures, aujourd'hui active et exploitée par des dizaines d'opérateurs de télécommunications.

Pour mener à bien ces ambitions, il est proposé de passer en marché de maîtrise d'œuvre en lançant une consultation en appel d'offre ouvert conformément aux articles 65, 66 et 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Une partie des prestations correspondant à l'assistance et à l'exploitation et suivi sur outil informatique dédié sera rémunéré par un prix global et forfaitaire annuel.

Une seconde partie de ce marché de maîtrise d'œuvre sera passé à bons de commande, sans minimum ni maximum, en application des articles 78 à 80 du décret susvisé. Le montant total de ce marché est estimé à 290 000€ H.T sur sa durée globale.

Ce marché prendra effet dès sa notification pour une durée d'un an et pourra être renouvelé, de manière tacite, trois fois une année.

L'objet de la consultation consiste à choisir un maître d'œuvre pour, notamment :

- assurer la réalisation des avant-projets sommaires et définitifs des tracés du réseau Très Haut Débit de Montpellier Méditerranée Métropole;
- aider la collectivité dans le choix des entreprises de travaux ;
- suivre les différents chantiers.

Le montant prévisionnel des travaux est de 900 000€ HT par an, montant identique sur les autres périodes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme et l'estimation du budget de l'opération,

- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert afin de choisir un maître d'œuvre pour l'extension du réseau très haut débit de la Métropole
- dire que les crédits nécessaires à cette affaire sont inscrits dans le cadre d'une Autorisation de Programme et Crédit de Paiement, chapitres 906 et 936,
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer le(s) marché(s) à intervenir avec le(s) candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution de(s) présent(s) marché(s), y compris, le cas échéant, leur résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133927-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT BIC
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - INCUBATEUR ENERGIE EDF -
APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

A la suite de la signature de la convention cadre entre le groupe EDF et Montpellier Méditerranée Métropole, le 14 octobre 2016, EDF souhaite décliner son action sur le territoire de la Métropole au travers de la mise en place d'un dispositif d'incubation spécifique dans le domaine de l'énergie en partenariat avec le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le groupe EDF, acteur industriel fortement engagé depuis l'origine dans la démarche French Tech Montpellier, souhaite à présent s'impliquer d'avantage en tant que partenaire de l'écosystème économique et numérique en contribuant à l'émergence et au développement de start-up en lien avec l'énergie sur le territoire métropolitain.

Dans ce cadre EDF propose de mettre en place un dispositif d'accompagnement spécifique pour les jeunes pousses du domaine de l'énergie au travers d'un comité d'experts, composé de trois directeurs métier d'EDF, chargé de conseiller techniquement les créateurs d'entreprise sur la mise en œuvre de leur projet.

Pour ce faire, EDF souhaite s'appuyer sur le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole afin de mettre en commun les moyens pour accompagner les start-up dans le domaine de l'énergie dans leur développement afin de maximiser leurs chances de réussite et d'accès au marché.

La convention, d'une durée d'un an reconductible, a pour objet de définir les modalités de partenariat entre EDF et le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour EDF, il s'agira :

- d'apporter aux start-up sélectionnées des avis d'experts de l'énergie sur les orientations techniques et commerciales à donner au projet,
- mettre en place des premiers tests de concept,
- initier de potentielles collaborations entre EDF et la start-up.

Pour le BIC il s'agira :

- d'identifier les projets de start-up en lien avec l'énergie susceptibles de bénéficier de ce dispositif,
- de relayer l'information auprès des start-up des actions d'EDF,
- d'accueillir dans ses locaux les événements d'EDF en faveur des start-up (concours EDF Pulse, rencontres Open Innovation,...) hors frais de réception (petit déjeuner, cocktails,...).

En contrepartie, EDF versera à la Métropole, une contribution financière annuelle de 19 000 €, dont les modalités de versement sont les suivantes :

- Un acompte de 10 000 € à la signature de la convention,
- Un solde de 9 000 € au terme de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de la convention de partenariat,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1134300-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – LABEX ENTREPRENDRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE BIC DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis plus de 30 ans, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et de la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants. Un de ses principaux outils, le BIC (Business & Innovation Centre) de Montpellier Méditerranée Métropole, classé dans le TOP 10 mondial des meilleurs incubateurs (UBI Global), avec ses 3 sites d'incubation Cap Alpha, Cap Omega et le MIBI, a notamment accompagné en 29 ans, plus de 600 entreprises innovantes générant aujourd'hui plus de 4 600 emplois. Ces résultats sont le fruit d'une collaboration étroite et fructueuse avec l'ensemble des universités, établissements et organismes de recherche de la région et la mise en œuvre de méthodes d'accompagnement innovantes et robustes pour accélérer le développement des jeunes pousses.

Le LabEx Entreprendre, coordonné par l'Université de Montpellier, a été classé A par le jury international d'évaluation des LabEx. Composé de plusieurs équipes de recherche en droit, en économie, et en management, spécialisées en entrepreneuriat, il est l'unique « Laboratoire d'Excellence » dédié à l'entrepreneuriat et retenu en France dans le cadre de l'appel à projets des Investissements d'Avenir. Il développe des programmes de recherche dans le domaine de l'entrepreneuriat et de l'innovation. Il met à disposition cette connaissance produite aux acteurs économiques et politiques sous la forme d'actions de valorisation et de formation.

Il encadre notamment des travaux de thèses de doctorants devant permettre aux acteurs de l'entrepreneuriat de réfléchir et accéder aux meilleures pratiques et aux nouvelles tendances en matière d'accompagnement d'entreprises innovantes.

A ce titre, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole a été sélectionné avec trois autres structures d'accompagnement pour réfléchir à l'évolution et aux nouvelles tendances de modèle économique des structures d'accompagnement françaises.

Les 3 autres structures participant aux travaux sont :

- Start-up 42, accélérateur d'entreprises privé en région parisienne,
- La Ruche, un réseau d'espaces de coworking (différents sites en France),
- le BIC Innov'up à Nîmes.

Cette participation implique l'accueil d'une doctorante au sein du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole sur quatre périodes d'immersions (une semaine lors de la première immersion, quatre jours lors de la deuxième immersion, et de trois jours lors de la troisième et quatrième immersion) qui seront effectuées au cours des douze mois que dure cette étude longitudinale. Les périodes d'immersions envisagées sont les suivantes : décembre 2016, février 2017, juin 2017 et octobre 2017.

Au travers de cette convention de partenariat, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole aura d'une part, un accès privilégié aux résultats de l'étude et pourra d'autre part valoriser l'excellence de son savoir-faire en termes de structures d'accompagnement à la création d'entreprises innovantes au sein des travaux scientifiques de LabEx Entreprendre.

Cette convention est sans incidence financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de la convention de partenariat,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133277-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SALON DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (SIMI) 2016 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA MÉTROPOLE, LA SA3M, ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Société d'Economie Mixte de la Région Montpellieraine (SERM) et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique de notre territoire. Les synergies développées entre la Métropole et ces sociétés sont un des principaux éléments de notre dynamisme.

Cette action concertée doit être mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale afin d'optimiser la commercialisation de nos principales opérations immobilières et d'aménagements.

Le SIMI, salon de l'immobilier d'entreprise, rassemble pendant trois jours, du 30 novembre au 2 décembre 2016, près de 26 000 professionnels et 420 exposants représentant l'intégralité de l'offre immobilière et foncière et également l'ensemble des services associés à l'immobilier et l'entreprise en France.

Il s'agit pour la SERM et la SA3M d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir les opérations et favoriser les prospects. Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation de leurs équipes (dirigeants, administrateurs et techniciens). Ce succès passe également par la capacité à mobiliser les élus et les responsables cadres de la Métropole pour apporter aux investisseurs et opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

Il est proposé, dans ce cadre, la signature d'une convention ayant pour objet de préciser les actions financées et développées spécifiquement par Montpellier Méditerranée Métropole pour ce type de salon professionnel, les missions et le rôle des élus et des cadres de la Métropole, et de définir les modalités de prise en charge par la SERM et la SA3M des frais inhérents à la participation d'élus et d'agents de la Métropole à ce rendez-vous économique de renommée internationale, dans la limite de 7 500 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Métropole, la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole relative à leur participation au SIMI du 30 novembre au 2 décembre 2016 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer cette convention et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134110-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DÉWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – STRATÉGIE D'ACCUEIL DES ENTREPRISES : ENJEUX, ORIENTATIONS ET PRINCIPES DE MISE EN ŒUVRE - LANCEMENT D'UN SCHEMA D'ACCUEIL DES ENTREPRISES (SAE) MÉTROPOLITAIN - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole compte, parmi ses compétences majeures, le développement économique de son territoire.

Sa stratégie économique lui permet de contribuer activement au développement de l'emploi sur le territoire, dont le taux de création est l'un des plus élevés de France.

Ce dynamisme économique, vecteur de création de richesses et d'emplois, nécessite d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques publiques destinées à soutenir la création d'entreprises, par la consolidation du tissu des entreprises installées sur le territoire et par son « enrichissement » grâce à l'accueil de nouvelles entreprises.

Un des axes majeurs de la stratégie de développement économique métropolitaine est de permettre l'implantation et le développement d'entreprises en déployant une chaîne complète de solutions foncières et immobilières.

En effet, afin de pouvoir favoriser au mieux la création, l'accueil et l'épanouissement des entreprises sur le territoire, la Métropole doit proposer une offre foncière et immobilière la plus large et la plus adaptée aux besoins des entreprises, à la fois qualitativement et quantitativement, mais aussi suffisamment concurrentielle en terme de prix, de contraintes et d'infrastructures.

En articulation étroite avec les études préalables à la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et à l'élaboration du PLUi, la Métropole doit donc pouvoir définir et jalonner la mise en œuvre de projets structurants pour le développement économique afin de garantir la cohérence, sur l'ensemble de son territoire, des choix d'aménagement qui impacteront le développement de l'offre immobilière et foncière pour les entreprises.

Dans ce cadre, afin de renforcer et d'optimiser l'offre foncière et immobilière de la Métropole, il est proposé d'engager l'élaboration d'un Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) métropolitain. Ce Schéma doit permettre d'anticiper, de programmer (qualitativement et quantitativement) et de gérer (spatialement) l'offre d'accueil des entreprises de manière adaptée à la diversité des besoins des entreprises.

La présente délibération vise à expliciter les grands enjeux issus d'un état des lieux de l'offre et de la demande sur le territoire, ainsi que les premières grandes orientations et principes de mise en œuvre d'un Schéma d'Accueil des Entreprises métropolitain sur la période 2017-2032.

Le contexte et les grands enjeux du Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) métropolitain

Montpellier Méditerranée Métropole se distingue par son territoire attractif et très dynamique en termes de création d'entreprises et d'emploi, qui connaît une croissance démographique largement supérieure à la moyenne nationale.

Un des corollaires de cette croissance démographique est un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale.

L'analyse de la structure économique et de l'emploi du territoire permet de mettre en exergue des indicateurs qui doivent s'inscrire pleinement dans le futur SAE :

- Un tissu économique sur le territoire métropolitain qui, en dépit de son dynamisme, présente un nombre d'emplois dans la sphère productive inférieur à la plupart des autres métropoles ;
- Une structure du tissu économique, orientée autour des « services » qui, conjugué à la jeunesse de la population, se traduit globalement par un niveau de revenu moyen moins élevé, comparativement à la moyenne des autres métropoles ;

- Un niveau de qualification moyen de la population qui comprend une part significative de personnes « peu diplômées » (44% de la population en âge de travailler n'a pas le baccalauréat selon l'Insee).
- Le territoire dispose d'un immobilier professionnel :
 - o Attractif pour **les bureaux** : les prix pratiqués (à la location et à la vente) sont comparables à ceux des métropoles de même taille mais l'offre reste peu diversifiée en gamme ;
 - o En « sous-offre » pour **les surfaces d'activité**, compte-tenu d'une demande importante d'entreprises concernant des entrepôts, ainsi que des locaux d'activité.
- Le territoire dispose d'un foncier économique :
 - o A vocation **Tertiaire** : suffisant à court terme et potentiellement légèrement excédentaire à moyen et long terme compte tenu des programmations actuellement projetées dans les quartiers à vocation mixte. Au regard de l'analyse des besoins, la programmation optimale devrait permettre la « mise en marché » de 30 à 40 000 m² de surfaces tertiaires annuellement, soit 500 000 m² sur les 16 prochaines années ;
 - o A vocation « **Activité** » : très insuffisant à court terme et potentiellement en inquiétant déséquilibre à moyen et long terme.

En termes d'analyse des besoins de l'économie locale, le rythme de libération annuel nécessaire de foncier cessible est de l'ordre de 17,5 hectares par an, soit 280 hectares sur la période 2017-2032. En complémentarité, une programmation dédiée supplémentaire de 50 à 200 hectares serait nécessaire pour renforcer l'économie productive du territoire, par l'accueil d'entreprises exogènes d'envergure nationale et internationale.

Au regard de ces constats, les **grands enjeux** d'une stratégie d'accueil d'entreprises sont les suivants :

- La diversification de l'offre de surfaces tertiaires, la maîtrise et l'adaptation du rythme de libération des droits à construire en fonction des besoins identifiés ;
- Le développement de l'accueil d'activités économiques à fort potentiel d'emploi, adaptées aux ressources et aux compétences du territoire, en particulier, mais pas seulement, pour la main d'œuvre de faible niveau de qualification ;
- Un renforcement de l'offre de foncier d'« activités », notamment celles de type économie productive, vecteur de « richesse » et d'emploi, mais aussi pour les activités constitutives de l'économie présentielle qui ne peuvent ou ne souhaitent pas encore s'insérer en tissu urbain mixte. En effet, ces activités sont indispensables au fonctionnement du tissu économique d'un territoire et génèrent une part d'emplois indirect (de sous-traitance notamment) très importante. Les activités productives et de logistiques ont aussi un effet structurant avec des salaires plus stables et plus élevés que dans les autres secteurs d'activité ;
- La croissance économique du territoire repose aussi sur la transformation du potentiel de recherche en industrie de pointe. A ce titre, l'avenir des filières stratégiques métropolitaines et la capacité à programmer du foncier à vocation économique, sont donc étroitement liées.

Les premières grandes orientations et principes de mise en œuvre du Schéma d'Accueil des Entreprises métropolitain.

Au regard des éléments explicités précédemment, et afin de coordonner le pilotage stratégique et la planification de l'accueil des entreprises, le lancement de l'élaboration d'un Schéma d'Accueil des Entreprises constitue un enjeu majeur.

Ce Schéma, établi en cohérence avec les études de la révision du SCoT et celles de l'élaboration du PLUi, doit viser comme objectif principal, de proposer une offre foncière et immobilière répondant le mieux possible à la diversité des besoins des entreprises et donc de structurer l'accueil des entreprises

sur le territoire à travers des stratégies et un accompagnement qui permettent la régulation du marché foncier et immobilier, tout en renforçant le caractère sécurisant et attractif de l'offre de la Métropole.

Dans ce cadre, il s'agit de s'assurer que la Métropole soit en capacité de renforcer et équilibrer l'économie du territoire en diversifiant l'offre tertiaire et en développant fortement les activités productives dans un projet d'aménagement du territoire réceptif au développement économique.

Le Schéma d'Accueil des Entreprises pourra se décliner autour de thématiques économiques d'entreprise dites « tertiaires » (bureaux) ou d'« activités » (ateliers, entrepôts, laboratoires, sièges sociaux, pôles tertiaires...) et pourra s'étendre à terme à toutes les thématiques économiques (Enseignement supérieur, hôtellerie, activités agricoles, etc.) nécessitant de planifier des surfaces et/ou du foncier spécifiques.

Les premières grandes orientations et principes de mise en œuvre d'un Schéma d'Accueil des Entreprises métropolitain doivent s'articuler autour d'objectifs quantitatifs et qualitatifs.

Les objectifs quantitatifs à programmer pour les 16 prochaines années (2017-2032) s'établissent à hauteur de :

- 500 à 600 000 m² de surfaces de bureaux,
- 280 hectares cessibles pour des activités accompagnant les besoins et la croissance de l'économie locale,
- 50 à 200 ha cessibles pour des activités renforçant l'économie productive.

Afin d'atteindre ces objectifs, la stratégie d'un futur Schéma d'Accueil des Entreprises doit se décliner autour d'orientations ambitieuses en terme d'activités tertiaires d'une part, et de foncier et d'immobilier d'Activité d'autre part.

En termes « Tertiaire », les objectifs doivent viser à :

1. Diversifier et segmenter l'offre tertiaire du territoire. Afin de répondre plus précisément aux nouvelles demandes des entreprises, il s'agit par exemple de contribuer à l'émergence de tiers lieux ou de proposer des nouveaux ensembles de bureaux plus urbains et mixtes, avec le souci constant que les différentes pôles tertiaires ne soient pas concurrents entre eux mais bien complémentaires ;
2. Donner une identité forte à chaque offre tertiaire et la calibrer quantitativement en fonction des besoins du territoire ;
3. Identifier au sein de la programmation tertiaire des potentiels nouveaux pour l'activité ;
4. Phaser, équilibrer et maîtriser le rythme des opérations majeures en fonction de l'évolution de la demande.

En termes d'Activité (Foncier et immobilier), les objectifs doivent viser à :

5. Sécuriser, lancer et rationaliser les potentiels de développement d'ores et déjà identifiés ;
6. S'engager autour d'une charte ambitieuse des parcs d'activité visant à limiter les besoins fonciers et l'empreinte de l'activité humaine sur le territoire. L'objectif est de proposer à ce titre des solutions d'aménagement et une charte complète permettant d'améliorer la densification et le respect de l'environnement tout en favorisant un développement économique générateur d'emplois ;

Cette charte qui visera à généraliser le label « HQE aménagement » devra permettre par exemple la mutualisation de parking, de services, de transports, la réversibilité des surfaces... et pourra ainsi minimiser les besoins fonciers de chaque entreprises individuellement et donc son empreinte carbone ;

7. Favoriser le réinvestissement, maîtriser les mutations urbaines, réintroduire l'activité dans la proximité immédiate de la ville c'est-à-dire faire « renaître » des fonciers à l'image de l'opération menée autour de la requalification du « Salaison » qui a permis de développer de nombreux hectares de foncier d'activité ;

8. Augmenter la part « Activités » des opérations en cours et à l'étude en programmant de l'activité dense et qualitative au sein des programmations tertiaires ;
9. Accélérer le lancement des opérations projetées, identifier et « conserver » des potentiels dédiés à l'activité économique ;
10. Réserver des potentiels supplémentaires au sein des documents de planification en urbanisme, afin de satisfaire la demande locale et étudier les opportunités de nouvelles polarités fortes « économie productive ».

En complémentarité et à court terme, un des objectifs poursuivis sera de développer le maillage du territoire par des immobiliers d'activités dédiés, tels que des Villages d'entreprises artisanaux et de services (VEAS).

Afin d'organiser et proposer un premier Schéma d'Accueil des Entreprises métropolitain en 2017, ainsi que ses traductions spatiales dans les documents d'urbanisme que sont le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), différentes étapes seront engagées dans un premier temps :

- Une proposition de constitution d'un Comité de suivi du Schéma d'Accueil des Entreprises qui associera, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes, les professionnels du foncier et de l'immobilier, ainsi que des acteurs du développement économique dont les Chambres consulaires et des entreprises.
L'objectif, dans ce cadre, sera d'instaurer un dialogue permanent avec les acteurs du développement économique du territoire ;
- La constitution d'outils de veille, d'analyse prospective et continue de l'adéquation offre / demande sur le territoire ;
- L'engagement d'analyses thématiques visant à identifier les potentiels de développement et programmations associées à prévoir autour des piliers métropolitains tels que la Santé, le Numérique, l'Agroécologie et l'Alimentation, le Tourisme (dont l'hôtellerie), l'enseignement supérieur, etc.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les premières grandes orientations et principes de mise en œuvre du Schéma d'Accueil des Entreprises métropolitain,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire et à solliciter de tous les organismes intéressés leurs meilleures aides financières pour le co-financement des actions prévues au titre du Schéma d'Accueil des Entreprises.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134111-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZAC GAROSUD ET GAROSUD EXTENSION - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SERM DE 4M€ - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'année 2015 pour les Zones d'Aménagement Concerté Garosud et Garosud-Extension, a fait l'objet d'une délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 25 octobre 2016. Celui-ci prévoit un bilan de concession équilibré à 62 201 000 € H.T. en dépenses et en recettes, par une participation du concédant qui s'élève à 15 008 000 € H.T. et qui a été entièrement versée à l'aménageur de la Z.A.C. Garosud et de son extension, la S.E.R.M..

Par ailleurs, les avances de trésorerie apportées par la Métropole à l'aménageur, seront remboursées par la S.E.R.M. en 2016 (1 524 490,10 €), puis en 2020, en 2021 et en 2022 (à raison de 1 000 000 € par an).

Enfin, au 31 décembre 2015, 22 622 000 € ont été empruntés par le concessionnaire de la ZAC, dont 16 822 000 ont déjà été remboursés.

Néanmoins, les intempéries survenues à l'automne 2014 et les occupations illicites des terrains par les gens du voyage survenues depuis 2 années, ont généré 681 000 € de travaux supplémentaires. Cette augmentation du poste de travaux sera en partie compensée par de nouvelles recettes liées à des participations des constructeurs aux coûts des équipements publics (convention de participation au titre de l'article L311-4 du Code de l'urbanisme).

Afin de préserver l'équilibre de la trésorerie de l'opération, la S.E.R.M. souhaite réaliser un nouvel emprunt de 4 000 000 € d'ici la fin de l'année 2016.

A la suite d'un appel d'offre réalisé par la S.E.R.M., cet emprunt de 4 000 000 € est envisagé auprès de la Banque Postale. Ses caractéristiques sont les suivantes :

- Montant : 4 000 000 €
- Taux fixe de 0.37%
- Durée : 4 ans
- Pas d'amortissement différé
- Échéances trimestrielles
- Échéance constante
- Commission d'engagement : 0.10% du montant soit 4 000 €
- Remboursement anticipé : possible à chaque échéance avec paiement d'une indemnité actuarielle
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%

Ce taux attractif est conditionné par une garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80% du montant (soit 3 200 000 €). Ainsi, dans l'hypothèse où la S.E.R.M., pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts de retard encourus, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place, dans la limite du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt d'un montant total de 4 millions d'euros sollicité par la S.E.R.M. auprès de la Banque Postale, soit pour un montant de 3,2 millions d'euros,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à intervenir au contrat de prêts qui sera passé entre la banque Postale et la S.E.R.M., ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133320-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DIRUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
DECLARATION DE PROJET AVEC MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL
D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - EXTENSION "DOMAINE
DE VERCHANT"- ENGAGEMENT**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le complexe hôtelier du « Domaine de Verchant » situé sur la Commune de Castelnau-le-Lez, développe des prestations d'hébergement, de restauration, spa et fitness, accueil de séminaires et évènementiels, vente de vin. Ses équipements actuels sont constitués de 26 chambres, suites ou appartements, deux restaurants, un caveau de dégustation, trois piscines, un espace events, terrain de tennis, salle de sport. Cet établissement est le seul établissement hôtelier bénéficiant d'une classification cinq étoiles dans le département de l'Hérault. A ce titre, il est un équipement majeur du rayonnement et de la stratégie Tourisme de la Montpellier Méditerranée Métropole.

Un projet de développement de ce complexe hôtelier est envisagé. Il consiste en un accroissement des capacités hôtelières (de 26 à 50 chambres), l'accueil d'un restaurant gastronomique et d'un hall d'accueil. Ce développement s'opère par l'édification d'une construction nouvelle développant environ 4000 m² de surface de plancher à implanter en parallèle de l'allée d'accès Ouest du domaine. Il s'accompagne de la création de parcs de stationnement.

Considérant l'intérêt général que présente ce projet :

- en matière de tourisme et plus spécifiquement de tourisme « haut de gamme » et tourisme d'affaires : le projet d'extension répond à la nécessité de donner au « Domaine de Verchant » une échelle et une configuration compatibles avec les besoins d'une clientèle exigeante et avec les nécessaires équilibres d'exploitation de l'équipement, sachant que la consolidation des installations hôtelières s'accompagnent de la volonté de développer une offre culinaire et gastronomique d'un niveau de qualité lui aussi ambitieux ;
- en matière d'activités économiques, ce développement s'inscrit en continuité d'un pôle économique majeur de la Métropole, Millénaire-Euréka (IBM, Dell, Orange...), en répondant aux besoins des entreprises en matière d'hôtellerie, de restauration, de séminaires (...) ; il générera en outre des créations d'emplois spécifiques : l'extension du complexe hôtelier pourrait générer la création d'environ 65 emplois puisque l'on estime que l'hôtellerie haut de gamme induit environ 2,7 emplois par chambre ;
- en matière d'aménagement du site, le projet d'extension du « Domaine de Verchant » s'inscrit dans un rapport de cohérence et d'étroite complémentarité, tissé entre le parti d'aménagement du quartier « Extension Euréka », en cours d'aménagement autour d'un grand parc qui jouxte l'établissement et la mise en valeur de son patrimoine bâti existant ;
- En matière d'aménagement du territoire, sachant que le Domaine de Verchant ponctue avantageusement la future entrée de ville constituée, depuis l'autoroute A709, par la déviation Est de Montpellier (la DEM), puis l'avenue Philippe Lamour.

Le développement d'un pôle hôtelier haut de gamme, l'appui du projet sur les perspectives paysagères (paysages viticoles) et la qualité de traitement architectural de l'établissement s'inscrivent dans l'objectif de « valorisation réciproque entre ville et nature ou agriculture » inscrit au Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole.

Au titre de sa compétence en matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel, et notamment la promotion du tourisme, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente pour porter cette procédure, en collaboration avec la Commune de Castelnau-le-Lez.

Cette extension est subordonnée à une procédure de déclaration de projet avec mise en compatibilité du PLU, pour mettre en compatibilité les règles du PLU applicables en zone A avec l'extension de l'établissement hôtelier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'engagement d'une procédure de déclaration de projet avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Castelnau Le Lez afférent à l'extension du « Domaine de Verchant »
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toutes les mesures administratives nécessaires à la conduite de cette procédure.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133458-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
DÉCLARATION DE PROJET AVEC MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL
D'URBANISME DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - LE PARC
MONTEILLET - APPROBATION DE LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL
D'URBANISME - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération du 21 juillet 2015, le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone a pris l'initiative de l'engagement d'une procédure de déclaration de projet en vue de l'aménagement du « Parc Monteillet » et de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme.

Cette décision est intervenue suite à un jugement du Tribunal administratif de Montpellier du 18 juin 2015, annulant la délibération du Conseil municipal du 29 mars 2013 qui approuvait le Plan Local d'Urbanisme de la Commune et qui instituait une zone 2AU Sud Arnel.

L'opération « Le Parc Monteillet » se développe sur un terrain de 3,3 hectares situé dans le secteur « Sud Arnel ». Elle prévoit notamment la réalisation de 86 logements dont 30 logements locatifs sociaux et 24 logements en accession abordable, d'une crèche municipale et d'aménagements hydrauliques pluviaux.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, ce projet a été notifié le 21 janvier 2016 aux Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme. L'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) a émis un avis « sans observation » le 04 février 2016. La Direction régionale des Affaires Culturelles (DRAC) a émis un avis « sans observation » sur le projet le 08 février 2016. L'ARS a émis un avis favorable sur le projet le 12 février 2016 assorti d'une demande d'adaptation de l'article 4 du règlement concernant le raccordement au réseau d'eau potable.

Une réunion d'examen conjoint s'est tenue le 19 février 2016 et a rendu des conclusions favorables, la DDTM assortissant son avis d'une observation tendant notamment à voir améliorer l'intégration paysagère sur la partie Sud de la zone en termes de végétation en intégrant un schéma de coupe de cette intégration.

Montpellier Méditerranée Métropole a formulé pour sa part un avis favorable sur le projet du « Parc Monteillet » qui s'inscrit pleinement dans la poursuite des objectifs du Programme Local de l'Habitat et dans le respect des orientations du Schéma de Cohérence Territoriale.

L'autorité environnementale a rendu un avis favorable sur l'évaluation environnementale du projet le 26 avril 2016.

Le Conseil Municipal a sollicité Monsieur Le Préfet de l'Hérault par délibération du 15 mars 2016 pour l'ouverture d'une enquête publique préalable à la Déclaration de Projet et la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme en vue de l'aménagement du « Parc Monteillet ».

Par arrêté du 20 juillet 2016, Monsieur Le Préfet de l'Hérault a organisé les modalités d'une enquête publique unique qui s'est déroulée du 24 Août 2016 au 23 septembre 2016 inclus en Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'issue de cette enquête publique, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées le 21 octobre 2016.

Il a émis un avis favorable assorti d'une réserve concernant la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération « Le Parc Monteillet ». Cette réserve consiste à prescrire que « ce projet doit clairement marquer la fin de l'urbanisation du secteur » dans la double attente de la révision en cours du SCoT et de la décision de la Cour administrative d'appel de Marseille.

La Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a pris en compte cette réserve qui rejoint l'observation formulée par la DDTM dans le cadre de la réunion d'examen conjoint. Ces modifications ont été apportées au dossier pour préciser le traitement de la frange urbaine et renforcer son caractère de limite d'urbanisation de la commune : cheminements doux, traitement paysager enrichissant l'orientation d'aménagement et notice de présentation.

Concernant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Villeneuve-lès-Maguelone, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable sans réserve.

Le dossier de déclaration de projet « Le Parc Monteillet » et de mise en compatibilité du PLU a été modifié pour tenir compte des conclusions de la réunion d'examen conjoint, de l'avis de l'ARS, des avis et conclusions de Monsieur le Commissaire Enquêteur et d'observations exprimées au cours de l'enquête:

- Adaptation de l'article 4 du règlement concernant le raccordement au réseau d'eau potable ; cette modification réglementaire intervient suite à la demande de l'ARS exprimée dans le cadre de son avis favorable du 12 février 2016.
- Ajustement de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) tendant à optimiser le traitement des interfaces du projet avec le site : Emprise du chemin « carrière Pélerine » réduite à 2,50 m, ajout de plantations arbustives le long des voies.
Cet ajustement tient compte de l'observation de la DDTM émise lors de la réunion d'examen conjoint du 19 février 2016.
- Rectifications mineures apportées au rapport de présentation : insertion de photos, précisions sur la densité de l'urbanisation existante, intégration des ajustements apportés à l'OAP.

Monsieur le Commissaire Enquêteur a fait état dans son rapport du bon déroulement de l'enquête publique et d'une participation marquée du public qui s'est traduite par 198 observations. On relève 127 observations et une pétition réunissant 138 signataires favorables au projet. Les avis opposés au projet s'attachent principalement à son principe même puis, de façon moindre, à l'édification de logements ou de la crèche telle que proposée. Il est à noter que ces observations intéressent essentiellement la Déclaration de Projet du « Parc Monteillet » initiée par la Commune en ce qu'elles remettent en question des éléments fondamentaux du projet. La Commune de Villeneuve-lès-Maguelone confirmant son projet, la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme organise les règles d'urbanisme pour en permettre sa réalisation. Aucune des observations du public ne nécessite de modifier le dossier de mise en compatibilité après enquête publique.

Après enquête publique, et sur la base de l'avis et des conclusions de Monsieur le Commissaire enquêteur, le Conseil municipal de Villeneuve-lès-Maguelone, par une délibération en date du 04 novembre 2016, s'est prononcé par déclaration de projet et a déclaré d'intérêt général le projet « Le Parc Monteillet » au terme de la procédure et compte tenu des modifications apportées au document après enquête publique. Cette délibération précise les modalités de prise en compte de la réserve exprimée par Monsieur le Commissaire Enquêteur concernant la déclaration de projet.

Conformément aux dispositions de l'article R 153-16 du Code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole doit se prononcer sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis du commissaire enquêteur.

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone a donc sollicité Montpellier Méditerranée Métropole par une correspondance du 27 octobre 2016 afin de voir approuver la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme dans les meilleurs délais.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de la délibération du Conseil municipal de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone en date du 04 novembre 2016 déclarant d'intérêt général le projet « Le Parc Monteillet » ;
- approuver la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone tel qu'annexé à la présente délibération et compte tenu des modifications apportées au document après enquête publique ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Délibération n° 14207

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 09/12/16
Déposé En Préfecture
Le :
Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
MODIFICATION N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LATTES
- APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération n°2014-282 en date du 16 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Commune de Lattes a considéré que l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone à urbaniser AUO sur les secteurs Pôle autonomie/Mas de Couran et de Soriech est justifiée et a pris acte de la nécessité qu'une modification du PLU soit engagée.

Cette procédure vise à permettre de réaliser dans les meilleurs délais la programmation de logements, en conformité avec le Programme Local de l'Habitat et permettre ainsi à la Commune de prendre toutes les mesures utiles visant à atteindre ses objectifs de production de logements neufs et notamment sociaux.

Ainsi, par arrêté municipal n°2014-786 du 19 décembre 2014, M. Le Maire de Lattes a décidé l'engagement d'une procédure de modification n°3 du PLU tendant notamment à l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone à urbaniser AUO sur les secteurs Pôle autonomie/Mas de Couran et de Soriech.

Par délibération N°2016-071 du 19 mai 2016, le Conseil Municipal de la Commune de Lattes a confié la poursuite de cette procédure à la Métropole. Conformément à la charte de gouvernance du PLU et, lors de la même séance, le Conseil Municipal a émis un avis favorable par délibération N°2016-070 sur le projet de modification n°3 du PLU développé sur une superficie de 10,1 ha et correspondant à la première phase d'aménagement du secteur « Haut de Lattes – Pôle Autonomie », baptisée « Haut de Lattes – Saison 1 ». Cette modification du PLU doit permettre d'accueillir un programme de construction d'une surface de plancher maximale de 52.000 m².

Le projet s'inscrit dans les orientations générales du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'agglomération de Montpellier et demeure cohérent avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU, prévoyant l'extension de l'urbanisation dans ce secteur desservi directement par la ligne 3 du tramway.

Le dossier de modification n°3 du PLU porte plus précisément sur l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone à urbaniser AUO, avec la création d'un sous- secteur AUc et son règlement, permettant la livraison à l'horizon 2018/2019 d'environ 500 logements dont 30% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession abordable, conformément au Programme Local de l'Habitat 2013-2018 de Montpellier Méditerranée Métropole. Il autorise également le développement du projet de Pôle économique d'excellence « Autonomie Santé », d'équipements publics, de commerces et de bureaux répondant aux besoins immédiats des nouveaux habitants.

Il comporte également une orientation d'aménagement et de programmation avec notamment des objectifs et principes d'aménagement. Il est complété par un rapport de présentation.

Ces objectifs d'aménagement consistent notamment à :

- Créer un pôle de vie fonctionnel et vivant, par l'aménagement du Pôle d'excellence « Autonomie Santé » à proximité du nouvel arrêt de tramway et associé à un ensemble résidentiel ;

- * exploiter les qualités géographiques exceptionnelles du site pour guider la réflexion sur l'intégration urbaine des bâtiments, la manière de vivre au sein du paysage et une architecture respectueuse de la topographie, des vues et des continuités paysagères ;
- * garantir une bonne intégration du projet et notamment des hauteurs des bâtiments par un épannelage gradué pour atteindre les hauteurs plafond fixées sur l'OAP graphique ;
- * révéler la force du paysage, par la valorisation des franges paysagères des espaces voisins du marais de l'Estanel et du mas de Couran, par la mise en oeuvre d'une logique de corridors écologiques reliant les marais de l'Estanel à la Lironde et par une intensification du boisement des coteaux ;
- * favoriser les modes de déplacements doux et collectifs par des parcours paysagers en lien avec l'environnement et les rabattements vers la future station de tramway.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L153-40, ce projet a été notifié le 18 juillet 2016 aux Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnées aux articles L.132-7 et L 132-9 du même Code.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier a émis un avis favorable sur le projet de modification n°3, le 24 août 2016, en rappelant que l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone à urbaniser AUO, représentant 10,1 ha, s'inscrit dans le cadre du vaste projet d'aménagement Ode à la mer, notamment la phase Ode Acte 2. Cet avis favorable se réfère ensuite aux objectifs poursuivis et notamment l'accueil de logements collectifs, commerces, bureaux et équipements publics ou d'intérêt collectif et la réalisation d'un pôle d'excellence « autonomie Santé ». L'avis considère que ces éléments sont favorables au développement économique de la Commune et au-delà de l'intercommunalité.

Le Conseil Départemental de l'Hérault a émis un avis favorable sur le projet de modification n°3, le 25 août 2016. Cet avis fait état d'observations concernant l'impact du projet sur les infrastructures routières, notamment départementales, et précise que « *le rapport de présentation propose des aménagements pour pallier aux dysfonctionnements.* »

L'avis en appelle à des « *réflexions à mener en collaboration étroite avec les services routiers du Département, le plus en amont possible, pour définir les caractéristiques géométriques des projets sur les axes routiers mais aussi sur les points de raccordement des futures voiries internes du programme « Les Hauts de Lattes-Saison 1 » au droit des RD 189 et RD 172.* »

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault a émis une lettre d'observations sur le projet de modification n°3, le 31 août 2016 :

- en considérant qu'il pourrait contrevenir aux dispositions de la loi Littoral relatives aux coupures d'urbanisation,

- en indiquant le besoin de préciser dans le dossier, l'impact paysager des constructions et les mesures éventuelles d'atténuation, en raison d'un risque d'impact fort lié particulièrement à la visibilité des bâtiments depuis la façade maritime ou celle de l'étang.

Par ordonnance N°E 16000078 du 17 mai 2016, Mme Le Président du Tribunal administratif de Montpellier a désigné Monsieur E. Durand en qualité de commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique.

Par arrêté n°A2016-202 en date du 03 août 2016, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de modification n°3 du PLU de Lattes. Cette enquête publique s'est déroulée du 1^{er} septembre 2016 au 03 octobre 2016 inclus.

Les observations formulées durant l'enquête publique ont fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur. Ce dernier a pris acte des réponses qui lui ont été apportées dans le cadre du mémoire en réponse, transmis à son attention le 21 octobre 2016 et élaboré en étroite collaboration avec la Commune de Lattes.

Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées le 28 octobre 2016. Il confirme que cette enquête publique s'est tenue de façon satisfaisante et dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, notamment en matière de publicité, d'accessibilité au dossier et d'organisation des permanences.

Il souligne également que l'enquête publique a suscité une forte mobilisation de la population de Lattes, traduite par 698 observations dont 60 observations écrites et une pétition signée à 638 exemplaires. Elles ont été consignées dans les registres pendant la durée de cette enquête publique.

Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable assorti d'une réserve tendant à voir mises « en application les réponses formulées dans le mémoire en réponse du 21 octobre 2016 et notamment la hauteur maximale de 35 m NGF et les corrections graphiques signalées ».

Les observations émises durant l'enquête relèvent de diverses thématiques qui appellent les réponses qui suivent:

- Déplacements, impacts sur le trafic ;

Les impacts du projet sur les infrastructures routières, notamment départementales, a fait l'objet d'observations quant à leur importance et quant aux mesures et aménagements prévus pour pallier aux risques éventuels de saturation, pollution...

Or, d'une part, la mise en service de la ligne 3 du tramway par Montpellier Méditerranée Métropole est intervenue dès avril 2012. Cette réalisation est le levier prioritaire du développement urbain du site des « Hauts de Lattes ». Le choix d'un tracé empruntant les abords du Soriech, la route des Mas et la RD 172 s'est fixé dès l'origine l'objectif de localiser au plus près du site l'offre en transports publics. La création d'une future station de tramway, en phase avec l'urbanisation des Hauts de Lattes, contribuera de façon positive et significative aux déplacements des futurs résidents. Cette implantation est déjà actée dans le dossier de déclaration d'utilité publique, la maîtrise foncière du site est effective et sa réalisation sera coordonnée avec l'urbanisation du site.

D'autre part, l'élargissement de la RD 189 à un gabarit de 2x2 voies est confirmé entre l'Avenue G. Frèche et le rond-point du lycée Champollion. Ce renforcement répond essentiellement à des augmentations de trafic étrangères au projet des « Hauts de Lattes-Saison 1 ». En effet, les 500 logements programmés sur cette phase n'engendreront qu'un trafic réduit et accessoire, estimé à 250 véhicules/heure, répartis par moitié entre RD 189 et RD 172.

La réalisation d'un nouveau point d'accès sur la RD 66 est également préprogrammée par le Conseil départemental de l'Hérault pour répondre aux besoins du projet mais également, très au-delà, pour anticiper le projet global d'Ode à la mer, de la nouvelle gare et du développement du secteur « Mogère ».

L'ajustement des plans de feux des carrefours sur l'Avenue G. Frèche a été évoqué mais cette optimisation est déjà effective.

Ces observations n'ont pas donné lieu à modification du dossier.

- Volet environnemental et naturaliste du rapport de présentation.

- Volet environnemental

La validité des données concernant les incidences Natura 2000 a été remise en cause, notamment dans la pétition, en ce qu'elles datent de 2013.

Or, le périmètre de la modification n°3 n'a pas été affecté par des travaux ou aménagements depuis 2013. Ces données environnementales ont donc été jugées fiables par les environnementalistes.

Une insuffisance du diagnostic environnemental a été évoquée, ainsi que la portée de l'avis favorable rendu le 9 octobre 2013 par l'Autorité Environnementale sur le dossier de création de la ZAC « Ode Acte 2 » et son étude d'impact.

Or, le secteur de projet n'abrite aucun habitat et aucune espèce animale ou végétale d'intérêt communautaire. Il n'abrite en particulier aucun de ceux au titre desquels ont été délimités les sites Natura 2000 les plus proches, à savoir le Site d'intérêt communautaire FR 9101410 « Etangs palavasiens » et la Zone de Protection Spéciale FR 9110042 « Etangs palavasiens et étang de l'Estagnol ».

Au-delà de ce constat, le rapport de présentation se fonde sur les données issues de trois études environnementales, à savoir l'étude environnementale de la Route de la Mer (Ecotone 2010), le pré diagnostic écologique automnal (Eco-Med 2012) et les inventaires de terrain complémentaires réalisés en 2013 (Ecotone). Ces données relèvent du dossier de ZAC Ode acte 2 et de son étude d'impact et appréhendent pleinement le site des « Hauts de Lattes ».

Le rapport de présentation a cité l'avis favorable émis par l'Autorité Environnementale en 2013 comme un élément d'information utile pour le public.

- Volet naturaliste

La prise en compte de la présence potentielle de chiroptères a donné lieu à une observation émise dans la pétition remettant en cause les données présentées à leur sujet et les mesures prises pour tirer les conséquences de cette présence potentielle.

Le rapport de présentation produit un inventaire détaillé des chiroptères. Une cartographie du périmètre de diagnostic écologique précise les zones de gîtes potentielles, zones de chasse et corridors de transit.

Le périmètre de la modification n°3 du PLU exclut les éléments arborés les plus remarquables et les plus propices à ces espèces : le parc du Mas de Couran, qui relève d'ailleurs des espaces boisés classés au P.I.U.

Le maintien ou la restitution des corridors de transit entre les zones humides de la Lironde et de l'Estanel constitue un objectif du projet et se traduit dans le projet de modification du PLU et en particulier dans son Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP), qui prévoit un certain nombre de transparences non bâties pour assurer le maintien de ces corridors écologiques. Le rapport de présentation présente également le renforcement des boisements du site comme « un des axes majeurs du projet »

Ces observations n'ont pas donné lieu à modification du dossier.

- Compatibilité du projet avec le Plan de Déplacements Urbains (PDU), notamment en matière de stationnement.

Le règlement de la zone AUc prescrit, au minimum, pour l'habitat : 1 place de stationnement par logement de type T1 et T2, 1,5 place de stationnement par logement de type T3 et 2 places de stationnement par logement de type T4 ou plus. Concernant les logements locatifs sociaux, la réglementation nationale plafonne la norme à 1 place maximum de stationnement par logement, quel que soit son type. Le règlement prescrit par ailleurs que 30 % des logements réalisés devront être des logements locatifs sociaux, soient environ 150 logements.

Cette modulation du nombre de places par typologie de logement s'inscrit dans une volonté d'assurer une meilleure cohérence avec les besoins, mais également à promouvoir les modes de déplacements doux ou collectifs.

Le PDU établit un certain nombre de préconisations relatives au stationnement, notamment en faveur de normes plus restrictives dans les périmètres de desserte du tramway.

Le PDU fait état d'une simple préconisation qui consiste en la limitation du nombre de stationnement à un maximum de 1,5 place par logement pour les programmes situés dans un rayon de desserte de 500 m entourant la station de tramway. Comme exposé ci-dessus, le projet s'inscrit globalement dans cette logique pour la majorité des logements.

Ces observations n'ont pas donné lieu à modification du dossier.

- Compatibilité du projet avec le SCoT.

La compatibilité du projet au regard du SCoT fait l'objet d'observations de deux ordres, celui de la densité prescrite puis celui des typologies de constructions prétendument imposées au projet par le SCoT.

Concernant la densité, la norme d'intensité B du SCoT qui s'applique au site est une norme « plancher », qui prescrit en l'espèce la réalisation de plus de 303 logements (plus de 30 logements/hectare) alors que le projet organise l'accueil d'environ 500 logements. Cette norme de densité minimale est donc pleinement respectée. Il est par ailleurs nécessaire de rappeler que le chiffre souvent allégué de 2000 logements ne vaut que sur un périmètre beaucoup plus large (Ode acte 2) et à un terme plus éloigné (10/15 ans)

Concernant les morphologies de constructions, le SCoT n'a pas défini de « typologie de constructions pour les secteurs d'intensité » comme le prétend le texte de la pétition et une observation. Le parti constructif repris dans cette observation, à savoir « des petits immeubles sans ascenseur (R+3 maxi), de l'habitat groupé de type maisons multifamiliales ou immeubles villas ou des maisons individuelles en bande » n'est cité qu'à titre d'exemple et d'illustration parmi les multiples traductions potentielles de cette norme de densité minimale.

Le document d'orientations générales du SCoT définit parfaitement les divers principes fondamentaux du document de planification dont des objectifs de densités s'appliquant aux secteurs d'extension. Les trois niveaux d'intensité y sont définis ainsi que le contexte dans lequel chacun d'eux s'inscrit, notamment au regard de la desserte en transport collectif.

Les plans locaux d'urbanisme s'inscrivent d'ailleurs dans un rapport de compatibilité vis-à-vis du SCoT qui n'autorise pas ce dernier à prescrire des normes de constructions, de hauteur, de morphologie ou d'équipement.

Ces observations n'ont pas donné lieu à modification du dossier.

- Compatibilité du projet avec la Loi Littoral.

Les problématiques soulevées au titre de la Loi Littoral relèvent de diverses thématiques et principes d'aménagement spécifiques à ce cadre légal :

- Respect de la coupure d'urbanisation.

La Loi Littoral définit des principes d'aménagement spécifiques. Ainsi, aux termes de l'article L121-22 du code de l'urbanisme : « *Les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme doivent prévoir des espaces naturels présentant le caractère d'une coupure d'urbanisation* ».

En premier lieu, le périmètre de cette modification n°3 comprend pour l'essentiel des terres à vocation agricole et pour partie à des friches. Il n'est pas constitué par des terrains naturels correspondant à la définition légale des coupures d'urbanisation.

En second lieu, l'armature des espaces agricoles et naturels définie par le SCoT de l'agglomération de 2006 constitue explicitement les coupures d'urbanisation dans les communes littorales. Parmi ces coupures d'urbanisation définies par le SCoT figure la coulée verte de la Lironde, à Lattes, séparant les agglomérations de Boirargues et du Centre de Lattes.

Le PLU de Lattes reprend parfaitement cette coupure d'urbanisation en classant en zone naturelle N ces mêmes terrains, situés au-delà de ces limites d'agglomération.

Cette coulée verte s'impose par son essence naturelle et s'étire sur une largeur de 200 m et une longueur de 4 km, dans le lit majeur de la Lironde avec une ripisylve bordée essentiellement de prairies naturelles, au creux d'une dépression marquée sur sa rive gauche par un relief qui la sépare du reste de l'agglomération.

Au demeurant, cette coulée verte correspond à une zone également protégée et inconstructible au titre du Plan de Prévention du Risque Inondation arrêté le 06 juin 2013. Ce PPRI identifie bien la dépression de la Lironde dans les mêmes limites territoriales que la coupure identifiée au SCoT ou la zone N inscrite au PLU de Lattes.

Le projet de modification n°3 du PLU de Lattes respecte ces limites et le périmètre de la zone à urbaniser AUc n'empiète nullement sur cette coupure d'urbanisation.

Respect des principes d'urbanisation en continuité avec les agglomérations et villages existants ou en hameau nouveau intégré à l'environnement.

La Loi Littoral définit des principes d'urbanisation spécifiques qui consistent à n'admettre des extensions urbaines que si elles s'opèrent en continuité du tissu aggloméré existant ou si elles se concrétisent sous forme de hameau nouveau intégré à l'environnement. L'ouverture à l'urbanisation des Hauts de Lattes ne s'inscrit bien évidemment pas comme un hameau nouveau, isolé et de taille réduite à quelques constructions. Cette ouverture à l'urbanisation est planifiée dans le SCoT et le PLU pour accueillir un programme ambitieux de construction d'une surface de plancher maximale de 52.000 m², environ 500 logements, le Pôle économique d'excellence « Autonomie Santé », des équipements publics, de commerces et de bureaux.

L'ouverture à l'urbanisation s'inscrit en continuité avec le tissu aggloméré de Boirargues et en particulier la zone d'activités du Soriech qui jouxte le site d'extension des Hauts de Lattes. Le secteur du Soriech constitue un tissu bâti significatif, concentre de nombreux bâtiments commerciaux et il est un important pôle d'emplois commerciaux. Le périmètre de modification n°3 du PLU permettra d'établir une véritable continuité urbaine par un parti d'aménagement organisé et maîtrisé.

Le projet de modification n°3 est donc parfaitement compatible avec les dispositions de la Loi Littoral.

Ces observations n'ont pas donné lieu à modification du dossier.

Gestion hydraulique et inondabilité.

Certains riverains ont exprimé des inquiétudes quant à l'inondabilité actuelle ou à terme de terrains spécifiques et ont sollicité des précisions concernant les mesures envisagées pour prévenir ces risques : rehaussement, travaux de fossés...

Concernant l'impact hydraulique du projet, le règlement prescrit un dispositif préventif en plafonnant l'emprise au sol des constructions à 50% de la superficie de l'unité foncière de la construction, en imposant a minima 20% d'espaces libres dont au minimum la moitié à maintenir en pleine terre. Ce dispositif permet de ne pas rendre possible une imperméabilisation trop forte du site et participe de la cohérence du parti qui se veut paysager.

Le dossier présente dans le détail les principes et mesures de gestion hydraulique pluviale alors même qu'ils relèvent essentiellement du stade de l'aménagement : Bassins versants du Negue cats et de la Lironde, rétention en zone naturelle de l'Estanel, renvoi vers le chenal de délestage de la Lironde...

Différents remblais sont prévus au stade de l'aménagement du site et visent effectivement la mise hors d'eau de certains sites comme les campings ou les parcelles des riverains intéressés.

Concernant l'inondabilité, le plan de prévention du risque Inondation (PPRI) ne formule pas de prescription sur les secteurs objets du périmètre de la modification n°3.

Ces observations n'ont pas donné lieu à modification du dossier.

- Desserte en réseaux eau potable et assainissement.

Des observations interrogent la desserte du site en eau potable, les capacités de traitement des eaux usées, les mesures d'extension de réseau prévues.

Concernant la disponibilité de la ressource eau potable, le futur quartier sera alimenté par la station d'eau potable de Vauguières qui développe une capacité de production d'environ 51.000 m3 par jour. La ressource actuelle est donc suffisante pour l'alimentation des projets d'aménagement des « Hauts de Lattes », jusqu'en 2024.

Au-delà de 2024, plusieurs scénarios sont envisagés : les communes de Lattes et Pérols resteront alimentées par l'usine de Vauguières de Pays de l'Or Agglomération (ressource BRL) avec laquelle Montpellier Méditerranée Métropole doit conclure une nouvelle convention d'alimentation ou seront alimentées par la ressource du Lez, avec une sécurisation sur la ressource du Pays de l'Or. Les capacités de la ressource en eau sont donc garanties sur le court et le long termes.

En matière d'infrastructures de réseau, le secteur des « Hauts de Lattes - Saison 1 » est desservi par les réseaux publics d'alimentation en eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole, dont deux canalisations de diamètre 250 mm. Des travaux de renforcement et de maillage avec le réseau existant alimentant Pérols sont prévus en 2018 dans le cadre des aménagements de la ZAC Ode Acte 2, afin d'assurer les besoins futurs en eau potable.

Concernant la capacité d'épuration des eaux usées, le dossier précise que les eaux usées de la Commune de Lattes sont envoyées et traitées à la station d'épuration intercommunale Maera, d'une capacité de traitement actuelle de 470 000 équivalents habitants (EqH).

Des travaux d'extension sont programmés par Montpellier Méditerranée Métropole pour permettre de passer à une capacité de 600 000 EqH, correspondant à l'horizon 2030, et d'anticiper une seconde extension, pour une capacité à terme de 720 000 EqH. La livraison de la station d'épuration est prévue pour 2020.

En terme de réseau, « le secteur des « Hauts de Lattes - Saison 1 » est actuellement desservi par un réseau d'assainissement public de diamètre 300 mm. Des travaux d'extension du réseau et de création d'un poste de refoulement sont prévus dans le cadre des aménagements de la ZAC Ode Acte 2.

Ainsi ces diverses questions n'ont pas donné lieu à des modifications du dossier.

Enfin, on notera que 47 personnes ont exprimé un soutien global au projet des « Hauts de Lattes-Saison 1 ». Leurs avis positifs mettent en exergue certains objectifs visés par le projet : réalisation du pôle « Autonomie Santé » en réponse aux besoins croissants des personnes âgées, nécessité des créations de logements, notamment de logements locatifs sociaux, impact positif sur l'emploi, qualité d'insertion du projet...

Le dossier de modification n°3 du PLU soumis à approbation, a été modifié pour tenir compte du rapport et des conclusions avec avis favorable sous réserve de Monsieur le Commissaire Enquêteur, de la lettre d'observations de la DDTM et d'observations du public exprimées au cours de l'enquête:

- Afin de remédier à une erreur matérielle de retranscription graphique élevée notamment par le Commissaire enquêteur, il est proposé une rectification de l'orientation d'aménagement et de programmation et du rapport de présentation concernant un tracé de cheminements piétons (secteur de l'Estanel) ;
- Afin de favoriser les déplacements doux de façon optimale, il est proposé un rehaussement de la norme de stationnement « deux roues » prescrite par l'article AU-12 de 0,75 m² par logement jusqu'à deux pièces et 1,5 m² par logement au-delà à une norme de 1 m² par logement jusqu'à deux pièces et 1,5 m² par logement au-delà ;
- Afin de tenir compte des observations (dont la lettre pétition) et de la sensibilité du public qui s'est exprimée sur les questions de hauteur et d'insertion dans le paysage, et afin de répondre au souci de renforcer encore l'intégration des futures constructions dans leur environnement, tout en assurant la cohérence des aménagements du projet d'ensemble « Ode à la mer », il est proposé d'adapter la norme de hauteur maximale au regard du contexte topographique par :
 - un ajustement de la norme de hauteur maximale des constructions prescrite par l'article AU-10 à 50 m NGF initialement, à une hauteur maximale de construction modifiée ne pouvant dépasser 35 m NGF
 - un ajustement des règles d'épannelage gradué définies par l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) afin que :
 - à l'Est du Chemin de Soriech (Route des Mas) et au Nord du périmètre, les bâtiments soient travaillés en gradins pour atteindre progressivement une hauteur plafond de 30 m NGF ;
 - sur un secteur identifié à proximité du Chemin de Soriech en partie Nord du périmètre, les bâtiments soient travaillés en gradins pour atteindre progressivement une hauteur maximale de 32 m NGF ;

- sur un secteur identifié à l'Est de la ligne de crête, les bâtiments soient travaillés en gradins pour atteindre progressivement une hauteur maximale de 35 m NGF.

Il est précisé que la cote de 35 m NGF correspond en effet à la hauteur maximale au-dessous de laquelle les futurs bâtiments ne seront pas perçus depuis les étangs.

Des vérifications de la perception des bâtiments dans le site, ont en effet été effectuées sur des photographies du site, prises à partir des points de vue les plus ouverts depuis les rives de l'étang du Méjean, au point le plus proche (2 km) et depuis la rive opposée (4 km). Elles confirment l'absence de toute perception sensible des bâtiments.

La modification entraînée par cet ajustement des règles de hauteur maximale, n'agit que de manière incidente et n'affecte pas les autres dispositions du projet. Elle reste limitée à l'échelle du projet, elle permet de préserver sa cohésion d'ensemble et conforte même les objectifs poursuivis en améliorant son insertion paysagère et environnementale.

Ces modifications ne sont donc pas de nature à remettre en cause l'économie générale du projet. Le détail des observations du public, des avis des personnes publiques associées, des conclusions et avis de M. Le Commissaire enquêteur donne lieu à des réponses détaillées dans le mémoire annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°3 du PLU de la commune de Lattes ;
- approuver le dossier de modification n°3 du PLU de la Commune de la commune de Lattes comprenant les modifications apportées après enquête publique telles que précisées ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 abstention et 1 vote contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 09/12/16
Déposé En Préfecture
Le :
Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION N°5 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération du 5 novembre 2014, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Georges d'Orques a décidé de prescrire la 5ème modification du PLU de la Commune. Cette procédure a pour objet notamment :

- d'actualiser le règlement du PLU, en y intégrant les évolutions législatives dont la loi ALUR (Accès au logement et à un urbanisme rénové).
- de proposer des règles de forme et de densité urbaines adaptées aux caractéristiques géographiques et fonctionnelles des différents quartiers de la Commune.
- de préserver la valeur paysagère et patrimoniale du village (boisement remarquable de certains parcs et espaces privatifs) tout en permettant un développement contrôlé et raisonnable des bâtiments, datant souvent du XIXème siècle, situés dans ces espaces.
- d'accompagner qualitativement le renouvellement urbain induit par les dispositions de la loi ALUR (suppression du Coefficient d'Occupation des Sols et des surfaces minimales).
- de protéger, valoriser et conserver le patrimoine bâti du centre ancien, en identifiant les caractéristiques architecturales et urbaines à respecter : hauteur, implantation des constructions, aspect extérieur des bâtiments, etc... de manière à compenser la suppression de l'article L.123-1-5 alinéa 5 du Code de l'urbanisme qui protégeait le cœur du Village.

De plus, la Commune a souhaité, instituer une Servitude de Mixité Sociale en faveur du logement locatif social, concourant ainsi à l'atteinte de ses objectifs de productions inscrits au Programme Local de l'Habitat 2013-2018 et au Contrat de Mixité Sociale.

Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière de PLU (Plan Local d'Urbanisme).

Conformément à la charte de gouvernance du PLU, par délibération du Conseil Municipal du 13 avril 2016, le Conseil Municipal de Saint Georges d'Orques a émis un avis favorable sur le projet de modification n°5 du PLU.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, et notamment son article L153-40, ce projet a par la suite été notifié aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L132-9 du même Code, le 2 mai 2016.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier s'est prononcée par courrier du 8 juin 2016 jugeant cette modification opportune et sans autres remarques à formuler.

Par délibération du Conseil Municipal du 29 juin 2016, la Commune de Saint Georges d'Orques a donné un avis favorable au projet de modification n°5 du PLU qui modifie les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur du périmètre de la ZAC « Cœur d'Orques » en tant qu'autorité compétente sur cette opération d'aménagement.

Par arrêté du 30 mai 2016 n° A2016-248, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, et a porté désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 20 juin 2016 au 20 juillet 2016, inclus. Le public a pu s'exprimer par 16 visites, 12 observations sur registre, 6 lettres et un appel téléphonique. Parallèlement, à la demande du commissaire enquêteur, une réunion publique s'est déroulée le 29 juin 2016.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur. Ce dernier a pris acte des réponses qui lui ont été apportées dans le cadre du mémoire en réponse, transmis par la Métropole à son attention le 8 août 2016 et élaboré en étroite collaboration avec la Commune de Saint Georges d'Orques.

Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées le 18 août 2016. Constatant que l'enquête publique s'est tenue de façon satisfaisante et dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable.

Les observations émises durant l'enquête relèvent de diverses thématiques qui ont appelé les réponses qui suivent :

- Le patrimoine végétal et ses modalités de protection :

Le commissaire enquêteur s'est fait le relai de quatre demandes sur le classement sur certaines parcelles en Espace Boisé Classé (EBC) ou en « parc d'accompagnement à conserver ».

Le patrimoine végétal constitue un élément structurant du paysage communal qu'il convient de préserver. Des boisements avaient été identifiés sur les plans de zonage du PLU en vigueur, mais n'étaient pas accompagnés de mesures de protection. Dans le cadre de la présente modification du PLU, la protection des boisements repérés au PLU en vigueur est donc renforcée au regard des enjeux patrimoniaux et paysagers du territoire communal. Un travail de repérage des boisements, cours, jardins et parcs d'accompagnement des grandes propriétés, réalisé à partir de recherches historiques et d'analyses de terrain, a permis d'affiner la définition du patrimoine végétal à préserver et de proposer différents niveaux de protection : espaces boisés classés, cours et jardins d'accompagnements (inconstructibles), parcs d'accompagnements (constructibilité limitée).

Trois observations ponctuelles exprimées durant l'enquête publique permettent d'enrichir cette analyse en proposant certains ajustements, sans remettre en cause la pertinence de la démarche et en cohérence avec le zonage des parcelles concernées.

En conséquence, il a été jugé opportun de faire droit à ces demandes de modifications, celles-ci n'étant pas de nature à remettre en cause l'économie générale du projet de modification.

Le dossier de modification n°5 du PLU a été ainsi rectifié pour tenir compte de ces observations, à savoir :

- o un classement en « espace boisé classé » est modifié au profit d'un classement en « parc d'accompagnement » ;
- o un classement en « parc d'accompagnement à conserver » a été étendu ;
- o un classement en « espace boisé classé » a été supprimé.
- o La disposition « parc d'accompagnement à conserver » a été introduite en zone UCc au regard de ces caractéristiques paysagères et patrimoniales.

Une observation s'attache à proposer l'inscription en « Parc d'accompagnement » de plusieurs parcelles, classées en zone AUa correspondant à la ZAC Cœur d'Orques. L'objectif de cette opération d'ensemble est de redynamiser le centre de la Commune par la création d'un éco-quartier devant accueillir à terme 350 logements et commerces. La proposition d'inscription en « parc d'accompagnement » rentre en contradiction avec les principes d'aménagement de cette opération. De plus, ces terrains sont actuellement à l'état de friche sans aucune particularité ni qualité paysagère. Cette observation n'a donc pas donné lieu à une modification du dossier.

- Le zonage :

Deux observations ont identifiées des incohérences du plan de zonage. Une résidence de logements collectifs est concernée par deux zonages distincts, ainsi qu'une parcelle à cheval sur deux zonages. Afin d'éviter d'éventuelles difficultés de fonctionnement, il a été convenu au regard de leur caractéristiques de classer dans leur intégralité la résidence de logements collectifs en zone UCb et la parcelle en zone UAb.

Le dossier de modification n°5 du PLU a été ensuite rectifié pour tenir compte ces observations, à savoir : la zone UAb a été élargie pour comprendre l'intégralité d'une parcelle ainsi que la zone UCb au niveau d'une résidence de logements collectifs. Cette modification n'est pas de nature à remettre en cause l'économie générale du projet.

- Des demandes de précisions sur les dispositions constructives de certaines parcelles :

Trois demandes ont été exprimées afin d'apprécier la faisabilité de projets de construction au regard des nouvelles dispositions réglementaires du dossier de modification. Il a pu être constaté que celles-ci n'empêchaient pas la réalisation de ces projets.

Une observation s'attache par ailleurs à la constructibilité des parcelles classées par la zone AU0, au sud de la Commune, ainsi que celles impactées par un emplacement réservé pour logement locatif social (emplacement réservé n°4), ainsi que par un emplacement réservé pour équipement public (emplacement réservé n°20 C). La zone à urbaniser AU0 est une zone dédiée à la réalisation d'un programme de logements locatifs sociaux, d'équipements publics ou d'intérêts collectifs et à la réalisation de bassins de rétentions et d'une bande paysagère végétalisée, accompagné d'un cheminement en belvédère, marquant qualitativement la limite de la zone urbaine au sud du village. Il est essentiel pour la Commune, au regard du déficit en Logement Locatif Social, de prévoir et réserver des secteurs pour le développement pour ce type d'habitat. La Commune souhaite aussi maîtriser le développement du secteur au sud de la Commune.

Dans ces conditions, il n'est pas été donné suites à ces quatre observations.

Certaines demandes ne concernent pas l'objet de la modification du PLU. Il en est ainsi de remarques sur les problèmes liés au stationnement et à la vitesse des véhicules dans le centre-ville. Si la thématique de stationnement a bien été prise en compte dans le PLU, la question de la vitesse ne relève pas du contenu d'un PLU.

Par ailleurs, des demandes se font sur la ZAD de la Rouvioyre ou sur la constructibilité sur des zones non urbanisées. Celles-ci ne rentrent pas dans le champ de la procédure de modification du PLU et n'appelaient pas d'évolution du dossier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°5 de la Commune de Saint Georges d'Orques ;
- approuver la modification n°5 du PLU de la Commune de Saint Georges d'Orques qui intègre les modifications apportées au document après enquête publique ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 09/12/16
Déposé En Préfecture
Le :
Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CLAPIERS - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°A2016-56 en date du 13 janvier 2016, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée du PLU de la commune de Clapiers afin de objet de :

- mettre en compatibilité le PLU avec le nouveau plan de composition de la ZAC « Castelet »,
- créer un secteur UD3 indicé et une OAP (interface ZAC Castelet/secteur du Château) ;
- modifier le pourcentage de logements locatifs sociaux prescrit par l'emplacement réservé A (Opération Soleil des Garrigues) et prescrire l'obligation de réalisation de logements abordables ;
- apporter, le cas échéant, des adaptations mineures au règlement du PLU.

Conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du dossier au public ont été précisées par délibération du Conseil de Métropole en date du 27 janvier 2016 et portées à la connaissance du public le 30 septembre 2016, soit plus de 8 jours avant le début de la mise à disposition, par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune et de la Métropole, par affichage en mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Par délibération N°2016/04/07 en date du 12 juillet 2016, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis un avis favorable sur le projet de modification, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées.

Plus spécifiquement, et conformément aux dispositions de l'article L. 153-39 du Code de l'urbanisme, il convient de noter que le Conseil Municipal a, par délibération N°2016/05/04 en date du 06 octobre 2016, émis un avis favorable sur la modification des règles d'urbanisme applicables à l'intérieur du périmètre de la ZAC communale (ZAC Castelet).

Il convient de constater que le projet n'a appelé aucune remarque de la part des personnes publiques associées.

Treize observations ont été consignées dans le registre destiné à recevoir les observations, suggestions et remarques du public et mis à la disposition du public en mairie de Clapiers du 10 octobre 2016 au 10 novembre 2016 inclus.

La majeure partie des observations s'attachent à l'adaptation du PLU au nouveau plan de composition de la zone d'aménagement concerté du Castelet. Elles relèvent notamment l'impact du réajustement des normes de hauteur maximale, de stationnement et de raccordement au réseau d'eau brute proposés dans la zone IIAU3 (ZAC du Castelet).

Dans le cadre de l'adaptation du PLU au nouveau plan de composition de la ZAC du Castelet, la spécificité de hauteurs maximales par sous-secteurs (14 m pour le sous-secteur IIAU3a et 7 m pour le sous-secteur IIAU3b) est supprimée effectivement mais on notera qu'elle n'impacte que l'ex sous-secteur IIAU3b et que la surface de plancher maximale autorisée reste plafonnée à 47.000 m².

Une observation relève que l'orientation d'aménagement et de programmation précise la localisation des bâtiments autour de l'axe interne de la ZAC tel qu'organisé dans le nouveau plan de composition de la ZAC du Castellet. Des inquiétudes sont marquées concernant l'impact des terrassements sur l'application de cette norme de hauteur mais la teneur de ces terrassements ne pourra être précisée qu'au stade de l'aménagement.

La réduction des normes de stationnement fait l'objet d'une observation. Son aspect est relatif puisque le seuil entre « petits » et « grands » logements est fixé à 45 m² au lieu de 40 m² pour mieux correspondre à la typologie des logements prévus dans la ZAC. De même, le nombre de places surnuméraires prescrit par logement de 45 m² ou plus est abaissé à 0,5 place au lieu de 1 place pour répondre de façon optimale aux besoins des visiteurs et résidents et optimiser la qualité paysagère du quartier.

Enfin, le PLU maintient la référence au raccordement au réseau d'eau brute mais remplace le caractère obligatoire de la prescription par une recommandation permettant de tenir compte d'éventuelles

difficultés techniques de raccordement. La définition du réseau de desserte des lots relèvera du stade opérationnel de l'aménagement du quartier.

La servitude de mixité sociale prescrit la réalisation de 30% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession abordable. Elle est mise en œuvre à l'échelle globale de l'opération d'aménagement du Castelet et non à celle de la construction ce qui fait naître une inquiétude exprimée en termes de concentration de logements locatifs sociaux. Cette répartition globale ne porte pas atteinte à l'objectif de mixité sociale et la répartition des différentes catégories de logement sera organisée au stade de l'aménagement et pleinement maîtrisée par la commune de Clapiers.

En matière de boisement et plantations, une observation relève que les prescriptions règlementaires sont renforcées mais aurait souhaité des précisions sur les types de plantations, les modalités de gestion. Là encore, ces aspects seront traités au stade de l'aménagement du quartier.

Concernant l'implantation d'activités, commerces, équipement publics et jardins collectifs venant animer le quartier, le règlement autorise la diversité d'affectations mais ne précise pas leur localisation exacte. Là encore, la maîtrise d'une urbanisation sous forme de ZAC permet à la collectivité de renvoyer ces choix à des stades d'études opérationnels plus approfondis.

Concernant les abords du château, la modification n°1 du PLU ne lève pas la servitude instaurée en application de l'article L. 151-1.4° du Code de l'urbanisme interdisant toute construction nouvelle pour une durée maximale de 5 ans. Elle la maintient et anticipe le terme proche de cette prescription conservatoire en étendant le périmètre de l'OAP au secteur d'interface avec la ZAC Castelet. Cette extension participe de la volonté de maîtriser de façon optimale les conditions d'aménagement du secteur.

Un autre motif s'attache à l'impact de la modification projetée sur la programmation de l'opération « Le Soleil des Garrigues » susceptible d'autoriser « la construction de 8 immeubles de 10 logements chacun (soient 80 logements) ». La modification n'autorise aucune constructibilité supplémentaire au regard du PLU actuel. Elle ajuste les pourcentages de logements locatifs sociaux imposés par l'emplacement réservé A et prescrit l'obligation de réalisation de logements en accession abordable. L'impact sur la programmation globale de l'opération est nul ainsi que les impacts corrélatifs allégués en matière de stationnement, de préservation de la biodiversité ou de conditions d'accès.

Dix observations font état de positions favorables au projet de modification simplifiée N°1 en ce qu'il répond aux besoins des populations en termes de logements. Ces avis relèvent que le projet d'aménagement du Castelet s'inscrit dans un objectif de mixité sociale et organise notamment la réalisation de logements abordables. La qualité d'insertion du quartier dans son environnement est citée ainsi que les aspects positifs du parti hydraulique pluvial.

Ainsi, ces observations n'ont pas donné lieu à des modifications du dossier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée N°1 du PLU de la commune de Clapiers
- approuver le projet de modification simplifiée N°1 du PLU de la commune de Clapiers ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

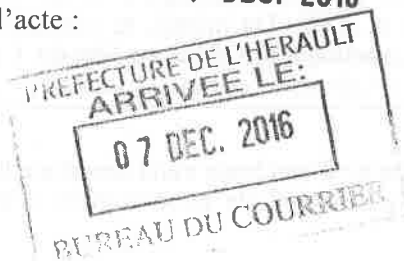
À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le :
Déposé En Préfecture
Le :

09 DEC. 2016

07 DEC. 2016

Numéro de l'acte :



Fait à Montpellier le 06 DEC. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUPEL





SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°A2016-362 en date du 15 novembre 2016, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée N°3 du PLU de la Commune de Castelnau-le-Lez.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la ZAC Extension Euréka, il est apparu nécessaire de modifier l'article 1AU6 du plan local d'urbanisme de Castelnau-le-Lez organisant les règles d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Castelnau-le-Lez et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Castelnau-le-Lez et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr) et de la Mairie de Castelnau-le-Lez (www.ville-Castelnau-le-lez.fr).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée du plan local d'urbanisme de la commune de Castelnau-le-Lez telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133789-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ECOCITÉ -
CONCESSION D'AMÉNAGEMENT ROUTE DE LA MER - COMMUNES DE LATTES
ET DE PÉROLS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ (SA3M) - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole a défini, au travers du projet d'aménagement et développement durable (P.A.D.D.) de son schéma de cohérence territoriale (SCoT) approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006, des sites stratégiques parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie métropolitaine et dénommée avenue George Frêche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « Ode à la Mer » sur les communes de Lattes et de Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

En outre ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initié par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par Montpellier Méditerranée Métropole en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace métropolitain », pour enclencher un processus de renouvellement urbain, et de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie.

A cette fin, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé, par délibération du conseil n°10387 en date du 29 septembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Route de la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) aujourd'hui devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Il est rappelé à ce titre que l'opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

Le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m² SdP nouvelles répartis comme suit :

- 6 000 à 8 000 logements,
- 75 000 m² de bureaux et activités,
- 100 000 m² de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%),
- 45 000 m² d'équipements publics.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Pour réaliser l'opération d'aménagement d'ensemble, il est nécessaire de mettre en œuvre les moyens de financement nécessaires aux acquisitions et en vue de réaliser des travaux d'aménagement.

Dans ce cadre, est sollicitée la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la SA3M sur un emprunt d'un montant de 3 000 000 €, à contracter auprès de la Banque Postale (LBP).

Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunt s ou son cautionnement pour des opérations d'aménagement réalisées dans les conditions définies par les articles L. 300-4 à L.300-5-2 du Code de l'urbanisme, dans les conditions fixées aux articles L 2252-2 L 5111-4 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil. Les caractéristiques de l'emprunt à garantir auprès de la Banque Postale sont les suivantes :

- Montant : 3 000 000 €
- Durée : 8 ans (dont 12 mois de phase de mobilisation)
- Phase de mobilisation :
 - taux variable de : EONIA post fixé + 1.08%
 - Périodicité mensuelle
 - Commission de non utilisation : 0.15 %
- Phase d'amortissement :
 - Taux fixe annuel : 0.45 %
 - Pas de différé d'amortissement
 - Echéances trimestrielles d'intérêts et d'amortissement
 - Echéances constantes
 - Commission d'engagement : 0.10% soit 3000 €
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%
- Remboursement anticipé : Autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.
Préavis : 50 jours calendaires

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole accorde sa garantie avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80,00 % (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du contrat de Prêt contracté par la SA3M auprès de la Banque Postale.

La Garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par la SA3M, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par La Banque Postale à Montpellier Méditerranée Métropole au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

Montpellier Méditerranée Métropole devra alors effectuer le versement, dans la limite du pourcentage garanti sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que La Banque Postale ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

Le Garant reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'entendue de son engagement de garantie tel que décrit ci-dessus.

Il reconnaît par ailleurs être pleinement averti du risque de non remboursement du Prêt par l'Emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt augmentée d'un délai de trois mois et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA3M dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 3 000 000 € sollicité par la SA3M auprès de la Banque Postale, soit 2 400 000 €,
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêts qui sera passé entre la banque Postale et la SA3M, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134335-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LÜSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNES DE CLAPIERS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ (SA3M) - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a initié depuis 2003 une démarche d'études urbaines communales. Ces études, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par les Communes, constituent les applications concrètes du SCoT sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Conduites en amont des démarches opérationnelles, elles ont vocation à permettre le meilleur emboîtement possible entre les documents de planification de Montpellier Méditerranée Métropole (SCoT, PLH, PDU, schéma directeur d'assainissement, Plan Climat Air Energie...), les documents d'urbanisme (PLU) et les opérations d'aménagement. L'objectif final est d'aboutir à la mise en œuvre de projets d'aménagement ambitieux, particulièrement respectueux de l'identité des sites d'intervention et de favoriser la créativité des équipes de concepteurs.

La Commune de Clapiers, a défini les principes d'aménagement du site d'urbanisation future des Moulières, d'une vingtaine d'hectares appelé à devenir un quartier résidentiel, inscrit dans un contexte paysager remarquable, situé au Sud Est de la Commune.

A la suite, la Commune a décidé d'engager une démarche pré-opérationnelle, sur ce périmètre en vue de mettre en œuvre son projet urbain.

Ces interventions s'inscrivent ainsi dans la définition d'une action ou opération d'aménagement telle que définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme permettant notamment et concomitamment la mise en œuvre d'un projet urbain et d'une politique locale de l'habitat, le renouvellement urbain et la sauvegarde ou mise en valeur du patrimoine bâti, non bâti ou naturel.

Par délibération en date du 11 octobre 2013, la commune a approuvé la création d'une ZAC pour l'opération d'aménagement projetée, dénommée ZAC du Castelet.

Le projet d'aménagement de la ZAC « Le Castelet » prévoit, sur une superficie de 14 ha environ, la construction d'environ 450 logements (répartis en 70% de collectifs ou semi-collectifs, 30% d'individuels) et d'un ou deux équipements publics (maison de la petite enfance notamment). L'ensemble du programme, en cohérence avec les objectifs du PLH de Montpellier Méditerranée Métropole, intègre une importante mixité sociale (30% de logements sociaux, 20% d'accession abordable, 10% de lots à bâtir, ..). Cet aménagement est officiellement « engagé » dans la labélisation éco-quartier.

Par délibération du Conseil Municipal du 11 octobre 2013, la Commune de Clapiers a décidé de confier ces interventions à la Société d'aménagement de la l'agglomération Montpellicaine (SAAM) devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), via une concession d'aménagement signée le 31 octobre 2013

Cette Concession d'aménagement, prévoit en son article 19, qu'une garantie financière puisse être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

En outre, au titre de sa compétence en matière de politique sociale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente pour les actions en faveur du logement social et les aides financières en faveur du logement social en ce compris les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SA3M sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt : d'un montant de 3.500.000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole, destinés au financement des travaux d'aménagement pour l'opération d'aménagement urbain de la commune de Clapiers qui prévoit au moins 30% de logements sociaux.

Les caractéristiques des emprunts à garantir sont les suivantes :

- **Montant : 3 500 000 €**
- **Taux fixe : 0.43%**
- **Durée : 4 ans**
- **Un an de différé d'amortissement**
- **Périodicité annuelle**
- **Annuité constante**
- **Frais de dossier : 1 300 €**
- **Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%**

Au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 3 500 000 € sollicité par la SA3M auprès du Crédit Agricole, soit 2 800 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à intervenir au contrat de prêts qui sera passé entre le Crédit Agricole et la SA3M, et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134336-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - PROJET URBAIN PARTENARIAL « LES JASSES » - APPROBATION DU PÉRIMÈTRE ET DES CONVENTIONS DE PUP AVEC LA SOCIÉTÉ SAS CLINIQUE SAINT JEAN ET LA CME - CONVENTION DE REVERSEMENT AU SBL - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS AVEC LA COMMUNE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

L'aménagement du site des Jasses, site d'environ 7 ha, majoritairement en friche à l'entrée de la commune de Saint Jean de Védas, est projeté pour permettre la création d'un pôle médical majeur. Il s'agit du transfert/extension de la clinique Saint Jean actuellement à l'étroit en centre-ville de Montpellier, autorisant un développement et une modernisation de l'offre de soins et la création d'un service d'urgence inexistant à l'Ouest de la Métropole. Il comptera 30 000 m² de surface de plancher, 250 médecins, et à terme 800 à 1000 salariés pour environ 25 000 interventions chirurgicales par an, 35 000 passages aux urgences et 40 000 hospitalisations.

A la suite d'une enquête publique aux conclusions favorables, les aménagements nécessaires à l'urbanisation du site des Jasses pour l'implantation de ce pôle médical ont été déclarés d'intérêt général par le Conseil de Métropole par délibération en date du 28 septembre 2016. Aussi ils ont fait l'objet d'un arrêté de DUP avec mise en compatibilité du PLU en date du 21 octobre 2016. Ainsi le secteur est aujourd'hui classé en 2AUd permettant l'installation du pôle médical.

Ce pôle médical se compose de deux parties :

Sur sa partie Nord la Société « SAS Clinique Saint Jean » projette le transfert-extension de la clinique Saint Jean. Elle a déposé pour cela, sur la partie Nord du site, en date du 02 août 2016, une demande de permis de construire n° 3427016M0065 sur une unité foncière, constituée par les parcelles cadastrées parcelles AS 19, AS98ah, AS137, AS121, AS24, AS25, AS26, AS105, AS106, AS177, AS29q, AS29r, AS30v, AS30w, AS30x, AT68i, DP1a, DP1b (voir plan ci-joint). La surface de plancher projetée est de 21715 m².

Par ailleurs Le Président de la C.M.E (Communauté Médicale) a déposé, sur la partie Sud du site, en date du 26 septembre 2016, une demande de permis de construire n°3427016M0075 sur une unité foncière constituée des parcelles AS32ac, AS30aa, AS29u, DP2, AT68h, AS33m, AT66e (voir plan ci-joint). En outre, un permis modificatif est prévu pour intégrer ultérieurement la parcelle AT69n. La surface de plancher projetée est de 8 260 m².

Ces deux permis de construire seront mis en œuvre en même temps, et en une seule tranche.

Les aménagements nécessaires à la création de ce pôle médical incluent :

- la réfection et le dévoiement d'une partie de la rue des Jasses et la création d'un rond-point,
- la création d'un bassin de rétention,
- l'extension et le renforcement du réseau AEP pour l'alimentation en eau potable et la défense incendie,
- l'extension et le renforcement du réseau Erdf avec la création d'un transformateur,
- l'enfouissement d'une portion de réseaux électriques et télécom nécessaire à la reconfiguration de la voirie,
- le dévoiement d'un réseau de fibre optique.

Ces deux opérations participeront, à hauteur des besoins générés par les futurs usagers, au coût de réalisation de ces aménagements, via un Projet Urbain Partenarial. Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini, notamment, aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les

propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

A ce titre, il y a lieu de délimiter par la présente délibération, un périmètre correspondant à cet ensemble, tel que défini en annexe n°1, en application des dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme. A l'intérieur de ce périmètre, dénommé ici « PUP Les Jasses », les propriétaires fonciers, aménageurs ou constructeurs qui se livreront à des opérations d'aménagement ou de construction, participeront, dans le cadre de conventions, à la prise en charge de ces mêmes équipements publics, à hauteur des besoins générés par les futurs habitants. Le périmètre de PUP est annexé à la présente convention et couvre une surface de 69 830 m².

Conformément aux dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme, il est nécessaire de fixer les modalités de répartition du coût des équipements. Celles-ci sont établies ci-après. Il est également envisagé de délimiter ce périmètre pour une durée de 10 ans.

Par ailleurs, conformément à l'article L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, la durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement est de 10 ans à l'intérieur de ce périmètre.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît que peuvent être mis à la charge des constructeurs dans le cadre de ce périmètre de PUP les montants suivants :

Nature des équipements publics	Coût prévisionnel HT	Pourcentage de répartition			Montants à la charge des parties		
		SAS clinique Saint Jean	CME	Public	SAS clinique Saint Jean	CME	Public
	€ HT					€	€
Réfection voirie et éclairage public MOE incluse 5,25%	810 447	18%	7%	75%	145 880	56 731	607 835
création rond-point d'accès MOE incluse	164 858	72%	28%	0%	119 429	45 429	0
dévoïement rue Jasses, MOE et foncier inclus	147 908	100%	0%	0%	147 908	0	0
bassin de rétention et pluvial MOE et foncier inclu	1 898 526	29%	11%	60%	546 775	212 635	1 139 115
Poteaux incendie	32 000	72%	28%	0%	23 182	8 818	0
AEP, SBL, coût opération	418 000	72%	28%	0%	302 815	115 185	0
EDF, coût opération	242 434	88%	12%	0%	212 434	30 000	0
Dévoïement de la fibre optique NUMHERAULT, coût opération	28 052	72%	28%	0%	20 197	7 854	0
Frais d'études et divers	84 385	41%	13%	47%	34 243	10 970	39 171

Coût total de ces équipements publics :	3 826 609	41%	13%	47%	1 552 864	487 623	1 786 122
--	------------------	------------	------------	------------	------------------	----------------	------------------

La réfection de la rue des Jasses, dans sa traversée du futur pôle médical, est imputée aux pétitionnaires privés en proportion du trafic supplémentaire que va générer le pôle médical sur cette rue.

La création du bassin de rétention créé sur la partie Sud du site répond à un besoin de rattrapage des désordres hydrauliques à l'échelle du bassin versant, et pour 40% de son volume, à la mise hors d'eau des terrains du futur pôle médical. Son coût de réalisation est donc imputé à 40% aux pétitionnaires. Le dévoiement d'une portion de cette rue est imputé au groupe Cap' Santé qui en a été le demandeur afin d'élargir son emprise foncière.

La création d'un rond-point sur la rue des Jasses pour l'accès aux parkings du pôle médical, ainsi que l'ensemble des extensions, renforcements et dévoiement de réseaux nécessités par le projet sont imputés en totalité aux pétitionnaires précités.

La ventilation entre chacune des deux opérations au sein du PUP est calculée au prorata de la surface de plancher prévue.

Aussi est prévue une convention de PUP avec la société SAS Clinique Saint Jean, à travers laquelle elle s'engage à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution numéraire totale égale à 1 552 864 €.

Est prévue une seconde convention de PUP avec la CME, à travers laquelle elle s'engage à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution numéraire totale égale à 487 623 €.

Il est précisé que le coût total prévisionnel des équipements à réaliser est évalué en phase avant-projet. Les conventions de PUP proposées à la SAS Clinique Saint Jean et à la CME prévoient que leurs signataires s'engagent à accepter la conclusion d'un avenant si les montants de réalisation des équipements publics, à l'issue des derniers décomptes de travaux avant la livraison des équipements publics, venaient à être différents de plus de 5%, à la hausse comme à la baisse des estimations.

Le renforcement et extension de réseau d'eau potable étant de la compétence du Syndicat du Bas Languedoc (SBL), il est prévue une convention de reversement entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SBL, par laquelle la Métropole s'engage à reverser au syndicat la somme de 418 000 € correspond au coût prévisionnel de ces ouvrages. Néanmoins, si à l'issue de la consultation de travaux, leur coût de réalisation venait à être différent de plus de 5%, à la hausse comme à la baisse, de l'estimation, le SBL et la Métropole s'engage à procéder à un ajustement.

En application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre d'une opération, ne peuvent excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Le programme d'équipement public sus-mentionné incluant des travaux de rattrapage avec un coût résiduel important pour la collectivité, il est proposé que la commune de Saint Jean de Védas participe au coût de réalisation des équipements publics décrits en annexe par le versement à la Métropole d'un fonds de concours.

Son montant sera de 50% de la part résiduelle à la charge de la Métropole, soit 23,5 % du montant total prévisionnel du programme d'équipement public.

Donc le montant prévisionnel du fonds de concours à verser par la commune est de 893 061 euros, et il sera réévalué à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résultera du décompte général de l'opération.

Le projet de convention de fonds de concours détermine aussi les modalités de versement par la commune. Le conseil municipal de la commune de Saint-Jean-de-Védas a approuvé le projet de convention de fonds de concours par délibération en date du 17 novembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le périmètre de PUP joint en annexe 1 pour une durée de 10 ans et les modalités de partage des coûts des équipements qui seront mis à la charge des constructeurs intervenant dans ce périmètre tel que défini ci-avant,
- exclure le secteur délimité en annexe 1 du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années,
- reporter la délimitation de ce périmètre dans les annexes du PLU pour information,
- approuver le projet de convention de Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SAS Clinique Saint Jean,
- approuver le projet de convention de Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CME,
- approuver la convention de reversement établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SBL,
- approuver le projet de convention de fonds de concours établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Saint Jean de Vedas,
- dire que les crédits et les recettes correspondants sont inscrits au budget de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les quatre conventions précitées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 25/11/16

Déposé En Préfecture

Le : 25/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133849-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 25/11/2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
INSTAURATION D'UNE TAXE D'AMÉNAGEMENT À TAUX MAJORÉ DANS LE
SECTEUR DE L'AVENUE DU PONT TRINQUAT ET DE L'AVENUE GERMAINE TILLION
DIT « TRINQUAT-TILLION », QUARTIER PRÈS D'ARÈNES À MONTPELLIER -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération n°13373 du 12 novembre 2015 le Conseil de Métropole a fixé le taux de la taxe d'aménagement à 5% sur l'ensemble des communes de son territoire et a également majoré ce taux dans certains secteurs des communes de Restinclières et de Lattes. En effet, l'article L331-15 du Code de l'urbanisme précise que « le taux de la part [...] intercommunale de la taxe d'aménagement peut être augmenté jusqu'à 20 % dans certains secteurs par une délibération motivée, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux [...] est rendue nécessaire en raison de l'importance des constructions nouvelles édifiées dans ces secteurs ».

Au regard du programme prévisionnel de construction envisagé dans un secteur situé à Montpellier, entre l'avenue du Pont Trinquat et l'avenue Germaine Tillion, et des équipements publics de voirie et de réseaux rendus nécessaires pour sa mise en œuvre, il est proposé l'instauration d'un nouveau périmètre de taxe d'aménagement à taux majoré dans ce secteur, tel que délimité sur le plan annexé à la présente délibération.

Le secteur concerné, dénommé « Trinquat-Tillion », d'environ un hectare et situé à l'ouest de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer entre les avenues du Pont Trinquat et Germaine Tillion, s'inscrit dans un contexte urbain qui a fortement évolué ces dernières années. Composé d'un bâti hétérogène essentiellement individuel s'inscrivant en rupture avec l'habitat dense de type centre-ville des secteurs environnants, ce secteur présente un caractère propice aux mutations urbaines car il jouit d'une situation avantageuse entre le centre-ville, les nouveaux quartiers de Port Marianne, l'hôtel de ville de Montpellier, et est pourvu d'une très bonne desserte par les transports publics.

Ainsi, dans le cadre de leur politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants, de réparation de la ville et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se sont engagées dès 2013, en lien avec l'avancement opérationnel de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, dans une réflexion urbaine à propos de ce secteur.

Les réflexions engagées en matière de programmation urbaine et de potentiel foncier sur ce secteur ont permis de calibrer le programme prévisionnel de construction à plus de 20 000 m² de nouvelles surfaces de plancher pour du logement (dont des logements sociaux).

La réalisation de travaux substantiels de voirie et de réseaux a notamment été rendue nécessaire en raison de l'importance des constructions nouvelles édifiées aussi bien au sein de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer que dans le secteur « Trinquat-Tillion ». La création de nouveaux logements sur ces secteurs s'appuie en effet en grande partie sur l'élargissement et l'aménagement des voiries qui desservent ces secteurs qui permettent d'assurer avec un haut niveau de confort et de sécurité la desserte en déplacements doux et motorisés des futures constructions mais également le renforcement de la capacité des réseaux d'assainissement, notamment en eaux usées, indispensable aux besoins des futurs habitants ou usagers.

Plus précisément, les travaux de voirie et de réseaux bénéficiant directement aux futurs habitants ou usagers du secteur « Trinquat-Tillion » sont :

- **la section de la rue des Acconiers et ses abords comprise entre le pont André Lévy et l'avenue du Pont Trinquat** : cette voie permet aux futurs habitants du secteur « Trinquat-Tillion » d'accéder directement et sans détour à la rive gauche du Lez et au quartier Port Marianne. Des réseaux secs et humides ont également été créés sous la chaussée et

dimensionnés pour pouvoir accueillir toutes les opérations de logements à venir, dont celles situées sur le secteur « Trinquat-Tillion ».

- **la section de l'avenue du Pont Trinquat et ses abords comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès** : ces travaux de requalification (élargissement, mise à double sens, réfection des trottoirs, création de pistes cyclables, renforcement des réseaux...) sont indispensables pour accueillir la population additionnelle envisageable sur le secteur « Trinquat-Tillion » car, avec un potentiel constructible de plus de 20 000 m², ce secteur est susceptible d'accueillir nettement plus d'habitants que la population existante située aujourd'hui sur la section de l'avenue du Pont Trinquat concernée.
- **Voie de liaison interne cadastrée DS698** : les travaux de cette voie d'une longueur de 75 mètres reliant l'avenue Germaine Tillion à l'avenue du Pont Trinquat consistent en une réfection complète et en un élargissement à environ 9 mètres (contre 3,5 mètres actuellement).

Le coût total de ces travaux d'équipements est estimé à environ 8 500 000 € dont une partie est déjà supportée par la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer. Dans la mesure où ces travaux permettent l'urbanisation du secteur « Trinquat-Tillion », il apparaît tout à fait opportun que sa densification contribue à la prise en charge de ces équipements publics. En tenant compte du potentiel constructible sur le secteur « Trinquat-Tillion », la part des travaux d'équipements correspondants aux besoins des futurs habitants est estimée à 2 460 000 €.

En conséquence, conformément aux dispositions de l'article L331-15 du Code de l'urbanisme, il est proposé de majorer le taux de la taxe d'aménagement dans ce secteur à 20%, venant se substituer au taux général de 5% établi sur le reste de la Métropole.

Il convient de rappeler que les exonérations de taxe d'aménagement (obligatoires et facultatives) ainsi que la majoration de la valeur forfaitaire des places de stationnement en surface, votées par le Conseil de Métropole dans sa délibération du 12 novembre 2015 continuent à s'appliquer sur ce secteur de taxe d'aménagement majoré.

Par ailleurs, toutes les majorations de taxe d'aménagement ou autres exonérations ou majorations exceptionnelles de taxe d'aménagement fixées par le Conseil de Métropole préalablement à la présente délibération restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- majorer le taux de taxe d'aménagement dans le secteur « Trinquat-Tillion » tel que délimité sur le plan joint en annexe de la présente délibération à 20%,
- reporter la délimitation de ce périmètre dans les annexes du PLU de Montpellier à titre d'information,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134075-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LE CHU EN VUE DE L'ACQUISITION DE L'ANCIENNE MATERNITÉ GRASSET POUR L'IMPLANTATION DU FUTUR CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR) est un établissement public d'enseignement de la Musique, de la Danse et de l'Art Dramatique placé sous le contrôle pédagogique du Ministère de la Culture et de la Communication et sous l'autorité du Président de la Montpellier Méditerranée Métropole. Equipement culturel majeur du territoire métropolitain, son label de Conservatoire à Rayonnement Régional a été renouvelé par le Ministère de la Culture et de la Communication en 2015.

L'enseignement dispensé actuellement par le CRR est éclaté sur divers sites de Montpellier principalement deux : celui de Lisbonne sis 14 rue Eugène Lisbonne et celui de Candolle sis 3 rue de Candolle. Le niveau de vétusté ainsi que les surfaces contraintes de ces sites rendent complexes aujourd'hui le développement de l'activité du CRR, le confort des activités d'enseignement et de diffusion, et, la garantie à terme du label national. Tenant compte de ce constat, et dans la perspective d'affirmer le CRR comme un équipement culturel majeur et structurant du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite doter cet équipement de nouveaux locaux recentrés et mis aux standards de l'enseignement spécialisé.

Par décision du 2 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu avec la SAAM (devenue SA3M), un mandat d'études pour effectuer les études préalables relatives à l'implantation du futur CRR de Montpellier Méditerranée Métropole. Ces études ont conforté le choix initial d'implantation du futur CRR sur le site de l'ancienne Maternité Grasset à Montpellier sise 13 avenue du Professeur Grasset.

Par délibération du 14 avril 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le programme, le planning et l'estimation de l'opération, autorisé le lancement d'un concours restreint de Maîtrise d'œuvre et approuvé les demandes de subventions le plus large possible auprès de l'Etat, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault.

Montpellier Méditerranée Métropole et le CHU de Montpellier, propriétaire sur la commune de Montpellier de l'ensemble immobilier dit "Maternité Grasset", cadastré section BT 366, 13 avenue du Professeur Grasset d'une superficie totale de 10 421 m², se sont rencontrés à plusieurs reprises afin d'étudier les modalités et conditions de l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole.

L'ensemble immobilier actuel a fait l'objet d'une première estimation de France Domaine en septembre 2013 pour un montant de 1 700 000 €. Cette estimation ne prenait cependant pas en compte le potentiel de constructibilité de la propriété foncière.

Compte tenu des études de faisabilité réalisées sur l'opération envisagée d'une part, et du potentiel du site d'autre part (possibilité de créer 3500 m² minimum de surface de plancher –SDP-supplémentaire), les parties ont convenu de prendre en compte un supplément de surfaces de plancher pouvant être réalisé sur le site de la Maternité Grasset, ce qui revient à optimiser la valorisation de cet ensemble immobilier.

Le concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre qui porte sur le projet du CRR, concernera aussi la définition des possibilités d'aménagement du site pour y accueillir notamment la construction de logements et permettre ainsi de valider le potentiel de constructibilité sur la parcelle. Dans l'attente des résultats de ce concours, le présent protocole d'accord fixe dès à présent les principes de cette acquisition :

- la cession aura lieu au prix de 2 525 000 € toutes taxes comprises. Ce montant a été calculé en fonction des recettes attendues pour la revente des 3 500 m² de SDP supplémentaires pour la réalisation de logements (50% libres, 20% de logements intermédiaires, 30% de logements

- locatifs sociaux), diminuées des ratios des dépenses de travaux de démolitions, viabilisations et réalisation des équipements publics attachés à la construction de 3 500 m² de SDP ;
- Si à l'issue du concours d'architecte il s'avère que le projet permet de réaliser une SDP supérieure à 3 500 m² il est convenu que le prix de vente sera majoré sur la base de 235 € par m² de SDP supplémentaires conformément à l'article 5 du protocole ;
 - L'acte authentique sera signé au plus tard le 30 juin 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble immobilier sis commune de Montpellier cadastré BT n°366, d'une superficie cadastrale de 10 421 m² auprès du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier moyennant le prix de 2 525 000 € toutes taxes et indemnités comprises, majoré des frais d'acquisition,
- approuver les termes du protocole d'accord avec le CHRU fixant les modalités et conditions de l'acquisition de l'ancienne Maternité Grasset à Montpellier,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133053-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DIRUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CESSIION DE DIVERSES PARCELLES SECTEUR DE SAPORTA À LATTES À AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE DANS LE CADRE DE LA REQUALIFICATION DE LA SECTION CENTRALE DE L'A9 EXISTANTE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par décret du 7 février 1992 approuvant la convention passée entre l'Etat et la Société des autoroutes du Sud de la France (ASF) pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes, ASF a pour mission la requalification de l'autoroute A9 existante (A709) parallèlement à la réalisation du déplacement de l'A9.

En effet, l'A709, qui assurera le contournement Sud de Montpellier et de son agglomération, doit faire l'objet d'aménagements centrés sur les thématiques de la protection de la ressource en eau et de la réduction des nuisances sonores consistant en la création de 5 bassins d'assainissement destinés à la protection du Lantissargues et 1 bassin destiné à la protection du Rondelet, ainsi que la création de 3 zones d'écrans acoustiques pour une longueur totale de 1410 m.

Ce programme de requalification doit faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique dont l'enquête prescrite par arrêté préfectoral en date du 21 septembre 2016, s'est déroulée du 24 octobre au 18 novembre 2016.

Les bassins, identifiés sous les numéros BTC 1033, BTC 1027 et BTC 1039 à réaliser sur le territoire de la commune de Lattes, se situent pour partie sur des propriétés appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole.

Les emprises à céder sur le territoire de la commune de Lattes concernent les parcelles suivantes :

- Au lieudit Mas Doucun, parcelle BN n° 9a pour une surface de 1 487 m² ;
- Au lieudit La Concorde, parcelles BO 13a pour une surface de 1 373 m², BO n°14d pour une surface de 3 160 m², BO n°14e pour une surface de 83 m², BO n°16g pour une surface de 4 735 m², BO n°41j pour une surface de 1 521 m² ;
- Au lieudit Mariotte, parcelles BP n°50a pour une surface de 413 m², BP n°52d pour une surface de 901 m², BP n°136g pour une surface de 2 289 m² ;
- Au lieudit Saporta, parcelle BS n°17a pour une surface de 1 112 m².

Les parcelles sont situées pour partie en zone AUI0 et pour l'autre partie en zone A du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lattes.

Pour cette surface totale de 17 074 m², Montpellier Méditerranée Métropole percevra 234 742 € (deux cent trente-quatre mille sept cent quarante-deux euros). Ce prix est conforme à l'évaluation des services de France Domaine du 11 octobre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la vente à Autoroutes du Sud de la France des emprises sur les parcelles cadastrées BN n°9a, BO n°13a, 14d, 14e, 16g, 41j, BP n°50a, 52d, 136g et BS n°17a, sises commune de Lattes pour une superficie totale de 17 074 m² moyennant le prix de 234 742 €,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 954,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'acte de vente ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134320-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DIRUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÈCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS RÉSULTANT DE LA CONVENTION PASSÉE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET AIR LR, AU PROFIT DE L'ASSOCIATION ORAMIP APPELÉE À DEVENIR ATMO OCCITANIE AU 1ER JANVIER 2017 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences acquises en application de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, et de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, Montpellier Méditerranée Métropole a fait de la préservation de la qualité de l'air, l'un de ses enjeux prioritaires.

Cet engagement passe notamment par l'ajout de volets « air » dans les documents de planification (Plan de Protection de l'Atmosphère, Plan de Déplacements Urbains, Plan Climat-Air-Énergie Territorial...), ou l'étude de l'impact sur l'air d'aménagements et d'infrastructures (mise en service de lignes de tramway, éco-quartiers...). A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole est membre fondateur de l'association AIR LANGUEDOC-ROUSSILLON (Air LR), association loi 1901 agréée par l'Etat pour la Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA). Dans le cadre de ce partenariat, AIR LR accompagne l'entité afin de mieux répondre aux enjeux locaux et nationaux des politiques Air/ Climat/Énergie/Santé (Appel à projets « Villes respirables »,...).

Si de manière générale, la qualité de l'air sur la Métropole est plutôt bonne, la majorité des seuils réglementaires étant respectée pour les principaux polluants réglementés, chaque année est néanmoins marquée par plusieurs épisodes de pollution (notamment aux particules en suspension ou à l'ozone en particulier en période estivale). Comme le rappelle l'Organisation Mondiale de la Santé, la pollution chronique de l'air est classée cancérigène et représente un impact sanitaire important, même lorsque les niveaux de pollution sont bien inférieurs aux seuils réglementaires. L'observation de la pollution de l'air extérieur à Montpellier est de fait caractéristique de celle des grandes agglomérations où « transports routiers » et « chauffage urbain » représentent les deux principales sources de pollution.

La loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral a établi une nouvelle carte de France des régions et a modifié l'article L.4111-I du Code général des collectivités territoriales définissant leurs limites territoriales. Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées sont donc regroupées depuis le 1^{er} janvier 2016 dans la nouvelle région dénommée « Occitanie Pyrénées-Méditerranée ». Dans le prolongement de cette réforme des régions, le rapprochement des deux associations AIR LR et ORAMIP est souhaité, notamment par le Président de AIR LR, afin d'agir de concert dans le nouveau champ géographique de la région Occitanie. Dans cette perspective, les deux associations envisagent de se restructurer dans le cadre juridique d'une fusion de l'association AIR LR au sein de l'association ORAMIP dont la dénomination deviendra « ATMO OCCITANIE », avec effet au 1^{er} janvier 2017.

A cet effet, l'association ORAMIP devenant ATMO OCCITANIE, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, déclaré à la Préfecture de Haute-Garonne le 17 juin 1976 sous le numéro W9364, publié au Journal Officiel le 8 juillet 1976 et ayant son siège social sis 19 avenue Clément Ader, 31 770 COLOMIERS, reprendra l'ensemble des charges et obligations de l'association AIR LR et poursuivra l'ensemble des conventions intervenues avec les partenaires et cocontractants de cette dernière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le transfert de la convention de partenariat passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et AIR LR, au profit de l'association ORAMIP appelée à devenir ATMO OCCITANIE au 1er janvier 2017,
- dire que les crédits nécessaires à la subvention annuelle sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14218

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme S. JANNIN.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133817-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

FINANCES – BUDGET 2016 - DÉCISION MODIFICATIVE N°1 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2016, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal ainsi que des budgets annexes d'assainissement, de l'eau brute, de l'eau potable, transport et parking.

La Décision Modificative du Budget Principal s'équilibre à - 1 985 426 euros en fonctionnement et à - 6 042 136 euros en investissement.

La Décision Modificative concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	-198 281		-198 281
931	Sécurité et salubrité publiques	4 351		4 351
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-94 309		-94 309
935	Aménagement des territoires et habitat	-111 535		-111 535
936	Action économique	-268 303		-268 303
937	Environnement	-2 769		-2 769
938	Transports	-1 953 203		-1 953 203
940	Impositions directes	28 381		28 381
953	Virement à la section d'investissement		610 242	610 242
Total		-2 595 668	610 242	-1 985 426

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	322 047		322 047
931	Sécurité et salubrité publiques	1 086		1 086
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	49 994		49 994
935	Aménagement des territoires et habitat	286 259		286 259
936	Action économique	-442 000		-442 000
937	Environnement	-632		-632
938	Transports	-366 663		-366 663
940	Impositions directes	691 471		691 471
941	Autres impôts et taxes	-3 080 562		-3 080 562
942	Dotations et participations	545 374		545 374
943	Opérations financières	8 200		8 200

Total	-1 985 426	0	-1 985 426
--------------	-------------------	----------	-------------------

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	2 000		2 000
901	Sécurité et salubrité publiques	17 122		17 122
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-3 341 677		-3 341 677
905	Aménagement des territoires et habitat	-2 580 774		-2 580 774
906	Action économique	-574 186		-574 186
907	Environnement	-269 152		-269 152
908	Transports	575 625		575 625
921	Taxes non affectées	56 781		56 781
925	Opérations patrimoniales		72 125	72 125
Total		-6 114 261	72 125	-6 042 136

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	4 650		4 650
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	99 973		99 973
905	Aménagement des territoires et habitat	-2 331 846		-2 331 846
906	Action économique	-17 000		-17 000
907	Environnement	-157 042		-157 042
908	Transports	345 206		345 206
921	Taxes non affectées	1 345 438		1 345 438
922	Dotations et participations	-825 938		-825 938
923	Dettes et autres opérations financières	-6 345 394		-6 345 394
925	Opérations patrimoniales		72 125	72 125
951	Virement de la section de fonctionnement		610 242	610 242
954	Produit des cessions d'immobilisations	1 157 450		1 157 450
Total		-6 724 503	682 367	-6 042 136

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **2 315 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe d'assainissement se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – EXPLOITATION

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Total	0	0	0

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Total	0	0	0

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
20	Immobilisations incorporelles	20 000		20 000
23	Immobilisations en cours	-20 000		-20 000
041	Opérations patrimoniales		2 315	2 315
	Total	0	2 315	2 315

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
041	Opérations patrimoniales		2 315	2 315
	Total	0	2 315	2 315

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe de l'eau brute s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **0 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe de l'eau brute se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE – EXPLOITATION

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
65	Autres charges de gestion courante	5 500		5 500
67	Charges exceptionnelles	-5 500		-5 500
Total		0	0	0

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0	0	0

BUDGET DE L'EAU BRUTE – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0	0	0

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0	0	0

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe de l'eau brute par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe de l'eau potable s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **231 200 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe de l'eau potable se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE – EXPLOITATION

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
012	Charges de personnel et frais assimilés	5 000		5 000
67	Charges exceptionnelles	-5 000		-5 000
Total		0	0	0

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Total	0	0	0

BUDGET DE L'EAU POTABLE – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	281 200		281 200
23	Immobilisations en cours	-50 000		-50 000
	Total	231 200	0	231 200

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subvention d'investissement	231 200	0	231 200
	Total	231 200	0	231 200

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe de l'eau potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe transport s'équilibre à – 2 924 803,91 euros en fonctionnement et à 587 518,09 euros en investissement.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe transport se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE TRANSPORT – EXPLOITATION

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-172 000		-172 000
65	Charges diverses de gestion courante	-1 090 000		-1 090 000
66	Charges financières	-500 000		-500 000
023	Virement à la section d'investissement		4 693 011,53	4 693 011,53
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		-5 855 815,44	-5 855 815,44
	Total	-1 762 000	-1 162 803,91	-2 924 803,91

EXPLOITATION - RECETTES				
-------------------------	--	--	--	--

Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
74	Subvention d'exploitation	-2 500 000		-2 500 000
76	Produits financiers	475 177		475 177
042	Opération d'ordre de transfert entre sections		-899 980,91	-899 980,91
Total		-2 024 823	-899 980,91	-2 924 803,91

BUDGET ANNEXE TRANSPORT – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subvention d'investissement	237 499		237 499
23	Immobilisations en cours	1 250 000		1 250 000
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		-899 980,91	-899 980,91
Total		1 487 499	-899 980,91	587 518,09

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subvention d'investissement	-15 000		-15 000
16	Emprunts et dettes assimilées	1 765 322		1 765 322
021	Virement de la section d'exploitation		4 693 011,53	4 693 011,53
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		-5 855 815,44	-5 855 815,44
Total		1 750 322	-1 162 803,91	587 518,09

Il est précisé que les crédits inscrits au titre de la subvention du budget principal au budget annexe transport constituent un plafond à hauteur de 26,5 M€. Le montant de la subvention qui sera effectivement réalisé sera ajusté en fonction des réalisations à la clôture de l'exercice.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe transport par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M43,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe parking s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **0 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe parking se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE PARKING – EXPLOITATION

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	-1 200		-1 200
67	Charges exceptionnelles	1 200		1 200
Total		0	0	0

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	0		0
Total		0	0	0

BUDGET ANNEXE PARKING – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0	0	0

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0	0	0

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe parking par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 25/11/16

Déposé En Préfecture

Le : 25/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134634-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 25/11/2016
Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

FINANCES – AFFECTATION ET MODIFICATION D'AFFECTATION DES SUBVENTIONS - DÉCISION MODIFICATIVE 2016 N°1 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de la Décision Modificative 2016, il est proposé l'affectation ou la modification des subventions d'investissement et de fonctionnement suivantes :

INVESTISSEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
2041723	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF)	-286 447
20423	AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF)	-1 198 000
20421	ASSOCIATION GYMNIQUE LATTES MAURIN (AGLM)	7 000
204181	ASSOCIATION DE PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ECONOMIQUES (APFTE)	747 500

FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	CHAMBRE DE L'AGRICULTURE	
	SUBVENTION EXCEPTIONNELLE SUITE AUX ORAGES DE GRELE	100 000
6574	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC)	13 319
6574	GROUPEMENT DES ENTREPRISES FRANCAISES DANS LA LUTTE CONTRE LE CANCER (GEFLUC)	3 000
6574	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	40 000
6574	COMITE TERRITORIAL DU LANGUEDOC - FEDERATION FRANCAISE DE RUGBY	30 000
6574	ASA HERAULT CRITERIUM CEVENNES	- 40 000
6574	LIGUE ET COMITE DEPARTEMENTAL D'ECHECS	-2 500
6574	ATTITUDE	-1 000
6574	TOURNOI DE TENNIS FEMININ	-10 000
65733	CONSEIL DEPARTEMENTAL 34 ENQUETE MENAGES DEPLACEMENTS	-55 000
6574	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN (APIEU)	-8 000
6574	SUD ET BIO	5 000
6574	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI) « CHALLENGE DU FINANCEMENT »	-10 000
6574	LE PASSE MURAILLE	19 000
6574	COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS (COMUE)	38 300
6574	SUP DE CO	100 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation ou de la modification des subventions d'équipement et de fonctionnement, telles que décrites dans les tableaux ci-dessus et dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Président propose de procéder à un vote séparé concernant l'affectation de subventions à l'APFTE. A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité, hormis sur l'affectation de subvention à l'APFTE qui est adoptée à la majorité des voix exprimées (4 votes contre et une abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 25/11/16

Déposé En Préfecture

Le : 25/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134636-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 25/11/2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LA DÉCISION MODIFICATIVE 2016 N°1 - RÉVISIONS - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Ces autorisations de programme définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Le montant des autorisations de programme et crédits de paiement suivantes sont révisées dans le cadre de la décision modificative 2016.

Pôle Plaine Ouest :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des ACP "Espace Public"	
Pôle: Plaine Ouest	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	3 189 329	3 189 329	696 647	696 647	3 885 976	3 885 976
Cournonsec	228 481	228 481	13 000	13 000	241 481	241 481
Cournonterral	248 928	248 928	57 224	57 224	306 152	306 152
Fabrègues	463 665	463 665	216 392	216 392	680 057	680 057
Lavérune	461 126	461 126	47 143	47 143	508 269	508 269
Pignan	271 246	271 246	185 088	185 088	456 334	456 334
Saint Jean de Védas	1 304 341	1 304 341	98 400	98 400	1 402 741	1 402 741
Saussan	211 542	211 542	79 400	79 400	290 942	290 942

AP recettes	CHAPITRE 908 : TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des ACP "Espace Public"	
Pôle: Plaine Ouest	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	528 434	528 434	356 531	356 531	98 032	98 032	982 997	982 997
Cournonsec	30 000	30 000	37 500	37 500	46 500	46 500	114 000	114 000
Cournonterral	103 403	103 403	33 000	33 000	20 000	20 000	156 403	156 403
Fabrègues								
Lavérune			195 761	195 761	9 761	9 761	205 522	205 522

Pignan			24 000	24 000	15 000	15 000	39 000	39 000
Saint Jean de Védas	345 000	345 000			2 771	2 771	347 771	347 771
Saussan	50 031	50 031	66 270	66 270	4 000	4 000	120 301	120 301

Pôle Piémonts et Garrigues :

AP dépenses	CHAPITRE 908 : TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Piémonts et Garrigues	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	4 023 465	4 023 465	967 459	967 459	4 990 924	4 990 924
Grabels	1 382 781	1 382 781	115 367	115 367	1 498 148	1 498 148
Juvignac	1 758 238	1 758 238	759 910	759 910	2 518 148	2 518 148
Murviel-lès- Montpellier	386 520	386 520	51 182	51 182	437 702	437 702
Saint Georges d'Orques	495 926	495 926	41 000	41 000	536 926	536 926

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Piémonts et Garrigues	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	1 201 479	1 201 479	66 000	66 000	189 197	189 197	1 456 676	1 456 676
Grabels	439 198	439 198	24 000	24 000	68 224	68 224	531 422	531 422
Juvignac	304 890	304 890			46 883	46 883	351 773	351 773
Murviel-lès Montpellier	184 482	184 482	18 000	18 000	9 000	9 000	211 482	211 482
Saint Georges d'Orques	272 909	272 909	24 000	24 000	65 090	65 090	361 999	361 999

Pôle Vallée du Lez :

AP dépenses	CHAPITRE 908 : TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 907 : ENVIRONNEMENT		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	3 793 302	3 793 302	1 098 514	1 098 514	2 073	2 073	4 893 889	4 893 889
Castelnau-le- Lez	1 579 538	1 579 538	685 242	685 242			2 264 780	2 264 780
Clapiers	526 789	526 789	71 000	71 000			597 789	597 789
Jacou	465 635	465 635	37 735	37 735	2 073	2 073	505 443	505 443

Délibération n° 14248

Le Crès	792 602	792 602	251 183	251 183			1 043 785	1 043 785
Montferrier-sur-Lez	184 500	184 500	18 000	18 000			202 500	202 500
Prades-le-Lez	244 238	244 238	35 354	35 354			279 592	279 592

AP recettes	CHAPITRE 908 : TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	885 542	885 542	100 768	100 768	742 584	742 584	1 728 894	1 728 894
Castelnau-le-Lez			100 768	100 768	668 315	668 315	769 083	769 083
Clapiers	254 500	254 500			36 821	36 821	291 321	291 321
Jacou	207 400	207 400			19 540	19 540	226 940	226 940
Le Crès	321 007	321 007					321 007	321 007
Montferrier-sur-Lez					8 000	8 000	8 000	8 000
Prades-le-Lez	102 635	102 635			9 908	9 908	112 543	112 543

Pôle Cadoule et Bérange :

AP dépenses	CHAPITRE 908 : TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Cadoule et Bérange	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	4 704 182	4 704 182	688 767	688 767	5 392 949	5 392 949
Baillargues	356 876	356 876	308 074	308 074	664 950	664 950
Beaulieu	123 514	123 514	74 734	74 734	198 248	198 248
Castries	881 773	881 773	40 000	40 000	921 773	921 773
Montaud	355 060	355 060			355 060	355 060
Restinclières	324 296	324 296			324 296	324 296
Saint-Brès	242 393	242 393	42 500	42 500	284 893	284 893
Saint-Drézery	322 228	322 228	62 000	62 000	384 228	384 228
Saint Geniès des Mourgues	370 622	370 622	29 087	29 087	399 709	399 709
Sussargues	249 917	249 917	48 100	48 100	298 017	298 017
Vendargues	1 477 503	1 477 503	84 272	84 272	1 561 775	1 561 775

AP recettes	CHAPITRE 908 : TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Cadoule et Bérange	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	1 665 415	1 665 415	238 965	238 965	251 817	251 817	2 156 197	2 156 197
Baillargues	10 000	10 000			15 136	15 136	25 136	25 136
Beaulieu	80 756	80 756	53 317	53 317	4 675	4 675	138 748	138 748
Castries	207 000	207 000	116 700	116 700	28 498	28 498	352 198	352 198
Montaud	212 266	212 266					212 266	212 266
Restinclières	122 657	122 657	20 949	20 949	13 324	13 324	156 930	156 930
Saint-Brès	113 399	113 399			3 065	3 065	116 464	116 464
Saint-Drézery	152 464	152 464	20 949	20 949	31 000	31 000	204 413	204 413
Saint Geniès des Mourgues	186 357	186 357	15 000	15 000	20 000	20 000	221 357	221 357
Sussargues	178 516	178 516	12 050	12 050	16 119	16 119	206 685	206 685
Vendargues	402 000	402 000			120 000	120 000	522 000	522 000

Pôle Littoral :

AP dépenses	CHAPITRE 908 : TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Littoral	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	3 869 390	3 869 390	987 695	987 695	4 857 085	4 857 085
Lattes	2 292 728	2 292 728	581 400	581 400	2 874 128	2 874 128
Pérols	1 214 417	1 214 417	353 321	353 321	1 567 738	1 567 738
Villeneuve-lès- Maguelone	362 245	362 245	52 974	52 974	415 219	415 219

AP recettes	CHAPITRE 908 : TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Littoral	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	1 480 627	1 480 627	183 938	183 938	21 637	21 637	1 686 202	1 686 202
Lattes	1 417 338	1 417 338	165 938	165 938	0	0	1 583 276	1 583 276
Pérols					21 637	21 637	21 637	21 637
Villeneuve-lès- Maguelone	63 289	63 289	18 000	18 000			81 289	81 289

Pôle Montpellier :

AP dépenses	CHAPITRE 908 : TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 907 : ENVIRONNEMENT		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	19 848 983	19 848 983	3 985 325	3 985 325	1 399 580	1 399 580	25 233 887	25 233 887
Montpellier	19 848 983	19 848 983	3 985 325	3 985 325	1 399 580	1 399 580	25 233 887	25 233 887

AP recettes	CHAPITRE 908 : TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 907 : ENVIRONNEMENT		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	8 604 792	8 604 792	100 000	100 000	1 852 000	1 852 000	10 556 792	10 556 792
Montpellier	8 604 792	8 604 792	100 000	100 000	1 852 000	1 852 000	10 556 792	10 556 792

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la révision des autorisations de programme relatives aux 6 pôles territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole comme indiqué ci-dessus ;
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
 Publié le : 07/12/16
 Déposé En Préfecture
 Le : 06/12/16
 Numéro de l'acte :
 034-243400017-20161124-lmc1135528-
 DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
 Pour extrait certifié conforme à
 l'original.
 Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

FINANCES – REVERSEMENT DE TAXE D'AMÉNAGEMENT AUX COMMUNES AU TITRE DE L'EXERCICE 2016 - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

La création de Montpellier Méditerranée Métropole a conduit au transfert de la taxe d'aménagement générée par les autorisations d'urbanisme délivrées à compter du 01/01/15, conformément à l'article L5217-11 du Code général des collectivités territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré le 12 novembre 2015 pour fixer le taux applicable, les secteurs de taxe d'aménagement majorée, ainsi que les exonérations partielles et la valeur forfaitaire des places de stationnement applicable.

Elle a par ailleurs délibéré le 15 décembre 2015 pour fixer les conditions de reversement aux communes membres, d'une partie de la taxe perçue, au prorata de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences.

Ainsi, il a été adopté le principe d'un reversement calculé en fonction de la part des dépenses d'équipement voirie dans les dépenses totales d'équipement de chaque commune. Les dépenses d'équipement voirie correspondent aux dépenses de voirie, d'éclairage public, d'extension de réseaux et de défense contre l'incendie réalisées par la Métropole sur le territoire de chaque commune.

Le reversement est calculé chaque année en fonction des prévisions du budget primitif et actualisé des réalisations du compte administratif.

Ce mode de calcul permet de prendre en compte la dynamique des recettes dans le reversement aux communes et de calculer au réel en fonction de la réalité des programmes d'équipements publics et des encaissements effectifs de taxe d'aménagement.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de bien vouloir approuver le reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par la Métropole conformément au tableau suivant, établi conjointement avec la commune :

Villeneuve-lès-Maguelone	85 469€
--------------------------	---------

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par Montpellier Méditerranée Métropole à la commune membre, au titre de l'exercice 2016, conformément au tableau présenté ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1135087-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONTRAT DE MIXITÉ SOCIALE - COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La loi du 18 janvier 2013, relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement, a renforcé les dispositions fixées par l'article 55 de la loi SRU en fixant à 25 % le taux de logements locatifs sociaux à atteindre d'ici 2025 pour les communes de plus de 3500 habitants de la Métropole. Dans ce cadre, l'instruction du Gouvernement en date du 30 juin 2015 a rappelé l'intérêt du Contrat de Mixité Sociale (CMS) introduit par la loi portant engagement national pour le logement du 13 juillet 2006, en particulier pour les cinq communes de la Métropole ayant fait l'objet d'un constat de carence au titre de la période triennale 2011-2013.

Le Contrat de Mixité Sociale constitue un cadre de référence dont l'objectif est de définir les modalités de réalisation des objectifs de construction de logements locatifs sociaux (LLS) pour permettre à la Commune d'atteindre progressivement le taux de 25 % en 2025.

Le CMS s'attache à anticiper et à lever les obstacles à la réalisation des projets. Il définit de manière précise les engagements de la Commune, de l'Etat et de la Métropole en identifiant l'ensemble des opérations de développement de logements locatifs sociaux et en s'assurant du caractère opérationnel des projets. Les engagements pris peuvent ainsi porter sur l'intervention foncière, l'urbanisme réglementaire, l'urbanisme opérationnel, la programmation et les principes de financement. Le CMS est ainsi l'aboutissement d'une démarche partenariale entre la Commune, l'Etat et la Métropole.

Au 1^{er} janvier 2015, la Commune de Saint Georges d'Orques disposait de 216 logements locatifs sociaux soit un taux d'équipement de 10,14 % par rapport au nombre de résidences principales (2131). L'objectif qui lui avait été fixé sur la période triennale 2011-2013 était de 46 logements. La Commune n'ayant pas réalisé son objectif, la carence a été prononcée par arrêté préfectoral du 9 octobre 2014 entraînant, de droit, le transfert du Droit de Préemption Urbain à l'Etat.

Le projet de Contrat de Mixité Sociale proposé à validation couvre plus particulièrement les périodes 2014-2016 et 2017-2019. Pour chacune d'entre elles, l'objectif de production de la Commune de Saint Georges d'Orques est fixé, en référence au Programme Local de l'Habitat 2013-2018, à 90 Logements Locatifs Sociaux (LLS).

Les engagements pris dans le Contrat de Mixité Sociale visent à permettre la mise en œuvre effective des opérations de logement locatif social (LLS), permettant l'atteinte de ces objectifs cumulés :

Pour la période 2014-2016 :

- Programme « rue des écoles » : 22 LLS.

Pour la période 2017-2019 :

- Opération « Cœur D'Orques » : 33 LLS,
- « Maison des anciens »- emplacement réservé : 10 LLS,
- Secteur sud – « projet ALIAGA » : 35 LLS,
- « Les Combes » – emplacement réservé : porté à 80 LLS.

Soit 180 logements locatifs sociaux en cumulé sur les périodes 2014-2016 et 2017-2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de Contrat de Mixité Sociale entre la Commune de Saint Georges d'Orques, l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le Contrat de Mixité Social susvisé ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1134284-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - CLÔTURE DE L'EXERCICE 2016 - AVENANT N°1 À LA CONVENTION SIGNÉE AVEC L'ETAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vue déléguer par l'Etat pour une durée de 6 ans (2016-2021), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, elle a signé, le 30 mai 2016, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé.

Ces conventions prévoient qu'un avenant dit « de fin de gestion », à intervenir en fin d'année, précise les dotations de crédits effectivement allouées à Montpellier Méditerranée Métropole, et le cas échéant, les dotations complémentaires accordées au regard des évolutions de la programmation. Ces avenants conditionnent le versement par l'Etat et l'Agence Nationale de l'Habitat du reliquat d'autorisations d'engagement déléguées à Montpellier Méditerranée Métropole.

Au terme de l'année 2016, les objectifs et dotations relatifs à la création de logements locatifs sociaux publics sont très largement réévalués à la hausse. En effet, les perspectives de production sont de plus de 2 800 logements sociaux, dont plus de 2 000 à financer en PLUS/PLAI, contre 1 338 l'année précédente (hors logements produits au titre du Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier et directement financés par l'ANRU), très au-delà de l'objectif de 1 250 PLUS/PLAI annuels fixé par le PLH 2013-2018. Cette programmation consolidée témoigne d'une très forte mobilisation des communes et de la Métropole dans le cadre de leurs compétences respectives en faveur de la production de logements locatifs sociaux.

Cette programmation laisse présager une fin de période triennale favorable à l'échelle de la Métropole, à l'issue de laquelle l'Etat établira le bilan des efforts consentis pour atteindre les objectifs de rattrapage fixés par la loi SRU, renforcés par la loi Duflot.

S'agissant des aides à la rénovation des logements privés anciens, les objectifs et dotations n'étant pas définitivement arrêtés, ces derniers feront l'objet d'une délibération spécifique lors d'un prochain Conseil.

La convention de délégation de compétence des aides à la pierre signée avec l'Etat le 30 mai dernier fixait pour 2016 un objectif de 2 325 logements locatifs sociaux à produire, assorti d'une enveloppe déléguée de 5 125 434 €. L'avenant n°1 de fin de gestion a pour objet de prendre en compte la dotation définitive 2016 portée à 6 369 919 €, ainsi que les objectifs correspondants, selon la répartition suivante :

Types de financement	Rappel objectifs PLH 2013-2018	Rappel des logements financés en 2015	Rappel objectifs initiaux 2016 délégation	Objectifs révisés 2016 délégation
PLAI	450	383	633	797
PLUS	800	955	1 062	1281
PLS ordinaire	250	95	140	165
PLS spécifiques		100	490	568
TOTAL	1 500	1 533	2 325	2 811

PLAI : prêt locatif aidé d'intégration

PLUS : prêt locatif à usage social

PLS ordinaire : prêt locatif social ordinaire (hors étudiants et foyers)

PLS spécifiques : prêt locatif social ordinaire – logements étudiants et foyers

En complément, l'Etat met à la disposition de la Métropole 165 agréments permettant de financer autant de logements en Prêt Social de Location-Accession (PSLA), qui ne sont pas décomptés comme logements locatifs sociaux mais contribuent à l'atteinte de l'objectif de production de logements en accession abordable fixé par le PLH (20% de l'offre globale de logement), contre 141 initialement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 25/11/16

Déposé En Préfecture

Le : 25/11/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134119-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 25/11/2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « ZOLAD », RUE ROBERT CAPA À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les porteurs de projet.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 28 logements sociaux, résidence « Zolad », rue Robert Capa à Montpellier.

Le programme comprend 20 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 8 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture Carémoli Miramond, le programme développe une surface habitable de 1 868 m² selon la typologie suivante : 4 T2 – 12 T3 – 4 T4

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 3 836 499,54 €
- Subvention Etat Déléguée : 28 304 €
- Subvention Etat surcharge foncière : 25 848 €
- Subvention Action Logement : 25 848 €
- Subvention conseil régional : 44 000 €
- Prêt CDC : 3 600 499,54 €
- Prêt Action Logement: 56 000 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 56 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 56 000 € pour la réalisation de 28 logements locatif sociaux, résidence « Zolad », rue Robert Capa à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14221

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133195-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 13 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE LAVOIR », CHEMIN DE LA CAPOUILLÈRE À VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 13 logements locatifs sociaux, résidence « Le Lavoir » située chemin de la Capouillère à Villeneuve-lès-Maguelone.

Le programme comprend 9 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 4 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par Valérie PLACHETKA architecte à Boisseron, le programme développe une surface habitable totale de 711,49 m² selon la typologie suivante : 9 T2, 2 T3 et 2 T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 5 000 € par logement PLUS / PLAI situé en zone 3 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 1 510 502 €
- Subvention Etat déléguée : 35 277 €
- Subvention Région : 34 000 €
- Subvention Commune : 158 532 €
- Prêt CDC : 999 293 €
- Fonds propres : 218 400 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 65 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA D'HLM FDI Habitat d'un montant de 65 000 €, pour la réalisation de 13 logements locatifs sociaux, résidence « Le Lavoir » située chemin de la Capouillère à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14222

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133410-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 13 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE LAVOIR » - CHEMIN DE LA CAPOUILLÈRE À VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 13 logements locatifs sociaux, résidence « Le Lavoir », située chemin de la Capouillère à Villeneuve-lès-Maguelone. L'opération comprend 9 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Valérie PLACHETKA architecte à Boisseron.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 999 293 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 351 578 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 239 387 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 287 556 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 120 772 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	351 578 €	239 387 €	287 556 €	120 772 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,33%	- 0,20 %	+ 0,33%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	Double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,5 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 749 469,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 999 293 €, sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 13 logements locatifs sociaux, résidence « Le Lavoir », située chemin de la Capouillère à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133404-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 42 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE BEL OMBRE », CHEMIN CARRIÈRE DE L'ORT À JUVIGNAC - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 42 logements locatifs sociaux, résidence « Le Bel Ombre », chemin Carrière de l'Ort à Juvignac. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur FDI Promotion, comprend 26 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS), 10 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 6 logements sociaux financés en prêt locatif social (PLS). Conçu par l'agence d'architecture Rio Chrétien domiciliée à Montpellier, le programme développe une surface habitable totale de 2 708,55 m² selon la typologie suivante : 8 T2, 22 T3, 11 T4 et 1 T5.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement PLUS / PLAI situé en zone 2 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 5 817 390 €
- Subvention Etat déléguée : 76 112 €
- Subvention Région : 56 000 €
- Prêt Action Logement : 162 000 €
- Prêt CDC : 4 797 666 €
- Fonds propres : 653 612 €
- Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 72 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA D'HLM FDI Habitat d'un montant de 72 000 €, pour la réalisation de 42 logements locatifs sociaux, résidence « Le Bel Ombre », chemin Carrière de l'Ort à Juvignac ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133340-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DIRUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 42 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE BEL OMBRE », CHEMIN CARRIÈRE DE L'ORT À JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 42 logements locatifs sociaux, résidence « Le Bel Ombre », chemin Carrière de l'Ort à Juvignac.

L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage des promoteurs FDI Promotion et Place de l'Etoile, comprend 26 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 10 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 6 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par l'agence d'architecture Rio Chrétien domiciliée à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les six emprunts d'un montant total de 4 797 666 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 955 199 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 249 834 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 765 832 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 492 883 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 112 902 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 221 016 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS foncier
Montant du prêt	1 955 199 €	1 249 834 €	765 832 €	492 883 €	112 902 €	221 016 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum					
Périodicité des échéances	annuelle					
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt					
	+ 0,60 %	+ 0,73 %	- 0,20 %	+ 0,73 %	+ 1,11 %	+ 0,73 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %					
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)					
Modalité de révision	double révisabilité limitée					
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum					
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %					

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction et PLS construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 598 249,50 €, représentant 75 % des six prêts d'un montant total de 4 797 666 €, sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 42 logements locatifs sociaux, résidence « Le Bel Ombre », chemin Carrière de l'Ort à Juvignac ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1133334-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DIRUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX - "URBAN PARK",
LOTISSEMENT LA BANQUIÈRE LOT 8 À LATTES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION
À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de 40 logements locatifs sociaux, résidence « Urban Park, lot 8 », situé lotissement « La Banquière » à Lattes.

Le programme comprend 28 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 12 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par l'agence d'architecture ACO domiciliée à Montpellier, le programme développe une surface habitable totale de 2 492,80 m² selon la typologie suivante : 17 T2, 14 T3, 7 T4 et 2 T5.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 5 000 € par logement PLUS / PLAI en zone 3 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 4 988 338 €
- Subvention Etat déléguée : 99 301 €
- Subvention Région : 104 000 €
- Prêt Action Logement : 162 000 €
- Prêt CDC : 3 883 037 €
- Fonds propres : 540 000 €
- Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 200 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA D'HLM FDI Habitat d'un montant de 200 000 €, pour la réalisation de 40 logements locatifs sociaux, résidence "Urban Park, lot 8", lotissement "La Banquière" à Lattes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1133343-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX - " URBAN PARK ",
LOTISSEMENT LA BANQUIÈRE LOT 8 À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA
D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la réalisation de 40 logements locatifs sociaux, résidence « Urban Park lot 8 », lotissement « La Banquière » à Lattes. L'opération comprend 28 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 12 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'agence d'architecture ACO domiciliée à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 883 037 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 915 051 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 696 392 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 990 603 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 280 991 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 915 051 €	696 392 €	990 603 €	280 991 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,37 %	- 0,20 %	+ 0,37 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI

foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 912 277,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 883 037 €, sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 40 logements locatifs sociaux, résidence « Urban Park lot 8 », lotissement la Banquière à Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133337-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « VILLA HERMÈS », 646 RUE GEORGES DENIZOT À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 9 logements sociaux, résidence « Villa Hermès », 646 rue Georges Denizot à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur KAUFMAN & BROAD, comprend 6 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 3 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Le projet est conçu par le cabinet d'architecture « Alagheband & Partners ».

La SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 175 127 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 513 755 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 284 696 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 234 328 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 142 348 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	513 755 €	284 696 €	234 328 €	142 348 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,33%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,33%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 881 345,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 175 127 € sollicités par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 9 logements locatifs sociaux, résidence « Villa Hermès », 646 rue Georges Denizot à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. R. YOUSSEF.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133197-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE TERRAL », RUE DES ÉCOLES À SAINT JEAN DE VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 10 logements sociaux, résidence « Le Terral », rue des Ecoles à Saint Jean de Védas. Le programme réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur KAUFMAN & BROAD, comprend 7 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 3 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).
Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Philippe Rubio.

La SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 284 169 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 585 388 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 327 890 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 230 071 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 140 820 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	585 388 €	327 890 €	230 071 €	140 820 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,36%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,36%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 963 126,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 284 169 € sollicités par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, résidence « Le Terral », rue des Écoles à Saint-Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. R. YOUSSEUS.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133347-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILS, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES HAUTS DE BEAUSOLEIL », RUE DU PROFESSEUR TEDENAT À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 7 logements sociaux, résidence « Les Hauts de Beausoleil », rue du Professeur Tedenat à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur KAUFMAN & BROAD, comprend 5 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 2 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture « Caremoli-Miramond ».

La SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 807 821 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 374 605 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 218 722 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 136 479 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 78 015 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	374 605 €	218 722 €	136 479 €	78 015 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,39%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,39%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 605 865,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 807 821 € sollicités par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 7 logements locatifs sociaux, résidence « Les Hauts de Beausoleil », rue du Professeur Tedenat à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. R. YOUSSEUS.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133494-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « CHARLE'S PARK », ZAC ECOPARC À FABRÈGUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 26 logements locatifs sociaux, résidence « Charle's Park », ZAC Ecoparc à Fabrègues.

Le programme comprend 18 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 8 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par l'agence d'architecture Chicaud Blouet et associés domiciliée à Saint Jean de Védas, le programme développe une surface habitable totale de 1 512 m² selon la typologie suivante : 10 T2 ; 12 T3 et 4 T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 5 000 € par logement PLUS / PLAI situé en zone 3 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 3 294 675 €
- Subvention Etat déléguée : 65 330 €
- Subvention Région : 68 000 €
- Prêt Action Logement : 220 000 €
- Prêt CDC : 2 547 345 €
- Fonds propres : 264 000 €
- Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 130 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE de 130 000 € pour la réalisation de 26 logements sociaux, résidence « Charle's Park », ZAC Ecoparc à Fabrègues ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133452-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « CHARLE'S PARK », ZAC ECOPARC À FABRÈGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la réalisation de 26 logements sociaux, résidence « Charle's Park », ZAC Ecoparc à Fabrègues. L'opération, comprend 18 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecte Chicaud Blouet et associés, établi à Saint Jean de Védas.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 547 345 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 194 935 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 608 015 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 493 360 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 251 035 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 194 935 €	608 015 €	493 360 €	251 035 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.37 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.37 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SFHE / Groupe Arcade, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SFHE / Groupe Arcade est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SFHE / Groupe Arcade opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SFHE / Groupe Arcade pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 910 508,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 547 345 €, sollicités par la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 26 logements sociaux, résidence « Charle's Park », ZAC Ecoparc à Fabrègues ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1133446-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « VILLA VITTORIA », AVENUE DU PETIT TRAIN À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La SA d'HLM ERILIA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 24 logements sociaux, résidence « Villa Vittoria », avenue du Petit Train à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur KAUFFMAN & BROAD, comprend 17 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 7 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).
Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Garcia Diaz.

La SA d'HLM ERILIA demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 020 877 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 742 201 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 654 130 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 331 969 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 292 577 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	742 201 €	654 130 €	331 969 €	292 577 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,35%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,35%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			

Taux annuel de progressivité	de 0 à 0.50 % maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLUS construction et PLAI construction suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM ERILIA, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si ERILIA opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 515 657,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 020 877 € sollicités par la SA d'HLM ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 24 logements locatifs sociaux, résidence « Villa Vittoria », avenue du Petit Train à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM ERILIA et à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme V. BARTHAS-ORSAL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133354-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE ROYAL 2 », AVENUE DE CASTELNAU À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La SA d'HLM ERILIA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 4 logements sociaux, résidence « Le Royal 2 » avenue de Castelnaud à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur URBAT, comprend 3 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et un logement très social financé en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Garcia Diaz.

La SA d'HLM ERILIA demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 419 004 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 179 883 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 136 269 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 58 520 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 44 332 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	179 883 €	136 269 €	58 520 €	44 332 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,40 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,40 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			

Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLUS construction et PLAI construction suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM ERILIA, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si ERILIA opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 314 253 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 419 004 € sollicités par la SA d'HLM ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 4 logements locatifs sociaux, résidence « Le Royal 2 », avenue de Castelnau à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM ERILIA, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme V. BARTHAS-ORSAL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133359-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 29 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « NOTRE DAME », 278 ROUTE DE NÎMES À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM DOMICIL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM DOMICIL a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 28 logements locatifs sociaux, résidence « Notre Dame », 278 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Prémalis, comprend 21 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).
Le projet a été conçu par le cabinet « Serrado Architecture ».

DOMICIL demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 958 398 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 155 262 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 067 841 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 382 105 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 353 190 € ;

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 155 262 €	1 067 841 €	382 105 €	353 190 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,40%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,40%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM DOMICIL, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM DOMICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 218 798,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 958 398 € sollicités par la SA d'HLM DOMICIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 29 logements locatifs sociaux, résidence « Notre Dame », 278 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM DOMICIL, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme M. DRAY-FITOUSSI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1132661-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2016 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX COPROPRIÉTÉS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La Ville de Montpellier a mis en œuvre, dans le cadre du projet de développement et de mise en valeur de son centre dénommé « Montpellier Grand Cœur », divers outils ou procédures d'aménagement parmi lesquels des Opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées (OPAH-RU CD).

Dans ce cadre, l'OPAH-RU dénommée « Gambetta / Figuerolles / Nord-Ecusson » a été engagée le 31 août 2010 pour une durée de 5 ans, prolongée de 6 mois jusqu'au 29 février 2016. Elle avait pour objet de requalifier les copropriétés dégradées, résorber l'habitat insalubre et améliorer les performances énergétiques des logements tout en permettant, lorsque cela était possible, de produire du logement locatif social.

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole le 1er janvier 2015 lui confère de nouvelles prérogatives parmi lesquelles, au titre de la compétence Politique locale de l'habitat, les actions d'amélioration du parc immobilier bâti et la réhabilitation et la résorption de l'habitat insalubre à travers des OPAH-RU.

Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole assure désormais l'attribution de subventions complémentaires jusque-là accordées par la Ville de Montpellier, selon les modalités suivantes :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes réalisant des travaux lourds de rénovation d'un logement indigne ou très dégradé, une subvention de 10 % du montant TTC des travaux, en complément des 50 % de l'Anah et des 10 % de la Métropole ;
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes réalisant des travaux permettant un gain énergétique de plus de 25 %, une prime de 500 € complémentaire à l'aide de l'Etat attribuée dans le cadre du programme « Habiter Mieux » ;
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes participant à des travaux de rénovation des parties communes de leur immeuble en copropriété, et pour lesquels l'Anah n'offre aucun financement, une subvention représentant 30 % de la quote-part individuelle, plafonnée à 3 000 € par logement.
- pour les syndicats des copropriétaires réalisant des travaux de réhabilitation des parties communes de l'immeuble, dont ceux relevant de la « copropriété dégradée », une subvention de 30 % du montant TTC des travaux, plafonnée à 4 000 € par immeuble.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de 2 copropriétés, pour un montant total de 8 000,00 €.

La liste des opérations est détaillée dans le tableau en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'octroi des subventions telles que décrites ci-dessus et dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée, et dans la limite des crédits annuels alloués ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133625-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 - QUARTIERS SAINT-GUILHEM / LAISSAC / SUD-COMÉDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX COPROPRIÉTÉS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La Ville de Montpellier a mis en œuvre, dans le cadre du projet de développement et de mise en valeur de son centre dénommé « Montpellier Grand Cœur », divers outils ou procédures d'aménagement parmi lesquels des Opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées (OPAH-RU CD).

Dans ce cadre, l'OPAH-RU dénommée « Saint-Guilhem / Laissac / Sud-Comédie » a été engagée le 23 juillet 2012 pour une durée de 5 ans. Elle a pour objet de redonner de l'habitabilité aux îlots d'habitat dégradé, lutter contre les marchands de sommeil et promouvoir des réhabilitations de qualité s'inscrivant dans l'amélioration durable du cadre bâti en favorisant la mixité sociale.

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole le 1er janvier 2015 lui confère de nouvelles prérogatives parmi lesquelles, au titre de la compétence Politique locale de l'habitat, les actions d'amélioration du parc immobilier bâti et la réhabilitation et la résorption de l'habitat insalubre à travers des OPAH-RU.

Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole assure désormais l'attribution de subventions complémentaires jusque-là accordées par la Ville de Montpellier, selon les modalités suivantes :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes réalisant des travaux lourds de rénovation d'un logement indigne ou très dégradé, une subvention de 10 % du montant TTC des travaux, en complément des 50 % de l'Anah et des 10 % de la Métropole, plafonnée à 4000 € par logement,
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes réalisant des travaux permettant un gain énergétique de plus de 25 %, une prime de 500 € complémentaire à l'aide de l'Etat attribuée dans le cadre du programme « Habiter Mieux » ;
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes participant à des travaux de rénovation des parties communes de leur immeuble en copropriété et pour lesquels l'Anah n'offre aucun financement, une subvention représentant 30 % de la quote-part individuelle, plafonnée à 3 000 € par logement,
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes participant à des travaux de rénovation des parties communes de leur immeuble qualifié de « copropriété dégradée ou insalubre », une prime de 1 500 € directe au propriétaire ; cette aide est cumulable avec l'aide aux syndicats de copropriétés,
- pour les syndicats des copropriétaires réalisant des travaux de réhabilitation des parties communes de l'immeuble, dont ceux relevant de la « copropriété dégradée » ou « insalubre », une subvention de 30 % du montant TTC des travaux, plafonnée à 4 000 € par immeuble.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de deux copropriétés, pour un montant total de 8 000,00 €.

La liste des opérations est détaillée dans le tableau en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'octroi des subventions telles que décrites ci-dessus et dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée, et dans la limite des crédits annuels alloués ;

Délibération n° 14237

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133621-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE QUARANTE-QUATRE LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Depuis le 1^{er} décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux » marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quarante-quatre logements situés dans les communes de Castelnau-le-Lez, Castries, Fabrègues, Grabels, Jacou, Le Crès, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Sussargues et Vendargues dont deux locatifs et quarante-deux occupés par des propriétaires ou locataires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 153 580 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer modéré pendant 9 ans et les propriétaires occupants à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14238

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133465-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC
- GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - REDEVANCE SPÉCIALE
APPLICABLE AUX DÉCHETS NON MÉNAGERS ASSIMILABLES AUX DÉCHETS
MÉNAGERS - ÉVOLUTION DES TARIFS - APPROBATION**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibération n°6679 du 19 septembre 2005 et n°6834 du 16 décembre 2005, le Conseil a instauré la redevance spéciale concernant les déchets non ménagers assimilables aux déchets ménagers, conformément aux articles L.2333-78 et L.2224-13 du Code général des collectivités territoriales.

Afin de prendre en compte le cas particulier des sites d'implantation de dispositifs de pré collecte regroupant plusieurs producteurs de déchets assimilés et d'encourager à la réduction et au tri des déchets, les conditions générales de collectes et la structure des tarifs ont été modifiés par délibération n°12651 du 27 novembre 2014.

Compte tenu des évolutions indiciaires des coûts des prestations de collecte et de traitement des déchets et afin de continuer à encourager les producteurs à mieux trier leurs déchets, il est proposé de n'actualiser que le tarif relatif aux déchets non recyclables, les autres tarifs demeurant inchangés.

Les tarifs de la redevance spéciale applicables à partir du 1^{er} janvier 2017 sont ainsi fixés à :

- Déchets non recyclables : 0.0295 euro par litre (au lieu de 0,0290 en 2016),
- Déchets recyclables (en mélange, bio déchets ou papiers blancs) : 0.019 euro par litre,
- Verre : 60 euros par tonne.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les tarifs de la redevance spéciale tels qu'exposés ci-dessus, applicables à partir du 1er janvier 2017,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 937,
- autoriser Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134100-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS,
CHASSE ET PECHE**



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DIRUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

PROXIMITÉ, RELATIONS AVEC LES USAGERS, CHASSE ET PÊCHE – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU SERVICE EXTÉRIEUR DES POMPES FUNÈBRES ET DU CRÉMATORIUM - SAEML SFMA - TARIF GÉNÉRAL 2017 - APPROBATION

M. L. JAOUL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la proximité, relations aux usagers, complexe funéraire, chasse et pêche, rapporte :

Par délibération n°12578 du 30 octobre 2014, le Conseil a confié l'exploitation des services funéraires et la gestion du crématorium de Métropole à la SAEML SFMA par délégation de service public.

L'article 22 « dispositions tarifaires » de la convention de délégation de service public, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015 rappelle que les tarifs, pour les prestations résultant de l'application de la convention, sont définis par délibération de l'autorité délégante sur proposition du délégataire, dans la limite de l'évolution annuelle de l'indice INSEE des prix à la consommation relatifs aux services funéraires.

Dans le strict respect du contrat de délégation de service public, le Conseil d'administration de la SAEML-SFMA, réuni en séance du 20 septembre 2016, a donné un avis favorable pour l'application du nouveau tarif général 2017.

Au regard du niveau actuel de la tarification des prestations, des fournitures et du résultat de l'exercice 2015 de la société qui s'élève à 604 652 € ; il est proposé au Conseil de ne pas augmenter le tarif général 2017 des services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole, exploités par la SAEML SFMA. L'architecture dudit tarif fait cependant l'objet de plusieurs adaptations techniques et d'aménagements d'ordre opérationnels, notamment :

Concernant les cercueils :

- le référencement d'un nouveau cercueil galbé (Saphir) en Chêne massif 28mm.
- le remplacement du cercueil «Chambord» (acajou), par le cercueil «Toscane» (frêne).
- le repositionnement des cercueils «Provence-Cévennes» (nouveau fournisseur).
- la suppression des cercueils enfants vernis - adaptation de l'offre par produits teintés blancs.

Concernant les urnes :

- la suppression de deux urnes funéraires (Moustier - Sphère).
- le changement d'appellation de l'urne Bios (Résio).

Concernant les accessoires :

- la suppression des symboles religieux de la gamme Versailles.
- le référencement d'une nouvelle gamme d'accessoires «Argos» noirs vernis.
- l'ajout des prestations de gravures aux ciseaux (gravures manuelles - pierres froides),

Une seule modification tarifaire concerne le véhicule funéraire avec chauffeur du convoi initial pour la cérémonie qui diminue de 1.55%, soit 222,5 € TTC afin d'être en cohérence avec la même prestation lors du transport du défunt après mise en bière.

Le tarif spécifique réservé aux collectivités à quant à lui fait l'objet d'un traitement structurel par l'ajout d'une rubrique dédié aux « transports de corps à visage découvert dans le cadre d'autopsies prescrites par les autorités judiciaires pour l'ensemble des services judiciaires ».

La nouvelle grille tarifaire, applicable à compter du 1^{er} janvier 2017, est décomposée en 9 rubriques et comptera 237 tarifs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nouveau tarif général de la SAEML SFMA, applicable au 1er janvier 2017 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134080-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

RESSOURCES HUMAINES



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I - Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 10 novembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1134056-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LEVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RÉGIE DE L'EAU POTABLE
- AVANCE SUR DOTATION INITIALE - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a créé une régie publique de l'eau potable et de l'eau brute, la Régie des Eaux de Montpellier, dotée d'une personnalité juridique et de l'autonomie financière.

La création de la régie de l'eau potable impose la fixation de la dotation initiale de l'entité à sa régie comprenant une dotation en nature et une dotation en espèces.

La dotation en nature est constituée de l'actif net du service de l'Eau Potable porté par le budget annexe, correspondant au patrimoine acquis depuis la prise de compétence au 1^{er} janvier 2010 et aux équipements dont la propriété a été transférée suite à la dissolution du Syndicat d'Eau Potable du Salaison ou suite à la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole.

La dotation en espèce est constituée des résultats cumulés du budget annexe de l'eau potable arrêtés au 31 décembre 2015 auxquels il faudra ajouter les recettes de la surtaxe (part « collectivité » de la redevance) eau potable perçues en 2016 au titre de 2015.

Afin de répondre à un besoin de trésorerie de la Régie des Eaux de Montpellier, il est proposé de lui verser une avance sur la dotation initiale, soit 2 660 000, 00.

Cette avance sur dotation initiale permettra à la Régie de s'acquitter des charges liées à l'exercice de sa compétence. Le solde sera versé après l'établissement du Compte Administratif 2016.

La fixation définitive de la dotation en nature sera arrêtée ultérieurement, après établissement des actes de transfert de propriété des biens des Communes vers la Métropole, biens initialement mis à disposition de la Communauté d'Agglomération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement à la Régie des Eaux de Montpellier, d'une avance sur dotation initiale, soit 2 660 000,00 €,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, au chapitre 67,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1134638-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DIRUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ALTRAD STADIUM - MISE À DISPOSITION DE TERRAINS ET D'ESPACES - MATCH PRÉPARATOIRE À LA COUPE DU MONDE DE RUGBY FÉMININ 2017 - RENCONTRE FRANCE VS USA - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

De par ses résultats sportifs, ses équipements sportifs d'envergure internationale et les événements qu'elle accueille chaque année, Montpellier Méditerranée Métropole est incontestablement identifiée comme une capitale du sport en France, et les sports féminins y contribuent largement.

Le quotidien l'Equipe a d'ailleurs salué les performances des équipes féminines soutenues par la Métropole en 2015 en classant Montpellier 1ère ville sportive de France au regard du sport féminin.

Championnes de France 2015 et finalistes en 2016, l'équipe féminine du Montpellier Hérault Rugby est un exemple de cette dynamique des sports féminins dans la Métropole. A ce titre plusieurs joueuses de Montpellier pourront être sélectionnées pour défendre les couleurs de l'équipe de France lors de la Coupe du Monde de Rugby féminin programmée du 9 au 26 août 2017 en Irlande.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a œuvré aux côtés du Montpellier Hérault Rugby et de l'association Montpellier Rugby Club pour candidater auprès du Comité du Languedoc et de la Fédération Française de Rugby à XV, pour accueillir l'un des matchs préparatoires à la Coupe du Monde de Rugby féminin de l'équipe de France féminine de rugby.

Après le match Angleterre vs France qui se jouera au Stoop Stadium de Londres le 9 novembre, le match France vs USA qui aura lieu le 22 novembre au Stade de la Méditerranée à Béziers, l'Altrad Stadium de Montpellier accueillera le match retour France vs USA le vendredi 25 novembre 2016.

Dans cette perspective, il convient d'établir avec le Comité Territorial du Languedoc de la Fédération Française de Rugby une convention de mise à disposition de l'Altrad Stadium afin de permettre l'accueil et l'organisation de la rencontre sportive.

La convention définit les modalités de mise à disposition du stade d'honneur, des stades d'entraînement, des abords de l'aire de jeu, des vestiaires, des parkings, de l'espace de réception, des loges, de l'espace traiteur, de la salle de presse.

La redevance d'occupation des espaces mis à disposition est fixée à hauteur de 11 667€.

Cette redevance fera l'objet d'un paiement en nature par le Comité Régional qui se traduira par la mise à disposition au profit de Montpellier Méditerranée Métropole d'espaces de visibilité et de communication autour du match, de billetterie et d'hospitalité pendant la rencontre.

Par ailleurs, cette action fait l'objet de demandes de financements à différentes collectivités et groupements, dont Montpellier Méditerranée Métropole qui prévoit une aide financière spécifique de 30 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition du stade et des espaces de l'Altrad Stadium pour permettre l'accueil et l'organisation d'un match amical de rugby féminin opposant l'équipe de France à l'équipe des USA,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133762-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DIRUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ATTRIBUTION DE SUBVENTION - FONDS SPÉCIAL SPORT - ASSOCIATION KITESURF ET WINDSURF MAGUELONE - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Afin de contribuer au rayonnement de son territoire en faveur de la promotion, de la valorisation et du développement des sports de glisse, Montpellier Méditerranée Métropole associe chaque année son image au Festival International du Kitesurf (FESTIKITE) qui se déroule à Villeneuve-lès-Maguelone.

En effet, idéalement située sur le littoral Méditerranéen et bénéficiant de conditions météorologiques favorables Montpellier Méditerranée Métropole est un territoire reconnu et apprécié par tous les pratiquants de kitesurf et windsurf de France.

Par cette délibération, il est proposé de contribuer financièrement à la création d'un centre d'entraînement régional de kitesurf (CERK) situé sur le territoire de la Métropole, à Villeneuve-lès-Maguelone.

Porteuse du projet, l'association Kite et Windsurf Maguelone, structure reconnue pour l'organisation du Festival International du Kitesurf, dispose de l'appui des instances fédérales, du comité départemental, de la ligue et de la fédération française de vol libre.

Par cette future école de kitesurf, l'association souhaite accompagner les kitesurfeurs qui sortent de stage d'initiation, vers une pratique totalement autonome, puis vers le haut niveau par la participation à des compétitions.

En soutenant le développement de ce centre d'entraînement, Montpellier Méditerranée Métropole contribuera à développer la pratique du kitesurf de haut niveau et à accroître le nombre d'athlètes inscrits au Pôle France Espoir de Montpellier.

Un axe fort du programme pédagogique de ce centre sera orienté vers les jeunes « riders » à potentiel avec une formule très attractive de 3 heures d'entraînement tous les mercredis et samedis après-midi, afin de les faire progresser rapidement aussi bien dans leur pratique individuelle qu'en compétitions.

Une convention entre le pôle d'entraînement France et le club Kite et Windsurf Maguelone sera formalisée afin de valider officiellement ce nouveau pôle d'excellence installé sur le territoire de la Métropole.

Dans ce contexte, afin d'aider l'association dans le développement de ce projet, il est proposé au Conseil de Métropole d'attribuer une aide exceptionnelle de 1 500€ à l'association Kite et Windsurf Maguelone.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de cette subvention à l'association Kite et Windsurf Maguelone, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134064-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – NETTOYAGE DES TRIBUNES, DES ABORDS DIRECTS, DES VESTIAIRES ET DES SANITAIRES DU COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR - MARCHÉ N°4604 DS16 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Afin d'assurer le nettoyage des tribunes, des abords directs, des vestiaires, des buvettes et des sanitaires du Complexe sportif Yves-du-Manoir à Montpellier, il est nécessaire de faire appel à une société spécialisée d'entretien qui intervient avant et après tous les matchs de compétitions et sur les espaces dédiés aux activités sportives des associations.

Les prestations objet du marché concernent l'exécution de prestations d'hygiène, d'entretien avec la fourniture des produits nécessaires et de nettoyage des locaux, espaces, tribunes, abords directs, des vestiaires, des buvettes et des sanitaires du complexe sportif Yves-du-Manoir situé Avenue de Bugarel à Montpellier.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande conclu avec un seul opérateur à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 25-I.1 et 67, 68, 78, 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Le marché s'exécute donc, à survenance du besoin, par l'émission de bons de commandes du pouvoir adjudicateur.

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible par période successive de un an pour une durée maximale de trois ans. Le montant maximum annuel du marché est fixé à 100 000 € H.T., montant identique pour chaque période éventuelle de reconduction.

A l'issue de la période de consultation des entreprises, et d'analyse des offres réceptionnées, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 4 octobre 2016, a attribué le marché n°4604DS16 à la société SUD SERVICE sise à Castelnau-le-Lez qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de choix mentionnés au règlement de la consultation (prix et valeur technique des prestations).

Il est donc proposé d'approuver la conclusion de ce marché avec la société SUD SERVICE pour un montant estimatif annuel de 66 861,25€ HT par an.

La société SUD SERVICE devra se conformer strictement aux prescriptions du cahier des charges définies notamment au C.C.A.P. (Cahier des Clauses Administratives Particulières) et au C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°4604DS16 de nettoyage des tribunes, des abords directs, des vestiaires et des sanitaires du complexe sportif Yves-du-Manoir avec la société SUD SERVICE,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché sus mentionné ainsi que tout autre document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à l'exécution du marché, notamment sa résiliation éventuelle.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133764-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RÉSEAU DES PISCINES - OPÉRATION "BOUGEONS ENSEMBLE POUR LE TÉLÉTHON" - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET L'ASSOCIATION FRANÇAISE CONTRE LES MYOPATHIES (AFM) À OCCASION DE L'ÉDITION 2016 DU TÉLÉTHON - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

En favorisant l'apprentissage de la natation et du patinage scolaire, ainsi qu'en permettant aux clubs et associations sportives de la Métropole qui le souhaitent, d'évoluer au sein de nos installations sportives (stades, piscines...), Montpellier Méditerranée Métropole contribue activement au développement de la pratique sportive sur son territoire.

Consciente que l'amélioration du bien être de ses habitants, en cohérence avec la définition de la Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé, passe aussi par la recherche et le développement scientifique, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'engager aux côtés d'associations impliquées dans ce domaine.

Dans ce cadre, chaque année Montpellier Méditerranée Métropole organise la Fête des vignes sur l'esplanade Charles de Gaulle à Montpellier, dont l'intégralité des recettes récoltées est reversée à l'association « Ensemble contre le Sida dans le cadre du Sidaction ». Depuis 2006, ce sont près de 150 000 € qui ont été versés par Montpellier Méditerranée Métropole au Sidaction dans le cadre de cette fête.

Par ailleurs, le Téléthon organisé depuis 1987 par l'association française contre les myopathies (AFM), a pour but de financer des projets de recherche sur les maladies génétiques neuromusculaires, mais aussi sur d'autres maladies génétiques rares. L'argent récolté est également utilisé pour aider et accompagner les malades atteints de myopathie.

Après une première expérience l'an passé à la Alex Jany de Jacou et au Centre Nautique Neptune, ayant permis de récolter près de 1000 €, le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'impliquer à nouveau dans le cadre de l'édition 2016 du téléthon. Dans ce cadre, il est proposé d'organiser le samedi 10 décembre à la Piscine Olympique d'Antigone une journée et une soirée d'animations ludiques, festives et artistiques, qui s'inscrit dans le cadre du vingtième anniversaire de la piscine.

A cette occasion, le bassin sportif de la Piscine Olympique d'Antigone sera aménagé avec des modules de structures gonflables, permettant la réalisation du plus grand parcours d'Europe d'animations aquatiques, la mise en place de jeux pour les enfants et de défis pour les adultes.

Une soirée spéciale sera dédiée à une projection d'un film au cœur de la piscine Olympique. Les spectateurs auront le choix entre des places dans les gradins (500 places) ou dans des fauteuils gonflables (150 places) mis à leur disposition sur le bassin.

Durant cette journée, un tarif d'entrée de 3€ sera proposé aux participants des différentes animations aquatiques. Concernant la soirée, un tarif de 3€ supplémentaire sera proposé aux spectateurs de la séance de cinéma.

Toutes les recettes engendrées par les produits d'entrées publiques de la journée et de la soirée, seront intégralement reversées à l'association française contre les myopathies (AFM) au titre de l'édition 2016 du Téléthon.

Il est donc proposé de signer un contrat d'engagement avec l'association française contre les myopathies (AFM), définissant les modalités du partenariat et les conditions de reversement total de la recette de la manifestation au bénéfice de la recherche.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le partenariat avec l'association française contre les myopathies (AFM) à occasion de l'édition 2016 du Téléthon ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions, ainsi que l'ensemble des actes relatifs à sa mise en œuvre.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133519-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS,

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – CHAMPIONNAT DU MONDE DE HANDBALL 2017 - CONVENTION CADRE AVEC LA LIGUE RÉGIONALE DE HANDBALL POUR L'ORGANISATION DES MATCHS DU CHAMPIONNATS DU MONDE DE HANDBALL MASCULIN 2017 À MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, fidèle à sa politique sportive à destination du sport haut niveau, soutient l'organisation sur son territoire de manifestations d'envergure nationale et internationale, dont l'audience auprès du public et l'impact médiatique contribuent à promouvoir la pratique sportive et participent au développement local de son territoire.

Compte tenu de la place particulière occupée, à la fois pour des raisons historiques et culturelles, par le handball à Montpellier et dans la Métropole et compte tenu de l'impact prévisible et attendu de l'événement, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Ligue Languedoc-Roussillon ont souhaité se rassembler dans un partenariat destiné à financer, sur leur territoire, l'organisation du Championnat du Monde 2017 de handball, des actions communes d'accompagnement permettant la réussite de l'événement et le développement de la pratique sportive en général et du handball en particulier.

Par sa délibération n°12876 en date du 31 mars 2015, le Conseil de Métropole a approuvé la signature d'une convention d'accueil du Championnat du Monde de Handball Masculin 2017 avec le Comité d'Organisation France 2017, la Ligue Régionale de Handball et la Région Occitanie.

Cette première convention a permis de définir avec le Comité d'Organisation France 2017 les conditions d'accueil de l'événement, les conditions de mise à disposition du site de compétition et des terrains d'entraînement pour la préparation et le déroulement des matchs, les modalités de communication et de promotion de l'événement, ainsi que le programme d'animations périphériques. Dans ce cadre, la contribution financière de Montpellier Méditerranée Métropole est destinée aux dépenses d'hébergements, de transports, de restauration des équipes et officiels, de fourniture et pose du sol sportif, de services médicaux, de communication et de logistique du site de compétition (technologie numérique, mobilier, signalétique, décoration), de recrutement et de formation des volontaires.

Il convient désormais de déterminer par convention les modalités de financement respective de la Ville et de la Métropole dans le cadre de l'organisation des matchs de Championnat du Monde de Handball Masculin 2017 qui se dérouleront les samedi 21 (1/8ème de finale), dimanche 22 (1/8ème de finale) et mardi 24 janvier 2017 (1/4 de finale) à l'Arena de Montpellier.

Cette convention conclue avec la Ligue Régionale de Handball prévoit l'octroi d'une contribution financière d'un montant de 94 000€ par 'collectivité' destinée à l'organisation de l'événement à Montpellier, sous réserve du respect des obligations contractuelles de la Ligue.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, par la signature de cette convention, à verser d'ici fin 2016, une subvention de 75 000 €, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution financière dédiée et des validations du budget prévisionnel de l'opération et du concours financiers des autres collectivités.

Pour l'exercice budgétaire 2017, il sera proposé au Conseil de Métropole, dans le cadre du vote du budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole, d'attribuer le solde de la subvention ainsi définies, soit 19 000€ à verser à l'issue de la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de la convention cadre avec la Ligue Régionale de Handball pour l'accueil et l'organisation des Championnats du Monde de Handball Masculin 2017,
- dire que les crédits sont prévues au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,

Délibération n° 14269

- préciser que le solde de la subvention de 19 000€ sera soumise au vote du Conseil de Métropole dans le cadre du budget primitif 2017, sous réserve de l'adoption de l'autorisation annuelle de subvention,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.##13;

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. J.-M. LUSSERT.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134033-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

TRANSPORT ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY DEUXIÈME LIGNE - CONVENTION DE MANDAT N°379T0 POUR LES ÉTUDES ET LA RÉALISATION - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ POUR L'ANNÉE 2015 - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

AVANCEMENT DE L'OPERATION

La ligne 2 du tramway a été inaugurée le 16 décembre 2006 et mise en service commercial le même jour.

Cette ligne a connu, dès sa mise en service, un vrai succès. Dès septembre 2009, la fréquence de passage a été augmentée avec un tramway toutes les 5 minutes sur le tronçon central aux heures de pointes, et toutes les 10 minutes sur les tronçons d'extrémité en voie unique. Aujourd'hui, plus de 51 000 voyageurs sont transportés chaque jour sur la ligne 2 (fréquentation en hausse de 10% entre 2013 et 2015).

L'année 2015 a été marquée par la réalisation de l'aménagement définitif de la plateforme avenue de l'Europe à Castelnau le Lez, au droit de l'ancienne parcelle PEUGEOT, dont la 1^{ère} tranche avait été réalisée en 2010.

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ECOULÉE :

- *Administratif*

Publication aux hypothèques en février 2015 de la dernière ordonnance d'expropriation concernant les parcelles AR144 et AR145 sur l'avenue de l'Europe à Castelnau le Lez (dépôt de la demande en août 2014).

- *Acquisitions foncières*

Parallèlement au volet administratif de l'expropriation concernant la parcelle AR145, le volet judiciaire, engagé en 2014, s'est achevé début 2015 par un jugement de la Cour d'Appel qui a confirmé les montants initiaux des indemnités à verser à une exception, et a refusé l'indemnisation des 2 commerçants et de leurs propriétaires non expropriés (Le Charlton et Bike 34).

En parallèle, l'ordonnance d'expropriation demandée en août 2014 a été publiée le 20 février 2015.

- *Travaux complémentaires*

Les derniers travaux de la ligne 2 permettant l'alignement complet de la plateforme, la reprise de la piste cyclable et les aménagements définitifs de voirie ont été engagés en juin 2015 et se sont achevés au dernier trimestre 2015.

- *Contentieux/Indemnisation des commerçants*

Quatre contentieux sont en cours :

Le premier avec la société ARCADES automobiles. La Cour d'Appel de Marseille a annulé le jugement de première instance octroyant une indemnité à ARCADES automobiles (500 278€). ARCADES automobiles s'est pourvu en Conseil d'Etat à l'encontre de la Métropole et de TaM, et a demandé la suspension du remboursement.

Un pourvoi en cassation a été inscrit en février 2016 contre cet arrêt de la Cour d'Appel de Marseille, à la demande d'ARCADES Automobiles.

En parallèle, des démarches ont été engagées par la Trésorerie municipale pour obtenir le remboursement des sommes versées suite à la condamnation initiale du Tribunal Administratif de Montpellier (561 900€). Ces démarches sont sans succès à ce jour.

Le deuxième avec Madame Zineb Khiari qui avait demandé la désignation d'un expert pour évaluer le préjudice suite à une chute place Jules Ferry sur des câbles électriques sous gaines non enterrés. Le TGI a rejeté la demande de Mme Khiari et cette dernière a fait appel.

Les deux derniers contentieux concernent des cas d'indivisions complexes (indivisions Durand et Calafell) qui sont toujours en cours en 2015.

- **Marchés**

Sur 167 marchés passés au total, 162 ont été soldés à fin 2015 et 5 sont en cours d'exécution :

- Maîtrise d'œuvre (Egis Rail)
- Reprise voiries Sablassou (Colas Midi Méditerranée/ MAPA>50 000€ HT)
- Conseil juridique et représentation juridique (SCP Vinssonneau, Palies, Noy, Gauer & associés / MAPA>50 000€HT)
- Assistance technique à la réalisation d'actes administratifs de vente (Setis / MAPA>50 000€HT)
- Prestations diverses de reprographie et numérisation (Groupe Superplan / MAPA)

POINT FINANCIER

Dépenses au 31/12/2015

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2015 fait apparaître une dépense totale constatée de **520 909 784 € courants HT** (soit 425 955 622 € HT en valeur d'origine février 2000), dont :

- **502 763 095 € HT** de dépenses réalisées sur l'opération par TaM mandataire (soit 409 150 275 € HT en valeur février 2000) décomposées en :
 - 451 612 025 € HT correspondant à l'opération 2^{ème} ligne de tramway,
 - 14 852 792 € HT correspondant aux opérations connexes financées par la Métropole,
 - 7 583 584 € HT correspondant à 3 rames supplémentaires
 - 25 987 234 € HT correspondant aux opérations connexes financées par la Ville de Montpellier,
 - 593 899 € HT au titre des opérations connexes financées par le SIGC,
 - 685 662 € HT au titre des opérations connexes financées par la Commune de Castelnau le Lez
 - 1 447 899 € HT au titre des opérations connexes financées par la SNCF
- **18 146 689 € HT** de rémunération du mandataire (soit 16 805 347 € HT en valeur février 2000).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2015 arrêté par TaM mandataire portant sur la deuxième ligne de tramway,
- approuver le bilan financier prévisionnel de l'opération,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134010-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE - MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE N°969T4 POUR LES ÉTUDES ET LA RÉALISATION - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ POUR L'ANNÉE 2015 - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

AVANCEMENT DE L'OPÉRATION

A la suite de la mise en service commerciale le 7 avril 2012 de la 3^{ème} ligne de tramway, les opérations de finition et de réception des différents marchés liés à cette ligne de tramway se sont poursuivies sur toute l'année 2015.

PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE L'ANNÉE 2015

- *Parking Mosson*

A la suite de l'arrêt du projet de construction d'un parking en ouvrage sur le parc relais existant de la Mosson, la clôture des marchés concernés par cette opération a été engagée en 2014 et le dernier marché, celui de la maîtrise d'œuvre, a été résilié en 2015.

L'opération est ainsi clôturée définitivement. Son retrait du mandat est inscrit dans l'avenant n°6 en cours de finalisation.

- *Financement suite à l'appel à projets « Transports Urbains »*

A la suite d'un appel à projets « Transports Urbains », l'Etat a décidé d'attribuer à la Métropole une subvention de 82,6 millions d'euros. Le versement de cette subvention est lié à l'avancement des dépenses du projet.

Fin 2014, 80% du montant de la subvention a été versé. Le versement du solde étant conditionné à l'achèvement total de l'opération et à la présentation d'un dossier de clôture comportant notamment un pré-bilan LOTI (Loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs) ; ce dernier a été transmis par la Métropole aux services de la DDTM en 2014.

Le bilan LOTI a été finalisé et remis à la Métropole en 2015 avec l'ensemble des éléments financiers.

- *Marchés*

L'activité de passation des marchés de travaux s'est déroulée principalement entre 2009 et 2011. En 2015, le dernier marché de travaux a été clôturé suite à un avenant transactionnel acté au Conseil de Métropole du 05 février 2015 (marché infrastructure secteur E-3M425).

- *Finitions postérieures à la mise en service*

Le projet de la ligne 3 prévoyait des vannes martellières permettant la protection des étangs en cas de pollution accidentelle sur l'avenue de l'Europe et la RD 21. Cette opération a fait l'objet d'un appel d'offres remporté par l'entreprise SOLATRAG.

Les travaux prévus en 2015 ont été suspendus à notre demande afin de revoir la solution technique. Ces travaux sont reportés en 2016.

La modification des accès au parking Gambetta avait engendré une demande du SDIS de reprise du système de ventilation. Ces travaux ont eu lieu en 2015 et ont permis d'obtenir l'avis favorable de la Commission de Sécurité.

- *Aménagements et équipements complémentaires*

Deux carrefours sur la commune de Juvignac dans la nouvelle Zac des Caunelles avaient été décalés pour des raisons de travaux de construction de bâtiments. La Zac ayant avancé, l'aménagement d'un des carrefours a été finalisé et instruit avec les services de l'État fin 2014.

La réalisation du second carrefour a pu être programmée en 2015. Elle a été attribuée à l'entreprise SNEF. Les travaux ont démarré fin 2015 après instruction du dossier de Sécurité par le STRMG pour une mise en service au 1^{er} trimestre 2016.

- *Acquisition foncière*

Il reste une dizaine de dossiers en cours dont la plupart seront signés courant 2016/2017, compte tenu des retards pris dans la rédaction des actes notariés.

ÉTAT DES CONTENTIEUX FIN 2015

- *Commission d'Indemnisation à l'Amiable (CIA)*

Le Tribunal Administratif de Montpellier a évacué la plupart des procédures engagées antérieurement, de façon générale en confirmant les décisions de la Commission d'indemnisation à l'amiable ; trois arrêts du Tribunal Administratif de Montpellier ont fait l'objet d'un appel par la partie adverse et restent pendant près la Cour Administrative d'Appel.

- *Domages aux tiers*

Quatre requêtes au fond ont été engagées en 2015 pour indemnisation de préjudice corporel, suite à un accident en lien avec les travaux de construction de la ligne 3. Une requête au fond est en cours d'engagement et une demande indemnitaire suite à un accident a été rejetée par le Tribunal Administratif de Montpellier.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL

- *Solde des marchés*

L'activité de clôture des marchés de travaux, liés au programme initial ayant conduit à la mise en service des lignes 3 et 4 en avril 2012, touche à sa fin. Le suivi de la garantie prolongée du marché Système d'Aide à l'Exploitation s'est achevé en février 2015 et le suivi de la garantie normale du marché matériel roulant doit se poursuivre.

BILAN FINANCIER

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2015 fait apparaître une dépense totale constatée de **536 067 474€ HT** courants (soit 412 982 736€ HT en valeur avril 2004), dont :

- **518 383 030 € HT** de dépenses réalisées sur l'opération par TaM mandataire (soit 396 951 697 € HT en valeur avril 2004), décomposées en :
 - 509 176 815€ HT correspondant à l'opération ligne 3 seule.
 - 3 274 030€ HT correspondant aux financements connexes de la Métropole
 - 5 519 641€ HT correspondant aux financements de la ville de Montpellier
 - 309 349€ HT correspondant aux financements de la ville de Lattes
 - 103 195€ HT correspondant aux financements de la ville de Pérols
- **17 684 444€ HT** de rémunération du mandataire (soit 16 031 039€ HT en valeur avril 2004).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2015 arrêté par TaM mandataire portant sur la 3ème ligne de tramway,
- approuver le bilan financier prévisionnel,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134019-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE QUATRIÈME LIGNE -
CONVENTION DE MANDAT N°2232 POUR LES ÉTUDES ET LA RÉALISATION
- COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ POUR L'ANNÉE 2015 -
APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

AVANCEMENT DE L'OPÉRATION

L'année 2015 a été marquée par la réalisation générale des travaux d'infrastructures du bouclage de la ligne 4 (réseaux, voie ferrée, revêtement).

Cette année a été également marquée par la décision, en septembre 2015, de la Métropole et de la Ville de Montpellier d'intégrer dans le programme des travaux, la réhabilitation de l'Avant-Place Royale avec une livraison concomitante à la ligne 4.

Le programme de l'opération a également été modifié, dans le cadre d'un avenant au mandat, afin d'intégrer dans le programme la reprise des études concernant les ascenseurs desservant la station Peyrou – Arc de Triomphe ainsi que la piétonisation du boulevard Henri IV souhaitée par la Ville de Montpellier.

L'avenant n°3 a, par ailleurs, étendu le périmètre du plan Lumière à la cathédrale Saint-Pierre, au Palais de Justice, à l'Avant-Place Royale et à l'Arc de Triomphe.

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE

- Mandat

La mise au point de l'avenant n°3 au mandat s'est déroulée pendant l'année 2015. Il a été approuvé par délibération n°13543 du 16 décembre 2015.

- Administratif, procédures, autorisations

Permis de Construire / Autorisation Spéciale de Travaux

L'Autorisation Spéciale de Travaux (AST) pour les ancrages de la Ligne Aérienne de Contact (LAC) et de l'éclairage public sur les monuments Pont Vialleton/Hôtel Lunas/Chapelle Saint-Charles et l'AST pour l'aménagement de l'Avant-Place Royale ont reçu un avis favorable.

Le Permis de construire pour les ascenseurs de la station Peyrou – Arc de Triomphe a reçu un avis favorable.

Convention Ascenseurs

Un projet de convention de transfert de gestion de la surface occupé par les ascenseurs a été établi entre la Métropole, France Domaine et la chancellerie pour permettre la gestion des ascenseurs à partir de l'été 2016.

Ancrages façades

L'enquête publique qui s'est déroulée au mois de mai 2015 a abouti à un avis favorable sans réserve.

Sécurité du système de transport

Le principe de fonctionnement de la Place Albert 1^{er} sur le même principe que la Gare Saint-Roch a été validé par le STRMTG.

Suite aux travaux de l'été 2015 avec raccordement au réseau existant, l'ensemble des essais a été concluant et les avis ont été favorables à la reprise d'exploitation.

- **Travaux**

Durant l'année 2015, 80% des travaux ont été réalisés. Les derniers travaux concessionnaires se sont achevés au printemps.

L'ensemble des travaux « réseaux » a eu lieu de janvier à juin 2015.

Les premières plateformes tramway ont été livrées à l'entreprise de voie ferrée au printemps. La première soudure a eu lieu le 20 mai 2015.

L'été 2015 a été consacré, pendant huit semaines, aux travaux de jonction à réaliser sur les lieux de raccordement avec le réseau existant.

Les revêtements définitifs des trottoirs et plateforme ont été réalisés entre septembre et décembre 2015.

Les premiers travaux d'équipement ont démarré dans l'hiver par la mise en place des mâts LAC et le tirage des câbles souterrains.

La préparation du chantier des ascenseurs s'est finalisée en décembre pour un démarrage des terrassements en janvier 2016 dès l'obtention du Permis de construire.

A la fin 2015, restaient en chantier les secteurs Avant-Place Royale / Boulevard Vialleton / Rue du Faubourg Saint-Jaumes et place Albert 1^{er} / Rue Broussonnet.

ÉTAT DES CONTENTIEUX A FIN 2015

Les contentieux déjà engagés se sont poursuivis sans évolution notable courant 2015 à l'exception d'échange de mémoires.

Il n'y a pas eu de nouveaux contentieux introduits en 2015.

- **Commission d'Indemnisation à l'Amiable**

En 2015, la CIA s'est réunie à quatre reprises. Sur les 28 demandes réceptionnées, dix-neuf ont été jugées recevables, huit ont été jugées irrecevables et une a été différée. Trois ont fait l'objet d'une indemnisation définitive courant 2015.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL

L'année 2016 verra la fin de chantier avec :

- La mise en place de la ligne aérienne de contact,
- L'ouverture de voie et la phase essais,
- En parallèle, la réalisation du chantier sur la Place Royale et des ascenseurs desservant la station Peyrou Arc de Triomphe,
- Une mise en service commerciale le 02 juillet 2016.

BILAN FINANCIER

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2015 fait apparaître une dépense totale cumulée constatée sur l'opération de **46 251 124€ HT** (soit 41 202 034 HT en valeur mars 2009) dont :

- **39 725 863€ HT** d'opération (soit 34 974 316€ HT en valeur mars 2009),
- **6 525 261€ HT** de rémunération mandataire (soit 6 227 718€ HT en valeur Mars 2009).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2015 arrêté par TaM mandataire portant sur le bouclage de la quatrième ligne de tramway,
- approuver le bilan financier prévisionnel,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1134024-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOUSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SURVEILLANCE PERMANENTE DU TUNNEL DE LA COMÉDIE - CONVENTION DE GESTION DE SERVICE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER AU BÉNÉFICE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence « voirie-espace public », la maîtrise d'ouvrage du tunnel de la Comédie a été transférée à Montpellier Méditerranée Métropole.

A ce titre, la Métropole doit réaliser les opérations de travaux et de gros entretien nécessaires dans le tunnel (génie civil, chaussées, équipements de sécurité) et remplir les obligations administratives attachées à ce type d'équipement (élaboration et tenue à jour du dossier de sécurité, démarches réglementaires préliminaires à des travaux modificatifs, exercice annuel de sécurité).

Deux missions principales concernent l'exploitation du tunnel de la Comédie :

- la maintenance préventive et curative des équipements de sécurité (éclairage public, dispositif de ventilation, vidéosurveillance avec détection automatique d'incident, barrières automatiques, protection contre l'incendie, gestion télécommandée de l'ensemble du système), ainsi que les petits travaux d'entretien des équipements annexes de la voirie (marquage au sol, panneaux de police et directionnels...) ;
- la surveillance permanente du tunnel et les actions de gestion associées, comme la fermeture de celui-ci lorsque les conditions le nécessitent et le déclenchement des opérations conjointes (demande d'intervention des forces de police et/ou de secours, activation des dispositifs de désenfumage...).

La maintenance préventive et curative est assurée depuis le 1^{er} janvier 2016 par la Métropole, avec ses propres services.

La surveillance permanente du tunnel a toujours été assumée par le Centre de Supervision Urbain de la ville de Montpellier :

- en terme technique (infrastructure technique de surveillance imbriquée et regroupée avec le réseau général de vidéosurveillance du domaine public de la ville de Montpellier) ;
- du point de vue organisationnel (surveillance sur des postes de travail mutualisés avec les autres missions de vidéosurveillance du CSU et sur des quotités de temps de travail difficilement agrégeables).

Compte tenu de ces éléments et à la suite du transfert, il est apparu préférable que la commune conserve la gestion de la totalité des moyens affectés au Centre de Supervision Urbain, la Métropole ne disposant pas des moyens nécessaires pour assurer une surveillance permanente du tunnel de la Comédie.

En conséquence, il convient de mettre en place une convention de gestion de service, par laquelle la commune remplit cette mission de surveillance pour le compte de la Métropole. Cette organisation permet à la fois de maintenir la continuité du service public au niveau communal et de mobiliser des moyens ré pondant aux nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention a pour objet de fixer les modalités d'exercice de la mission de surveillance permanente du tunnel de la Comédie par la commune de Montpellier.

Elle est passée en application des articles L5217-7 et L5215-27 du Code général des collectivités territoriales en vertu desquels une Métropole peut confier à une de ses communes membres la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions.

Il est donc proposé de signer avec la commune de Montpellier la convention de gestion de service au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de gestion de service avec la commune de Montpellier pour la surveillance permanente du tunnel de la Comédie,

Délibération n° 14274

- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de cette convention sont inscrits au budget principal de la Métropole, aux chapitres 938 et 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1133417-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – GROUPEMENT DES AUTORITÉS RESPONSABLES DE TRANSPORT (GART) - ADHÉSION - DÉSIGNATION DES MEMBRES REPRÉSENTANTS

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, autorité organisatrice des mobilités sur le territoire métropolitain, est membre du Groupement des Autorités Responsables de Transport (GART), depuis 1995.

Cette association fondée en 1980, est un acteur influent au service de la promotion des transports publics et des modes alternatifs à l'usage individuel de la voiture. En tant qu'expert incontournable des grands enjeux de la mobilité durable, le GART assure l'échange d'informations entre les collectivités et leurs groupements, intervient auprès des services de l'Etat et développe les initiatives nécessaires au développement des transports en commun.

Il est proposé à l'Assemblée de :

- confirmer l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au GART jusqu'au 31 décembre 2020 (pour mémoire, la cotisation est calculée en fonction du nombre d'habitants, ainsi, pour l'année 2016, le montant annuel de l'adhésion au GART s'élève à 19 978,21 €) ;
- désigner un représentant pour siéger et représenter Montpellier Méditerranée Métropole lors des différentes Assemblées générales et Commissions du GART.

Le Président propose la candidature suivante :

Jean-Pierre RICO en qualité de représentant titulaire.
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Pour la désignation du représentant, il est proposé à l'Assemblée de décider à l'unanimité de ne pas procéder par un vote à bulletin secret, mais par un vote à mains levées, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au GART avec effet jusqu'au 31 décembre 2020,
- désigner Monsieur RICO en tant que représentant titulaire de Montpellier Méditerranée Métropole au GART,
- décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à mains levées,
- autoriser le représentant de la Métropole à exercer toutes fonctions dévolues dans le cadre de cette représentation,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des transports, au chapitre 011.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 06/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161124-lmc1134017-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 NOVEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme L. ACQUIER à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme C. JABADO à M. R. REVOL, Mme C. LÉVY-RAMEAU à M. A. EL KANDOSSI, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. B. TRAVIER à M. G. CASTRE, Mme A. YAGUE à Mme I. MARSALA.

Absent(es):

Mme P. DANAN, Mme F. JAMET

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CLUB DES VILLES ET TERRITOIRES CYCLABLES - ADHÉSION - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015, a développé depuis l'été 2007 un service public de location de vélos en libre-service, complémentaire au réseau de transports en commun dans une logique de multimodalité alternative à la voiture individuelle. Ce service dénommé « VéloMag » met à disposition des habitants de la métropole 400 vélos en courte durée répartis sur 56 vélostations.

Ce service offre une alternative à la voiture particulière. Ainsi, près de 212 800 locations ont été enregistrées au cours de l'année 2015.

Pour bénéficier des expériences des autres collectivités et groupement sur ce type de service et créer une dynamique entre les villes françaises et européennes, la Métropole a adhéré en 2007 au Club des Villes et Territoires Cyclables. Cette association, type loi 1901, a pour mission de faciliter, sécuriser et développer la circulation des cyclistes. Parallèlement, la commune de Montpellier, également acteur de cet enjeu de mobilité durable sur son territoire, est adhérente à cette association.

Le passage du statut d'agglomération à celui de métropole, le transfert de compétences des services de la ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que la mutualisation des services en cours, ont mis en évidence la nécessité d'un regroupement des deux adhésions en une seule. Cette adhésion sera portée par Montpellier Méditerranée Métropole. Pour mémoire, le montant de la cotisation est fixé à 225 euros de base forfaitaire pour 12 000 habitants à laquelle s'ajoute 1 cotisation de 0,0217 euros par habitant supplémentaire et 22 euros d'abonnement à la revue « Ville et Vélo ». Pour information, son coût, s'élèvera à 9 700 € environ pour l'année 2016.

Par ailleurs, conformément aux statuts de l'association, la Métropole est représentée au sein de l'association par un délégué. Il est donc proposé à l'Assemblée de procéder en séance à cette désignation :

A cette fin, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est décidé de ne pas procéder à cette désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée.

Le Président propose la candidature suivante :

Stéphanie JANNIN en qualité de représentante titulaire.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au Club des Villes et Territoires Cyclables jusqu'en 2020,
- désigner Madame JANNIN en tant que représentante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de cette association,
- décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à mains levées,
- autoriser Madame JANNIN à exercer toutes fonctions qui lui seraient dévolues dans le cadre de cette représentation,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des transports, au chapitre 011,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 07/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 06/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161124-lmc1134023-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 06/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 24 novembre 2016
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-481	Décision relative à la convention de dépotage de sous produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'entreprise ISS HYGIENE & PREVENTION	288
D2016-578	Décision relative à un contrat n°2016/21221 de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST	290
D2016-604	Décision relative à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage du Syndicat du Bassin du Lez auprès de Montpellier Méditerranée Métropole pour le marché de travaux d'aménagement en génie végétal de la berge rive gauche du Lez sur le site dénommé « Ancien Cynodrome » à Castelnau-le-Lez	292
D2016-637	Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché d'entretien des espaces verts par la commune de Prades-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole	294
D2016-644	Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint-Brès	296
D2016-667	Décision relative au marché n°4595DC16 de fourniture de matériel audiovisuel pour le réseau des médiathèques	298
D2016-668	Décision relative au marché n°4580DC16 de fourniture d'étiquettes RFID pour l'équipement des documents du réseau des médiathèques	300
D2016-678	Décision relative au marché n°4087TV15 de Maintenance et travaux de voirie pour la Ville de Montpellier - Avenant n°3 au lot 1 Quartier Centre	302
D2016-694	Décision relative à une convention de mise à disposition des espaces du presbytère situé au domaine de Grammont avec la SARL HTH - Théâtre des 13 Vents	304
D2016-696	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'emprises de voiries issues de la rue des Jasses à Saint Jean de Védas	306
D2016-697	Décision d'ester en justice "COSTANTIN - Cour d'Appel de Montpellier"	308
D2016-701	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées - Parcelle AO n°77 Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	309
D2016-708	Décision relative à une convention de mise à disposition des espaces du presbytère situé au domaine de Grammont avec la ville de Montpellier	311
D2016-709	Décision d'ester en justice "SOCRI GESTION - TA n°1604304-4"	313
D2016-710	Décision relative à la vente au profit de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole Emprises de terrain ZAC Descartes - Commune de Lavérune	314
D2016-711	Décision relative à un avenant de transfert au contrat n°CMA-20151028/MPAGMU01/20151028-ATH-IMA de maintenance informatique du progiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE et du logiciel de gestion documentaire associé installés au musée Fabre	316

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-712	Décision relative à un avenant de transfert au contrat n°CMA/20141105-V3-MULAMU01-L/ATH-IMA de maintenance, de mise à jour et d'assistance téléphonique du progiciel de gestion des œuvres FLORA MUSÉE installé au musée Henri Prades de Lattara	318
D2016-718	Décision relative à la signature de la convention concernant la pose d'un récepteur de télé-relevé des compteurs d'eau sur un candélabre situé rue de l'Ancien Four - 34570 Murviel-lès-Montpellier	320
D2016-722	Décision relative à la clôture de la régie de recettes et d'avances de la régie publique de l'eau de Grabels	322
D2016-727	Décision relative l'avenant 1 au marché n°3772DC14 -Travaux de couverture du Site du Castellans	324
D2016-731	Décision relative à l'avenant n°2 au mandat d'étude de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur Cannabe à Courdonterral	326
D2016-736	Décision d'ester en justice "SENS INEDIT - requête n°16MA03602 CAA Marseille"	328
D2016-738	Décision relative à un contrat de maintenance informatique de logiciels SAP BUSINESS OBJECTS	329
D2016-739	Décision relative à l'agrément de candidature de l'Association des Œuvres du Père Colombier dans le Parc 2000 extension à Montpellier	331
D2016-740	Décision relative à l'agrément de candidature de la société Tendence Menuiserie dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	332
D2016-744	Décision d'ester en justice "Sens Inédit, requête n° 16MA03601"	335
D2016-745	Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, de divers équipements culturels	336
D2016-751	Décision relative au marché n°4412UH16 de l'étude urbaine de l'interface Grabels - Montpellier	338
D2016-753	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une ancienne voie, rue Dominique Larrey à Montpellier	340
D2016-754	Décision relative au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL Loisirs d'été, portant sur une parcelle à Villeneuve-lès-Maguelone en vue d'installer un restaurant de plage - Loyers 2016 et 2017	342
D2016-758	Décision relative à la constitution d'une servitude de canalisations d'eaux usées - parcelles AO n°15, 17 et 307 - Lieu-dit "Le Pouzol" - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	344
D2016-761	Décision relative à la convention d'occupation temporaire pour travaux sur les parcelles AO n°15, 17 et 307 - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	346
D2016-765	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BN 141 de 20 m² rue du Trident sur la commune du Crès	348

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-768	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SYNCHRONE STUDIO dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	350
D2016-769	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ESPELIA dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	352
D2016-770	Décision relative à l'agrément de candidature de la société EVEA dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	354
D2016-775	Décision relative au marché n°4552DE16 - Maintenance multi technique des 3 bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (CAP ALPHA, CAP OMEGA, MIBI) avec travaux et prestations associés à la maintenance	356
D2016-776	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SOLUCIEL dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	358
D2016-777	Décision relative au prêt de l'exposition "La Grosse Expo de Boris"	360
D2016-781	Décision relative à l'agrément de candidature de la société KELI dans la ZAC GAROSUD extension à Montpellier	362
D2016-782	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SBC dans la ZAC Descartes à Lavéune	364
D2016-787	Décision relative à la déconsignation de fonds	366
D2016-790	Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°8.582 portant sur les travaux de serrurerie des ascenseurs du Peyrou dans le cadre du Bouclage de la ligne 4 de tramway	369
D2016-795	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec l'entreprise TWIN SOLUTIONS pour une réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	371
D2016-800	Décision relative au transfert de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, du Marché d'Intérêt National	373
D2016-801	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ENEKIO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	375
D2016-802	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALCYAN CRÉATIONS dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	377
D2016-803	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste immatriculé CV 999 SB à l'Hôtel des ventes 113	379
D2016-806	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 46 m² avenue de Maurin à Montpellier	381
D2016-815	Décision d'ester en justice "DEWEVRE Philippe (FOURCADIER ANGELIS), requête TA n°1605140-8"	383
D2016-872	Décision relative à la donation à la médiathèque centrale Émile Zola d'un plan cavalier de la ville de Montpellier datant de 1886 par M. Philippe Saurel	385



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention de dépotage de sous produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'entreprise ISS HYGIENE & PREVENTION

- **Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26 décembre 2014 portant transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Vu** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **Vu** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **Vu** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement,
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif (ANC), pour le dépotage des matières de vidange aux stations d'épuration Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des déchets gras extraits des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques, pour le dépotage des déchets gras aux stations d'épuration Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges de matières mélangées (matières de vidange ANC et déchets gras ou autres) et le curage de réseaux prenant en charge le transport et l'élimination des matières mélangées extraites des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques, de l'ANC et des équipements de transport et de traitement des effluents, pour le dépotage des matières mélangées aux stations d'épuration Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues,

D E C I D E

ARTICLE 1:

Une convention de dépotage pour les matières de vidange des installations d'assainissement non collectif, pour les déchets gras extraits des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques et pour les matières mélangées des sous produits de l'assainissement, est passée avec la société :

Pour la station d'épuration Maera à Lattes

ISS HYGIENE & PREVENTION, dont le siège social est situé au 5 2670 Avenue Julien Panchot à Perpignan 66000,

Pour la station d'épuration de Baillargues

ISS HYGIENE & PREVENTION, dont le siège social est situé au 5 2670 Avenue Julien Panchot à Perpignan 66000,

Pour la station d'épuration de Fabrègues

ISS HYGIENE & PREVENTION, dont le siège social est situé au 5 2670 Avenue Julien Panchot à Perpignan 66000.

ARTICLE 2 : La convention prend effet à compter de la date fixée par la notification de la convention à l'entreprise. Sa validité est de 3 ans à compter de la date de notification de ladite convention.

ARTICLE 3 : Les tarifs sont les suivants : (valeurs au 1^{er} janvier 2015)

Station d'épuration Maera à Lattes :

Matières de vidange (MDV) : 20 € hors taxes par tonne,

Déchets gras uniquement : 20 € hors taxes par tonne,

Matières mélangées (MDV et déchets gras et autres) : 30 € hors taxes par tonne.

Station d'épuration de Baillargues et Fabrègues :

Matières de vidange (MDV) : 20 € hors taxes par tonne,

Déchets gras uniquement : 20 € hors taxes par tonne,

Matières mélangées (MDV et déchets gras et autres) : 40 € hors taxes par tonne.

La TVA est à 10%.

La facturation s'effectue semestriellement (1er Juillet, 1er Janvier) par l'Exploitant. Les sommes dues sont exigibles sous un délai de 45 jours.

A défaut de règlement dans ce délai, l'Exploitant est en droit de demander des intérêts de retard, calculés au taux d'intérêt légal.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président délégué au Service Public de l'Eau et de l'Assainissement, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-481
Reçue en Préfecture le	17/10/16
Affichée le	17/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161017- lmc1127777-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat n°2016/21221 de service de
télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée, telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la signature d'une convention de dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité avec la Préfecture de Région conformément à la délibération n°7399 du Conseil du 22 décembre 2006,
- VU le dispositif de télétransmission des actes FAST sélectionné à l'article 2.1 de cette convention,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'adhérer au contrat de service de télétransmission des actes de ce dispositif,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat n°2016/21221 de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST est conclu avec la société DOCAPOST FAST, 120 – 122 rue Réaumur, 75002 PARIS.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne 8 certificats RGS** Certinomis pour la télétransmission par voie électronique des arrêtés Ressources Humaines et des marchés publics d'un montant supérieur à 209 000 € H.T. à la Préfecture de Région, ainsi que celle des bordereaux de mandements et titres à la Trésorerie Générale.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une période d'un an. Il sera ensuite renouvelable par reconduction tacite par période d'un an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à huit cent quatre-vingt-trois euros et vingt cents T.T.C. (883,20 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-578
Reçue en Préfecture le	27/10/16
Affichée le	27/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161027-lmc1129884-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/10/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage du Syndicat du Bassin du Lez auprès de Montpellier Méditerranée Métropole pour le marché de travaux d'aménagement en génie végétal de la berge rive gauche du Lez sur le site dénommé « Ancien Cynodrome » à Castelnau-le-Lez

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 16 janvier 2015 relative à l'élection de Madame GALABRUN BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-260 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-4 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame GALABRUN BOULBES dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des risques aquatiques »,

CONSIDÉRANT la volonté de Montpellier Méditerranée Métropole, suite aux épisodes de crues, de faire appel aux techniques douces de protection des berges par la mise en œuvre des techniques du génie végétal pour effectuer les travaux de reprofilage et de consolidation la berge rive gauche du Lez sur le site dénommé « Ancien Cynodrome » à Castelnau-le-Lez,

CONSIDÉRANT la nécessité de solliciter l'assistance du Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE) dont la Métropole est membre, pour élaborer et suivre, à titre gracieux, le marché de travaux d'aménagement en génie végétal de ce site,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage est passée entre le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE) et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette convention porte sur l'assistance à maîtrise d'ouvrage relative aux travaux d'aménagement en génie végétal de la berge rive gauche du Lez sur le site dénommé « Ancien Cynodrome » à Castelnau-le-Lez. Le marché de travaux, estimé à 32 500 € HT, va être lancé prochainement selon une procédure adaptée.

ARTICLE 3 : La convention prendra effet dès sa signature et restera en vigueur pendant toute la durée du marché, soit la durée des travaux et du délai de garantie fixé à un an après la réception.

ARTICLE 4 : Le Syndicat du Bassin du Lez s'engage à assurer un appui administratif et technique à titre gracieux.

ARTICLE 5 : Madame GALABRUN BOULBES, Vice-Présidente est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-604
Reçue en Préfecture le	11/10/16
Affichée le	11/10/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161011-lmc1129996-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 11/10/2016

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Prévention des risques majeurs et gestion
des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant de co-utilisation du marché d'entretien des espaces verts par la commune de Prades-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Prades-le-Lez en date du 31 décembre 2015,
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant de co-utilisation ci-après est passé entre la commune de Prades-le-Lez, Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise suivante :

- BRL Espaces verts à Mauguio, pour le marché n°4266TV15 (20140122) relatif à « l'entretien des espaces verts », conclu pour un montant annuel de 12 500, 00 € HT et une durée d'un an renouvelable deux fois, soit jusqu'au 02/03/2017.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-637
Reçue en Préfecture le	17/10/16
Affichée le	17/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161017- lmc1130464-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint-Brès

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13517 du 16 décembre 2015 relative aux conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- VU la délibération n°2016-039 du 25 mai 2016 de la commune de Saint-Brès,
- VU l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridique, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint-Brès ont signé une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules le 1^{er} juin 2016,
- **CONSIDERANT** qu'il convient que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint-Brès établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la mise à disposition, ces listes étant annexées à la convention,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint-Brès établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules faisant l'objet de la convention de mise à disposition signée le 1^{er} Juin 2016.

ARTICLE 2 : Les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la convention de mise à disposition sont annexées à la convention.

ARTICLE 3 : La mise à disposition de l'ensemble des biens est à titre gracieux. Les frais de fonctionnement seront remboursés par les bénéficiaires de la mise à disposition.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-644
Reçue en Préfecture le	25/10/16
Affichée le	25/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161025- lmc1130509-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4595DC16 de fourniture
de matériel audiovisuel pour le réseau des médiathèques**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que, compte tenu des besoins en matériel audiovisuel du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, il y a lieu de formaliser les commandes de fournitures de ce type par le biais d'un marché à procédure adaptée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché à bons de commande n°4595DC16, est passé avec la société Sud Média System, 103 rue Jean-Baptiste Calvignac, 34670 Baillargues.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la fourniture de matériel audiovisuel pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Ce marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an.

ARTICLE 4 : Ce marché a pour montant minimal annuel 10 000 € HT. et pour montant maximal annuel 50 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-667
Reçue en Préfecture le	20/10/16
Affichée le	20/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161020-lmc1131070-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 20/10/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4580DC16 de fourniture d'étiquettes
RFID pour l'équipement des documents du réseau des médiathèques**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment ses articles 27 et 78 à 80,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de poursuivre l'équipement des documents avec des puces RFID pour permettre les transactions de prêt et de retour dans tous les établissements automatisés du réseau des médiathèques et au regard de la procédure de publicité et de mise en concurrence suivie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un accord-cadre à bons de commande n°4580DC16, est passé avec la société Bibliotheca SAS, 4 allée verte, 75011 Paris.

ARTICLE 2 : Cet accord cadre concerne la fourniture d'étiquettes RFID pour l'équipement des documents du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Il prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible deux fois.

ARTICLE 4 : Son montant est de 10 000 € H.T. minimal annuel. et de 29 000 € H.T. maximal annuel Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-668
Reçue en Préfecture le	20/10/16
Affichée le	20/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161020-lmc1131089-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 20/10/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4087TV15 de Maintenance et travaux de voirie pour la Ville de Montpellier - Avenant n°3 au lot 1 Quartier Centre

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28, et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant n°3 au lot 1 "Quartier Centre" du marché 4087TV15,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°3 au marché n°4087 TV 15 de Maintenance et Travaux de voirie pour la ville de Montpellier est passé avec l'entreprise RAZEL-BEC sise à Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 3 : Les prix suivants sont ajoutés au bordereau :

	Fourniture de pierres	Unité	PU € HT
VA085430	Dalles Drom mélangées layées 15x20x30 ép 3cm (Ancien courrier, Trésoriers de la bourse)	m2	217,00
VA085440	Dalles Rochebelle Flammées 60x40 ép 3cm (En Rouan, Marchés aux fleurs)	m2	177,00
VA085450	Dalles Rocheret Flammées libresx40 ép 10cm (Plan de l'Om)	m2	308,00
VA085460	Fourniture dalles béton noires type de Verdun 25x50 ép 6 cm	u	32,00
VA085470	Dalle granit Red Carmen 130x91 ép 3cm	m2	285,00
VA085480	Pavés Carrare 7,5x7,5 polis avec chanfrein (Comédie, Loge)	m2	444,90

VA085490	Liseré Carrare 4x4 bombé long 35, taille poli (Comédie, Loge Jean Jaurès)	ml	60,38
----------	---	----	-------

ARTICLE 4 : Le montant du marché reste inchangé.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-678
Reçue en Préfecture le	12/10/16
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161011-lmc1131214-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/10/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de mise à disposition des espaces du presbytère
situé au domaine de Grammont avec la SARL HTH - Théâtre des 13 Vents**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que la SARL HTH – Théâtre des Treize Vents, occupante principale du Théâtre des Treize Vents, a sollicité auprès de Montpellier Méditerranée Métropole la mise à disposition d'espaces supplémentaires au domaine de Grammont,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est occupante principale des locaux du presbytère du domaine de Grammont, en vertu d'une convention de mise à disposition conclue avec la ville de Montpellier, et que ces espaces sont disponibles,
- **CONSIDERANT** que les biens mis à la disposition de la SARL Théâtre des Treize Vents lui permettront de poursuivre son activité de création, production, exploitation, gestion et formation, dans le domaine du numérique notamment.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition des espaces du presbytère du domaine de Grammont est conclue avec la SARL HTH – Théâtre des Treize Vents.

ARTICLE 2 : Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit, charges en sus, pour une durée courant de la date de la signature de la convention jusqu'au 31 décembre 2017. Elle pourra être renouvelée par tacite reconduction par période d'un an sans pouvoir excéder 3 renouvellements.

ARTICLE 3 : Monsieur Philippe SAUREL, Président, et Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, sont autorisés à signer la convention visée à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-694
Reçue en Préfecture le	25/10/16
Affichée le	25/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161025- lmc1131500-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 25/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'emprises
de voiries issues de la rue des Jasses à Saint Jean de Védas**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint Jean de Védas n°2015/217 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété à titre gratuit de la totalité de l'ensemble du domaine public et privé routier communal et ses dépendances ainsi que de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du 1^{er} janvier 2016,
- VU la décision du Président n° D2015-828 en date du 08 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et ses accessoires, de la commune de Saint Jean de Védas dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **CONSIDERANT** que la modification du tracé de la rue des Jasses à Saint Jean de Védas a eu pour conséquence la désaffectation de fait de tronçons de voirie à ce jour non affectés à l'usage du public,
- **CONSIDERANT** que les tronçons de voirie ne sont plus affectés à aucun usage public, et que cette désaffectation ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait de tronçons de voirie issus de la rue des Jasses à Saint Jean de Védas, pour une superficie d'environ 3 423 m²

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public des tronçons de voirie issus de la rue des Jasses conformément à l'article L 141-3 du code de la voirie routière, pour une superficie totale de 3 423 m² environ.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral des emprises intégrées au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-696
Reçue en Préfecture le	17/10/16
Affichée le	17/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161017- lmc1131510-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "COSTANTIN - Cour d'Appel de Montpellier"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à l'avis de déclaration d'appel déposée par les consorts COSTANTIN près la Cour d'Appel de Montpellier, reçue le 23 août 2016 à la Métropole, contre la décision prononcée le 25 mai 2016 par le Juge de l'expropriation de l'Hérault dans l'instance RG n°15/00128 fixant indemnités d'acquisition du bien immobilier cadastré section AV n°8 sur la commune de Vendargues.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-697
Reçue en Préfecture le	25/10/16
Affichée le	25/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161025- Imc1131583-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées - Parcelle AO n°77 Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du Service Public de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU le projet de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'évacuation des eaux usées consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Monsieur et Madame Pierre PIGNOL, propriétaires de la parcelle située commune de Villeneuve-lès-Maguelone, et cadastrée section AO n°77
- **CONSIDERANT** que l'instauration de cette servitude sur la parcelle AO n°77 est rendue nécessaire dans le cadre du renouvellement de la canalisation de rejet de la station d'épuration de Villeneuve lès Maguelone,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une servitude de passage réelle et perpétuelle de canalisations d'eaux usées en tréfonds est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Monsieur et Madame Pierre PIGNOL, propriétaires de la parcelle cadastrée section AO n°77 sise commune de Villeneuve lès Maguelone, sur une emprise d'environ 480m², telle que figurée sur le plan joint à la convention de servitude annexée à la présente décision.

ARTICLE 2 : La servitude est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 192 € (cent quatre-vingt-douze euros), frais d'acte en sus à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

Décision n° D2016-701

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-701
Reçue en Préfecture le	07/10/16
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161007- lmc1131678-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention de mise à disposition des espaces du presbytère situé au domaine de Grammont avec la ville de Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la conclusion ou la révision du louages de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans, que la chose soit louée ou prise à bail,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Ville de Montpellier pour la mise à disposition de locaux au sein du Domaine de Grammont dans le cadre de l'exercice de sa compétence « culture »,
- **CONSIDERANT** que la ville de Montpellier bénéficie de locaux, actuellement vacants, répondant aux critères de recherche de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de location pour la mise à disposition des espaces du presbytère du domaine de Grammont est conclue avec la ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit, charges en sus, pour une durée courant jusqu'au 30 juin 2026.

ARTICLE 3 : Monsieur Philippe SAUREL, Président, , est autorisé à signer la convention visée à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-708
Reçue en Préfecture le	25/10/16
Affichée le	25/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161025- lmc1131722-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 25/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "SOCRI GESTION - TA n°1604304-4"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1604304-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 août 2016 par la société SOCRI GESTION tendant à l'annulation du contrat conclu le 15 décembre 2014 entre la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) et la société IF Ecopole du groupe FREY désignant cette dernière opérateur de la construction et de la gestion future du nouveau programme commercial d'ODE Acte 1.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauger et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-709
Reçue en Préfecture le	25/10/16
Affichée le	25/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161025- lmc1131732-AU-1-l

Fait à Montpellier, le 25/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente au profit de la Société
d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole
Emprises de terrain ZAC Descartes - Commune de Lavérune**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Lavérune n°2016-11 en date du 2 mars 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2016-229 en date du 5 avril 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lavérune dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- VU les décisions du Président n°D2016-446 en date du 17 juin 2016 et D2016-564 en date du 28 juillet 2016 relatives à la désaffectation et au déclassement du domaine public de ces quatre délaissés de voirie, aujourd'hui cadastrés BX 38, BX 39, BX 40 et BX 66,
- VU la demande d'acquisition adressée par la Société d'Aménagement de Montpellier méditerranée métropole (SA3M) à Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'avis de France Domaine en date du 11 mai 2016, référence 2016 - 134 V0718,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SA3M, représentée par son Directeur Général, domiciliée à Montpellier Etoile Richter 45 place Ernest Granier, les parcelles cadastrées BX 38 (165 m²), BX 39 (160 m²), BX 40 (67 m²) et BX 66 (4 m²), situées dans la ZAC Descartes sur la commune de Lavérune.

ARTICLE 2 : La vente sera réalisée à l'euro symbolique conformément à l'estimation de France Domaine.

ARTICLE 3 : Maître Anne VIDAL, notaire à Montpellier, à la demande et aux frais de la SA3M, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-710
Reçue en Préfecture le	25/10/16
Affichée le	25/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161025-lmc1131742-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant de transfert au contrat n°CMA-20151028/
MPAGMU01/20151028-ATH-IMA de maintenance informatique
du progiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE et du
logiciel de gestion documentaire associé installés au musée Fabre**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 139,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords-cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 4^{ème} paragraphe,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la décision n°D2015-764 approuvant le contrat n°CMA 20151028/MPAGMU01/20151028-ATH-IMA de maintenance informatique du progiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE et du logiciel de gestion documentaire associé installés au musée Fabre, conclu avec la société EVER TEAM,
- VU la cession de la branche d'activité de la gamme logicielle FLORA de la société EVER TEAM à la société DECALOG,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant de transfert au contrat n°CMA-20151028/MPAGMU01/20151028-ATH-IMA de maintenance informatique du progiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE et du logiciel de gestion documentaire associé installés au musée Fabre est conclu et a pour objet, suite à la cession de la branche d'activité de la gamme logicielle FLORA, de substituer le titulaire du marché : EVER TEAM, SAS au capital de 7 441 692 Euros, dont le siège social est situé 17 quai Joseph Gillet, 69004 Lyon, immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 311 349 096, par le nouveau titulaire du marché : DECALOG, SAS au capital de 359 100 Euros, dont le siège social est situé 1244 rue Henri Dunant, 07500 Guilherand-Granges, immatriculée au RCS d'Aubenas sous le numéro 331 746 396.

ARTICLE 2 : Cet avenant ne modifie pas le contrat initial sur les autres clauses, et ni la durée, ni le montant du marché initial.

ARTICLE 3 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-711
Reçue en Préfecture le	11/10/16
Affichée le	11/10/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161011-lmc1132303-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/10/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant de transfert au contrat n°CMA/20141105-V3-MULAMU01-L/ATH-IMA de maintenance, de mise à jour et d'assistance téléphonique du progiciel de gestion des œuvres FLORA MUSÉE installé au musée Henri Prades de Lattara

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords-cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 4^{ème} paragraphe,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la décision n°D2015-271 approuvant le contrat n°CMA/20141105-V3-MULAMU01-L/ATH-IMA de maintenance, de mise à jour et d'assistance téléphonique du progiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE installé au musée Henri Prades de Lattara, conclu avec la société EVER TEAM,
- VU la cession de la branche d'activité de la gamme logicielle FLORA de la société EVER TEAM à la société DECALOG,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant de transfert au contrat n°CMA/20141105-V3-MULAMU01-L/ATH-IMA de maintenance, de mise à jour et d'assistance téléphonique du progiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE installé au musée Henri Prades de Lattara est conclu et a pour objet, suite à la cession de la branche d'activité de la gamme logicielle FLORA, de substituer le titulaire du marché : EVER TEAM, SAS au capital de 7 441 692 Euros, dont le siège social est situé 17 quai Joseph Gillet, 69004 Lyon, immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 311 349 096, par le nouveau titulaire du marché : DECALOG, SAS au capital de 359 100 Euros, dont le siège social est situé 1244 rue Henri Dunant, 07500 Guilherand-Granges, immatriculée au RCS d'Aubenas sous le numéro 331 746 396.

ARTICLE 2 : Cet avenant ne modifie pas la durée et le montant du marché initial.

ARTICLE 3 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-712
Reçue en Préfecture le	11/10/16
Affichée le	11/10/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161011-lmc1132357-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/10/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature de la convention concernant la pose d'un récepteur de télé-relevé des compteurs d'eau sur un candélabre situé rue de l'Ancien Four - 34570 Murviel-lès-Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté A2016-161 du 27 avril 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine Voirie et Espace Public,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de la modernisation du système de relevé des compteurs d'eau, le Syndicat du Bas Languedoc, dont Montpellier Méditerranée Métropole est membre, a confié à la Lyonnaise des Eaux et plus précisément sa filiale Dolce Ô Service, la mise au point et le déploiement d'un dispositif novateur de « relevé automatisé des compteurs d'eau à distance », un récepteur doit être installé sur un candélabre situé rue de l'Ancien Four à Murviel-lès-Montpellier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la pose d'un récepteur de télé-relevé de compteurs d'eau sur un candélabre situé rue de l'Ancien Four à Murviel-lès-Montpellier.

ARTICLE 2 : La société Dolce Ô Service s'engage à réaliser les travaux de fourniture et pose d'un récepteur de télé-relevé de compteur d'eau à ses frais. L'exécution financière de la convention est nulle entre les parties.

ARTICLE 3 : La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par les parties, pour une durée de 10 ans. Elle sera reconductible tacitement par périodes successives de même durée sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 4 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27 avril 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-718
Reçue en Préfecture le	24/10/16
Affichée le	24/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161024-lmc1131878-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 24/10/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la clôture de la régie de recettes
et d'avances de la régie publique de l'eau de Grabels**

- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la délibération n°12226 du 20 mai 2014 instituant pour la commune de Grabels la gestion en régie publique de la compétence eau potable à partir du 1^{er} novembre 2014,
- VU le marché d'exploitation du service eau potable sur la commune de Grabels n°3671EA14,
- VU la décision n° D2014-826 du 11 décembre 2014, instituant une régie de recettes et d'avances auprès de la « SAUR »,
- VU l'avis conforme du 8 septembre 2016, du Comptable Assignataire,
- **CONSIDERANT** la création de la régie publique de l'eau de Montpellier 3M, il convient de clôturer la régie de recettes et d'avances de l'eau de Grabels.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La régie de recettes et d'avances auprès de la « SAUR », est clôturée à compter du 1^{er} octobre 2016.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-722
Reçue en Préfecture le	20/10/16
Affichée le	20/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161020-lmc1131905-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative l'avenant 1 au marché n°3772DC14

-Travaux de couverture du Site du Castellas

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU le marché n°3772DC14 – concernant les travaux de couverture du site du Castellas de Murviel les Montpellier,X
- VU la cession, avec effet au 1^{er} juin 2016 du marché n°3772DC14 à la société FREDERIC MARTORELLO ARCHITECTE immatriculée sous le n°RCS 450833470

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3772DC14 doit être passé en vue du transfert à la société FREDERIC MARTORELLO ARCHITECTE des prestations exercées jusqu'alors par la société ARPENT.

ARTICLE 2 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-727
Reçue en Préfecture le	20/10/16
Affichée le	20/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161020-lmc1132374-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/10/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°2 au mandat d'étude de faisabilité
en vue de l'aménagement du secteur Cannabe à Cournonterral**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics de 2006, notamment son article 3, alinéa 1^{er} et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat »,
- **VU** la décision n°D2013-297 en date du 13 mai 2013 relative à l'attribution à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) du mandat d'études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » sur la Commune de Cournonterral,
- **VU** la décision n°D2015-470 en date du 21 octobre 2015, relative à l'avenant n°1 au mandat d'étude de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur « Cannabe » à Cournonterral,

CONSIDERANT que le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SAAM est donc devenue la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),

CONSIDÉRANT que le mandataire doit mener l'ensemble des missions prévues en tranche conditionnelle dans le contrat initial, mis à part la constitution des dossiers de déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'établir un avenant au mandat initial pour acter la modification de la durée de celui-ci afin que le mandataire puisse mener les missions prévues en tranche conditionnelle, mise à part la constitution des dossiers de déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant au mandat initial relatif aux études de faisabilité en vue de l'aménagement du secteur Cannabe à Cournonterral est passé avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

ARTICLE 2 : La durée prévisionnelle du mandat est portée de 40 mois à 52 mois.

ARTICLE 3 : L'ensemble des missions prévues en tranche conditionnelle dans le contrat initial doivent être menées mise à part la constitution des dossiers de déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire.

ARTICLE 4 : Le montant global du contrat est inchangé.

ARTICLE 5 : Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 6 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-731
Reçue en Préfecture le	06/10/16
Affichée le	07/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161006-lmc1132026-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 06/10/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "SENS INEDIT - requête n°16MA03602 CAA Marseille"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°16MA03602 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 6 septembre 2016 par les sociétés Sens Inédit (désormais IVOIRE P.J.L), SPIDER CORP et TOSCANE PROD contre le jugement n°1404296-4 et 1405332-4 du Tribunal Administratif de Montpellier du 8 juillet 2016 décidant du montant en réparation pour préjudices consécutivement à la décision du 23 juillet 2014 par laquelle le pouvoir adjudicateur a résilié pour motif d'intérêt général le lot n°1 du marché 08.862.012 portant sur le "conseil en communication, définition de la stratégie pour la promotion et l'évènementiel" signé par la TAM ès qualité mandataire du maître d'ouvrage, la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-736
Reçue en Préfecture le	20/10/16
Affichée le	20/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161020-lmc1132101-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de maintenance
informatique de logiciels SAP BUSINESS OBJECTS**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics notamment son article 27,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** l'acquisition des outils logiciels SAP BUSINESS OBJECTS de la société SAP auprès de la société SCC, titulaire du marché n°3891RI15 d'acquisition de licences de logiciels standards, partenaire et fournisseur officiel de ces logiciels,
- **VU** la mise en place depuis 2002, par Montpellier Méditerranée Métropole, d'une plateforme de gestion des données décisionnelles basée sur les outils logiciels SAP BUSINESS OBJECTS de la société SAP,
- **VU** le souhait de la collectivité de mettre en œuvre une évolution de ces logiciels et de faire l'acquisition de la maintenance associée,
- **CONSIDERANT** la nécessité de souscrire un contrat de maintenance de ces logiciels auprès de la société SCC dont les prestations seront assurées par l'éditeur SAP qui en a l'exclusivité,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de maintenance informatique des logiciels SAP BUSINESS OBJECTS est conclu avec la société SCC, 96, rue des 3 Fontanot - 92000 Nanterre.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne les licences des logiciels SAP BUSINESS OBJECTS utilisées pour la mise en place d'une plateforme de gestion des données décisionnelles de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa date de notification pour une période de 1 an.

ARTICLE 4 : Le montant de ce contrat s'élève à neuf mille sept cent trente-et-un euros et soixante dix cents TTC (9 731, 70 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-738
Reçue en Préfecture le	18/10/16
Affichée le	18/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161018-lmc1132458-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/10/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de l'Association des
Œuvres du Père Colombier dans le Parc 2000 extension à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de l'association ci-après, présentée la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC PARC 2000 extension à Montpellier : l'Association des Œuvres du Père Colombier est candidate à l'acquisition du lot G3 de 1 252 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux de 1 094,71 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 100 m². L'utilisateur final sera l'Association pour la Protection de l'Enfance et de l'Adolescence – APEA – (service social spécialisé).
L'association prévoit un effectif de 90 emplois sur site au démarrage.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de l'association des œuvres du Père Colombier ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-739
Reçue en Préfecture le	07/10/16
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161007- lmc1132136-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
Tendance Menuiserie dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société TENDANCE MENUISERIE, représentée par Monsieur Alexandre SARZIER est une SARL dont l'activité est la menuiserie bois.
Elle est candidate à la location du lot A01 de 105 m² pour une période de 23 mois.
L'entreprise projette un effectif de 1 personne dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société TENDANCE MENUISERIE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-740
Reçue en Préfecture le	07/10/16
Affichée le	07/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161007- lmc1132141-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Sens Inédit, requête n° 16MA03601"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°16MA03601 le 6 septembre 2016 par la Société Sens Inédit près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1404294 du 8 juillet 2016 rejetant sa demande d'indemnisation consécutivement à la résiliation pour motif d'intérêt général du lot n°1 du marché n°2867CO12 "communication de l'institution" signé le 15 mars 2012.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-744
Reçue en Préfecture le	20/10/16
Affichée le	20/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161020-lmc1132166-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, de divers équipements culturels

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ou de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n° 2016/277 en date du 20 juillet 2016,
- VU l'arrêté n°2016-125, du 21 mars 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de la Biodiversité et de la Culture Scientifique et technique,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L 1311-13 et L2122-21 du Code général des collectivités territoriales, le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier, des biens énumérés ci-dessous:

Commune de Montpellier

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m²	N° inventaire Ville de Montpellier	Valeur vénale portée à l'inventaire
Planétarium Galilée	SK n° 128	1 005	BAT42137	6 088 856.91€

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, est autorisé à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à ces affaires, conformément à l'arrêté n°2016-125 du 21 mars 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-745
Reçue en Préfecture le	07/10/16
Affichée le	07/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161007- lmc1132170-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4412UH16 de
l'étude urbaine de l'interface Grabels - Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame JANNIN dans le domaine du « Développement, Aménagement durable du territoire et de l'espace public, Habitat »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de prestations intellectuelles pour la réalisation de « l'étude urbaine de l'interface Grabels - Montpellier » et la procédure de mise en concurrence réalisée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4412UH16 de prestations intellectuelles est passé avec l'entreprise LA FABRIQUE URBAINE, 5 Cité Popincourt, 75011 Paris.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'étude urbaine du secteur d'interface entre les villes de Grabels et Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Le délai d'exécution est de 16 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 64 975 € HT, soit 77 970 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Madame JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-751
Reçue en Préfecture le	25/10/16
Affichée le	25/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161025- lmc1132248-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 25/10/2016

Mme S. JANNIN

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une ancienne voie, rue Dominique Larrey à Montpellier

- VU l'article L.5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Montpellier n° 2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tous modes de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **CONSIDERANT** que le projet de démolition-reconstruction de logements locatifs situés sur la parcelle cadastrée TB 6 rue de la Valsière, mené par l'Office Public ACM, modifie les fonctions de desserte ou de circulation sur ce secteur,
- **CONSIDERANT** que l'emprise de voirie dénommée rue Dominique Larrey, d'une contenance de 839 m² environ, n'est plus affectée à l'usage public, et qu'elle n'a plus aucune utilité publique de desserte ou de circulation,

D E C I D E

Article 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait de l'emprise de voirie dénommée rue Dominique Larrey d'une contenance de 839 m² environ.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L 141-3 du Code de la voirie routière, cette emprise de voirie est déclassée du domaine public, et intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : Les services du Cadastre seront sollicités pour procéder au numérotage cadastral de l'emprise désaffectée et déclassée.

Article 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-753
Reçue en Préfecture le	17/10/16
Affichée le	17/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161017-lmc1132262-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL Loisirs d'été, portant sur une parcelle à Villeneuve-lès-Maguelone en vue d'installer un restaurant de plage - Loyers 2016 et 2017

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU la délibération de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone n°2012-148 du 4 décembre 2012 relative à l'autorisation de signature d'un bail locatif avec la SARL Loisirs d'été,
- **CONSIDERANT** la nécessité de fixer les loyers 2016 et 2017 relatifs au bail de location signé par la commune de Villeneuve-lès-Maguelone avec la SARL Loisirs d'été lié à l'exploitation d'un restaurant de plage,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le montant des loyers annuels pour 2016 et 2017 à verser par la SARL Loisirs d'été dans le cadre du bail locatif conclu avec elle sur la parcelle BY 16 à Villeneuve-lès-Maguelone est fixé à 57 511,44 €.

ARTICLE 2 : Le montant du loyer 2017 sera indexé conformément à l'indice INSEE loyers commerciaux.

ARTICLE 3 : Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, est autorisé à signer le bail visé à l'article 1 conformément aux délégations qui lui sont accordées.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-754
Reçue en Préfecture le	17/10/16
Affichée le	17/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161017- lmc1132271-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la constitution d'une servitude de canalisations d'eaux usées - parcelles
AO n°15, 17 et 307 - Lieu-dit "Le Pouzol" - Commune de Villeneuve-les-Maguelone**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de L'Eau et de l'Assainissement »,
- VU la convention de servitude de passage réelle et perpétuelle en tréfonds de toutes canalisations d'évacuation des eaux usées consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Montpellier SUPAGRO, propriétaire des parcelles situées sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, et cadastrées AO n°15, 17 et 307, d'une emprise de servitude de 3 165 m²,
- **CONSIDERANT** que l'instauration de cette servitude sur les parcelles AO n°15, 17 et 307 est rendue nécessaire dans le cadre du renouvellement de la canalisation de rejet de la station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une servitude de passage de canalisations d'eaux usées en tréfonds est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Montpellier SUPAGRO, propriétaire des parcelles cadastrées section AO n°15, 17 et 307, sises commune de Villeneuve-lès-Maguelone, sur une emprise de 3 165 m² telle que figurée sur les plans joints.

ARTICLE 2 : La servitude est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de mille deux cent soixante euros (1 260 €), frais d'acte en sus à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 21.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer l'acte à intervenir et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-758
Reçue en Préfecture le	17/10/16
Affichée le	17/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161017-lmc1132397-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention d'occupation temporaire pour travaux sur les parcelles AO n°15, 17 et 307 - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU la signature par Montpellier SUPAGRO d'une convention d'occupation temporaire pour travaux au profit de Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles lui appartenant cadastrées section AO n°15, 17 et 307, sises commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour une emprise de 5 245 m²,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement cette emprise de 5 245 m² afin d'effectuer les travaux de renouvellement de la canalisation de rejet des effluents de la Station d'épuration vers la Mosson,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est signée pour une durée de TROIS mois, à compter du jour d'occupation des terrains au cours de l'hiver 2016-2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier SUPAGRO sur les parcelles lui appartenant cadastrées section AO n°15, 17 et 307, sises commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour une emprise d'occupation de 5 245 m²,

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de mille cinq cent euros (1 500 €).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Décision n°	D2016-761
Reçue en Préfecture le	17/10/16
Affichée le	17/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161017-lmc1132416-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée
BN 141 de 20 m² rue du Trident sur la commune du Crès**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente déléguée,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU le procès-verbal de l'assemblée générale des copropriétaires de l'ensemble immobilier dénommé Résidence Les Hameaux des Chênes, rue du Trident sur la commune du Crès, en date du 6 juillet 2016,
- **CONSIDERANT** que la parcelle cadastrée BN 141 de 20 m² rue du Trident à vocation à intégrer le domaine public routier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle BN 141 de 20 m² à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, auprès de la copropriété Les Hameaux des Chênes au Crès,

ARTICLE 2 : Maître DEMAILLE notaire à Saint Gély du Fesc a été désigné par la copropriété pour effectuer toutes les formalités préalables, il sera chargé de rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Métropole,

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-765
Reçue en Préfecture le	20/10/16
Affichée le	20/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161020-lmc1132438-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
SYNCHRONE STUDIO dans l'ancien Hôtel de Ville de
Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société SYNCHRONE STUDIO, représentée par William HONFFO est une SARL dont l'activité est l'infographisme, le graphisme et le visuel d'architecture.
Elle est candidate à la location du lot 3.2 de 57.12 m² pour une période de 5 ans, 4 mois et 3 jours.
L'entreprise projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SYNCHRONE STUDIO ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-768
Reçue en Préfecture le	07/10/16
Affichée le	07/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161007- lmc1132578-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ESPELIA dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société ESPELIA, représentée par Loïc MAHEVAS est une SAS dont l'activité est le service aux collectivités
Actuellement locataire du lot 11 représentant 233 m², elle est candidate au renouvellement de sa convention de sous-occupation pour une période de 4 mois et 14 jours.
L'entreprise projette un effectif de 15 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ESPELIA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-769
Reçue en Préfecture le	07/10/16
Affichée le	07/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161007- lmc1132583-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
EVEA dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société EVEA, représentée par Madame Mélanie MEILHAC est une SAS dont l'activité est l'évènementiel.
Elle est candidate à la location des lots B02C et B02D de 121 m² pour une période 4 mois.
L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société EVEA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-770
Reçue en Préfecture le	07/10/16
Affichée le	07/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161007- lmc1132586-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4552DE16 - Maintenance multi technique des 3 bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (CAP ALPHA, CAP OMEGA, MIBI) avec travaux et prestations associés à la maintenance

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de fournitures courantes et services, « Maintenance multi technique des 3 bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (CAP ALPHA, CAP OMEGA, MIBI) avec travaux et prestations associés à la maintenance ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4552DE16 de services est passé avec la société **ENGIE COFELY** à Manguio (34 130).

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an. Il est reconductible une fois.

ARTICLE 3 : Le marché comprend un montant forfaitaire annuel de 43 280 € HT soit 51 936 € TTC et des prestations ponctuelles limitées par un seuil maximum annuel de 40 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-775
Reçue en Préfecture le	14/10/16
Affichée le	14/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161014-lmc1132618-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/10/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SOLUCIEL dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société SOLUCIEL, représentée par Madame Caroline JERTILA-LACOURTE est une SAS dont l'activité est l'édition de logiciels.
Elle est candidate à la location du lot 3.3 de 35.84 m² pour une période de 5 ans, 4 mois et 3 jours.
L'entreprise projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SOLUCIEL ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-776
Reçue en Préfecture le	07/10/16
Affichée le	07/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161007- lmc1132624-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au prêt de l'exposition "La Grosse Expo de Boris"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) autoriser celles établies au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, lorsque les crédits sont inscrits au budget et la signature des conventions de dépôt d'œuvres qui ne sont grevées ni de conditions ni de charges ;
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** la programmation culturelle de la médiathèque centrale Emile Zola, et notamment la présentation de l'exposition « La Grosse Expo de Boris », du 25 octobre au 19 novembre 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de location de l'exposition « La Grosse Expo de Boris » est conclue avec la SARL 'Les Editions Thierry Magnier', sise 18 rue Séguier - 75006 Paris.

ARTICLE 2 : La location concerne la mise à disposition des objets suivants : Cinquante reproductions sur bois - 20 x 20 cm, un jeu de l'oie - bâche rigide 3,2 x 1,98m, neuf cubes - 6,4cm de côté, un jeu de dominos - 28 dominos 14 x 7 cm en PVC, un memory - 50 cartes, six quilles en bois, deux gros dés en bois, et une malle de transport, d'une valeur totale de 1 939,44 € TTC.

Ces objets seront mis à la disposition de la médiathèque Centrale Emile Zola du 20 octobre au 23 novembre 2016. Ils seront présentés au public du 25 octobre au 19 novembre 2016.

ARTICLE 3 : La convention prendra effet du 20 octobre au 23 novembre 2016.

ARTICLE 4 : Le montant de la location de l'exposition s'élève à 775 € HT, soit 852,50 € TTC. Les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-777
Reçue en Préfecture le	13/10/16
Affichée le	13/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161012-lmc1132627-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 12/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
KELI dans la ZAC GAROSUD extension à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier : la SARL KELI est candidate à l'acquisition du lot 9 de 4 583 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux, atelier et showroom de 1 835 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 292 m². L'utilisateur final sera la société CDR GROUP pour une activité de réparation automobile (carrosserie, peinture, mécanique).
La société prévoit un effectif de 28 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SARL KELI ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-781
Reçue en Préfecture le	07/10/16
Affichée le	07/10
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161007- lmc1132702-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de
la société SBC dans la ZAC Descartes à Lavérune**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC DESCARTES à Lavérune : la SCI SBC est candidate à l'acquisition du lot 8 de 1 186 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux et entrepôts de 517,15 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 600 m². L'utilisateur final sera la société DSL TELECOM pour une activité d'installation et de service après-vente de réseaux télécom. La société prévoit un effectif de 55 personnes à 3 ans.
- **CONSIDERANT** le changement du maître d'ouvrage la SCI 3S indiqué dans la décision D2016-702 en SCI SBC

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision D2016-702 est abrogée.

ARTICLE 2 : La candidature de la SCI SBC ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 3 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-782
Reçue en Préfecture le	07/10/16
Affichée le	07/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161007- lmc1132700-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la déconsignation de fonds

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la Convention de mandat pour l'étude et la réalisation de la 2ème ligne de Tramway, approuvée par délibération n° 3962 du 12 juillet 2000, et déposée en Préfecture le 18 Juillet 2000 qui a confié à TaM la mission de faire réaliser cette opération en qualité de mandataire pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté Préfectoral n°2004-1-1091, déclarant d'utilité publique l'opération d'aménagement de la 2ème ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'ordonnance d'expropriation n°04/84 rendue par le juge de l'expropriation en date du 13 décembre 2004 et opérant transfert de propriété au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le jugement du 14 décembre 2005, rendu par le juge de l'expropriation de l'Hérault fixant à 10 945 € le montant de l'indemnité provisionnelle dû par Montpellier Méditerranée Métropole (anciennement Communauté d'agglomération de Montpellier), et autorisant l'expropriant à prendre immédiatement possession du bien exproprié, moyennant la consignation dudit paiement,
- VU que la somme de 10 945€ a été consignée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Trésorerie Générale – 334, Allée Henri de Montmorency – 34954 Montpellier Cedex 2 le 30 mars 2006, par la société TAM (Transports de l'Agglomération de Montpellier) chèque numéro 6847492 tiré du compte Caisse des Dépôts 00001 0000217790C53 sous le récépissé n°P0000809, consignation numéro 36355 (1269398),
- VU le jugement du 27 février 2006, le juge de l'expropriation de l'Hérault fixait à la somme de 11 000 € le montant de l'indemnité d'expropriation dû par Montpellier Méditerranée Métropole revenant à :

M. CALAFELL Philippe Jean, demeurant à Montpellier (34000), au 11, bis rue de la Loge, né à Montpellier (34000), le 15 avril 1958,

Mme CALAFELL Chrystel Michèle Marcelle Epouse de M. Matthieu Robert GROSSELIN, demeurant à Saint Cyr au Mont D'Or (69450) 39, route Pierre Dupont, née à Montpellier (34000) le 1^{er} juin 1970,

M. CALAFELL Jean Christophe époux de Mme Caroline Marie PISSETTAZ, demeurant à Saint Martin Bellevue (74370) 909, route de l'Eglise, né à Montpellier (34000) le 23 octobre 1971,
Mme RIEY Alice Rose Marguerite Veuve de Marcel CALAFELL, demeurant à MAUGUIO (34130), 297 rue Arnassere, née à CASTELNAU LE LEZ (34170) le 13 février 1927,

M. CALAFELL Serge Michel Marc époux de Mme Chantal Hélène SAGNARD, demeurant à JACOU (34830) Route de Teyran, né à Castelnau-le-Lez (34170) le 31 mai 1947,

Mme CALAFELL Jany Georgette Rose, demeurant à MAUGUIO (34130) 123, rue du Faubourg du Nord, née à Castelnau-le-Lez (34170) le 10 juillet 1948, divorcée de M. Yvon Gilbert Jean MARI, suivant jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de Montpellier, le 15 juin 1987, et non remariée,

pour l'acquisition du bien immobilier désigné ci-après :

COMMUNE DE CASTELNAU LE LEZ (34170)

section	n°	Adresse	Nature	Superficie m ²		
				Totale	Emprise	Reliquat
AR	122	Issue de la division de la parcelle AR19 1692, Av de l'Europe	SOL+BAT	1309	116	1193

à 11 000€ (ONZE MILLE €) toutes indemnités comprises.

- **VU** que la somme de 55€ représentant la différence entre le montant alloué lors du jugement provisionnel (10 945€) et le jugement définitif (11 000€) n'a été ni payée, ni consignée,

Les consorts CALAFELL ont engagé une nouvelle procédure devant le juge de l'expropriation du TGI de Montpellier le 12 mars 2015, sur le fondement de l'article L323-4 du code de l'expropriation faisant valoir que l'indemnité résultant du jugement du 27 février 2006 devenu définitif n'avait pas été payée et demandant à ce qu'il soit à nouveau statué sur le montant de l'indemnité d'expropriation.

- **VU** le jugement du 25/11/2015, signifié le 28/12/2015, le juge de l'expropriation a déclaré recevable la demande à ce qu'il soit à nouveau statué sur le montant de l'indemnité d'expropriation, et a fixé à la somme de 50 072 € l'indemnité totale de dépossession,

- **CONSIDERANT** que les consorts CALAFELL ont chargé Me Sébastien GARNIER, huissier de la SCP MEISSONNIER GARNIER de l'exécution du jugement du 25 novembre 2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : de procéder à la déconsignation totale au profit du consignataire, de la somme de 10 945 €, augmentée des intérêts produits par la consignation.

ARTICLE 2 : d'attester que le bien est libre de toute charge et dégage la Caisse des Dépôts et Consignations de toute responsabilité.

ARTICLE 3 : de demander à la Caisse des Dépôts d'effectuer le règlement de la somme au profit de la société TAM Montpellier Méditerranée Métropole, sur son compte ouvert auprès de la Caisse des Dépôts numéro 40031 00001 0000217790C 53 (dont ci-joint RIB).

Décision n°	D2016-787
Reçue en Préfecture le	20/10/16
Affichée le	20/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161020-lmc1132921-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°8.582 portant sur les travaux de serrurerie des ascenseurs du Peyrou dans le cadre du Bouclage de la ligne 4 de tramway

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour le bouclage de la 4ème ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'approuver et de conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- **CONSIDÉRANT** la consultation lancée selon une procédure adaptée ouverte portant sur les travaux de serrurerie des ascenseurs du Peyrou dans le cadre du Bouclage de la ligne 4 de tramway,
- **CONSIDERANT** la décision n°D2016-89 du 15/02/16 portant sur l'attribution du marché pour un montant de 110 293 € HT à l'entreprise SERRURERIE ROMANO (30250 Combas),

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°8.582 de Serrurerie des ascenseurs pour le bouclage L4 est passé avec l'entreprise SERRURERIE ROMANO.

ARTICLE 2 : Cet avenant a pour objet la réalisation de travaux supplémentaires et/ou de modifications de programme sur le marché ainsi que la régularisation des prix nouveaux notifiés en cours de travaux.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 21 372 € HT.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 131 665 € HT.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-790
Reçue en Préfecture le	25/10/16
Affichée le	25/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161025-lmc1132948-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec l'entreprise TWIN SOLUTIONS pour une réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} janvier 2015 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise TWIN SOLUTIONS pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité l'entreprise TWIN SOLUTIONS pour un transfert de son activité au sein du bâtiment MIBI pour permettre l'installation d'une autre entreprise,
- **CONSIDERANT** qu'une suite favorable a été réservée à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise TWIN SOLUTIONS pour une réduction de sa surface de 26,40 m² constituée du module B0.11 à une surface de 21,90 m² constituée du module B2.9 à compter de sa date de notification jusqu'au terme de sa convention initiale, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

ARTICLE 2: La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise TWIN SOLUTIONS pour la surface totale de 21,90 m² constituée du module B2.9 qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 296,08 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-795
Reçue en Préfecture le	25/10/16
Affichée le	25/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161025- lmc1133188-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, du Marché d'Intérêt National

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2015-23, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ou de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n° 2016/320 en date du 29 septembre 2016,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L 1311-13 et L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier, du bien énuméré ci-dessous:

Commune de Montpellier

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m²	N° inventaire Ville de Montpellier	Valeur vénale portée à l'inventaire
Marché d'Intérêt national	OL n°36	7 815		
	OL n°37	15 440	BAT41149	95 248.58€
	OL n°38	1 167	BAT99282	2 236 736.46€
	OL n°74	30 512	BAT99124	6 428.16€
	OL n°75	181		
	OO n°11	35 459		

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif. Certaines parcelles devant être divisées, les contenances seront précisées lors de l'établissement des documents d'arpentage.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisé à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à ces affaires, conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-800
Reçue en Préfecture le	25/10/16
Affichée le	25/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161025- lmc1133265-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ENEKIO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 novembre 2011 passée entre la Métropole et la société Enekiio pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 28 novembre 2013, 17 novembre 2014 et 26 octobre 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 31 octobre 2016 et que la société Enekiio n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société Enekiio pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 avril 2017.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société Enekiio pour la surface de 81,48 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 941,09 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-801
Reçue en Préfecture le	25/10/16
Affichée le	25/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161025-lmc1133269-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
ALCYAN CRÉATIONS dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec : la société ALCYAN, représentée par Monsieur Fabrice MARCELLIN est une SARL dont l'activité est l'édition et l'impression sur articles souvenirs. Elle est candidate à la location du lot A6 de 122.76 m² pour une période 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ALCYAN ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-802
Reçue en Préfecture le	25/10/16
Affichée le	25/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161025-lmc1133324-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste
immatriculé CV 999 SB à l'Hôtel des ventes 113**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal 75 000 euros,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver le véhicule Peugeot Partner immatriculé CV 999 SB du fait de sa vétusté,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le véhicule Peugeot Partner immatriculé CV 999 SB à réformer du fait de sa vétusté est cédé à l'hôtel des ventes Centre 113 situé 390 rue les Portes Domitienne à Vendargues (34740) pour être vendu aux enchères.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-803
Reçue en Préfecture le	20/10/16
Affichée le	20/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161020- lmc1133375-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 46 m² avenue de Maurin à Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du conseil municipal de la commune de Montpellier en date du 17 décembre 2015 n°2015/514 portant approbation du transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- **VU** la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **VU** l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la demande d'acquisition de Monsieur ELOY souhaitant régulariser la propriété foncière de l'escalier de son habitation construit sur le domaine public,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser cette emprise du domaine public avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate qu'une emprise de 46 m² jouxtant la parcelle ER 361 avenue de Maurin à Montpellier, n'est pas affectée à l'usage du public,

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L.141-3 du code de la voirie routière, cette emprise est déclassée du domaine public.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de cette emprise, qui sera intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-806
Reçue en Préfecture le	25/10/16
Affichée le	25/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161025-lmc1133459-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "DEWEVRE Philippe
(FOURCADIER ANGELIS), requête TA n°1605140-8"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1605140-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 octobre 2016 par Monsieur DEWEVRE Philippe, expert, demandant l'extension de sa mission à une nouvelle partie en la personne morale de Montpellier Méditerranée Métropole et ce, dans le cadre de l'expertise contradictoire ordonnée par le Tribunal Administratif de Montpellier le 26 juillet 2016 entre Monsieur et Madame FOURCADIER et Madame De Angelis d'une part et le syndicat du bassin du Lez, la commune de Montpellier, la commune de Lattes, la commune de Saint Jean de Védas, la société Vinci autoroutes, la société Autoroutes du Sud de la France et le Préfet de l'Hérault consécutivement aux désordres subis par Monsieur et Madame FOURCADIER et Madame ANGELIS lors des inondations survenues le 23 août 2015 sur leurs terrains agricoles plantés en vigne.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-815
Reçue en Préfecture le	25/10/16
Affichée le	25/10/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161025- lmc1133697-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/10/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la donation à la médiathèque centrale Émile Zola d'un plan cavalier de la ville de Montpellier datant de 1886 par M. Philippe Saurel

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'accepter ou de refuser tous les dons et legs et d'autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** la proposition de donation de M. Philippe Saurel d'un plan cavalier de la ville de Montpellier datant de 1886 à la médiathèque centrale Emile Zola,
- **CONSIDERANT** que cette donation permettra d'enrichir les fonds patrimoniaux de cartes et plans de la Ville de Montpellier et de la Métropole conservés à la médiathèque centrale Emile Zola,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention relative au don d'un plan cavalier de la ville de Montpellier datant de 1886 est conclue entre M. Philippe Saurel, à titre personnel, et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : La donation prend effet à compter de la date de signature de la convention.

ARTICLE 3 : La donation est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-872
Reçue en Préfecture le	18/11/16
Affichée le	18/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161118-lmc1135068-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 18/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES NOVEMBRE 2016

N° ARRETES	TITRES	PAGES
Arrêté n°A2016-336	Avenant n°1 au Programme d'Actions Local 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la réhabilitation du parc privé	389
Arrêté n°A2016-338	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Clapiers - Autorisation n°1 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	391
Arrêté n°A2016-339	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Juvignac "changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°3	394
Arrêté n°A2016-340	Autorisation d'exploiter un taxi sur la commune de Castelnau-le-Lez "Changement de véhicule" - Autorisation n°5	396
Arrêté n°A2016-342	Personnalités compétentes - Commission d'Appel d'Offres - Exploitation de la fourrière pour animaux errants située sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone au lieu dit "Carré du Roi"	398
Arrêté n°A2016-345	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Sussargues - "Changement de Véhicule" - Autorisation n°1	399
Arrêté n°A2016-351	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Castelnau-le-Lez	401
Arrêté n°A2016-352	Arrêté relatif aux CDAC du 02 Décembre 2016, de 9h et de 9h30	403
Arrêté n°A2016-360	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique unique portant sur la modification n°11 du PLU de la Ville de Montpellier et la création de périmètres délimités des abords des monuments historiques ' Domaine du Château de Bonnier de la Mosson ' et ' Parc et ouvrages d'art du Château d'O '	405



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Avenant n°1 au Programme d'Actions Local 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la réhabilitation du parc privé

- **Vu** le code de la Construction et de l'Habitation, et notamment l'article R.321-10-1,
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la délibération n°12196 du Conseil du 15 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en tant que Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la délibération n° 13711 du Conseil du 14 avril 2016 autorisant le Président à conclure avec l'Etat la convention de délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre, et avec l'Anah la convention de gestion des aides à l'habitat privé,
- **Vu** la convention de délégation de compétence des aides à la pierre conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat en application de l'article L.301-5-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) le 30 mai 2016,
- **Vu** la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat le 30 mai 2016,
- **Vu** l'avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole du 19 septembre 2016,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'avenant n°1 au Programme d'Actions Local 2016 en faveur de la réhabilitation du parc privé de Montpellier Méditerranée Métropole, annexé au présent arrêté, est approuvé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-336
Transmis en Préfecture le	14/11/16
Affiché le	14/11/2016
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161110- lmc1133329-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 10/11/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Clapiers - Autorisation n°1 - Présentation d'un successeur à titre onéreux

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté **2014-454** du **14 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Clapiers du **11 juillet 2013, n°2013-259** ;
- VU la faculté donnée à **Mesdames Cécile DESCHAMPS et Elodie SANCHEZ TEYSSIER** de présenter un successeur à titre onéreux ;
- VU la demande présentée par la société **AMBULANCES AZUR PARAMEDICAL**, représentée par Monsieur Jean Yves AVRILLEAU, pour la succession de cette autorisation ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 01/09/2016 au terme duquel, Mesdames Cécile DESCHAMPS et Elodie SANCHEZ TEYSSIER consentent la présentation à titre onéreux de la société **AMBULANCES AZUR PARAMEDICAL** en qualité de successeur à l'exploitation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de Clapiers délivrée sous le n°01.

A la lecture de l'acte précédemment cité il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 78 000 €.

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Clapiers du 11 juillet 2013, n°2013-259 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2: La société **AMBULANCES AZUR PARAMEDICAL**, représentée par Monsieur Jean Yves AVRILLEAU, et dont le siège social est situé au **11 B rue du Docteur Fleming à Béziers (34500)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **C4 PICASSO** immatriculé **EE-920-ZX**, sur le territoire de la commune de **Clapiers** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **01**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Clapiers** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-338
Transmis en Préfecture le	16/11/16
Affiché le	
Notifié le	17/11/16
Identifiant	034-243400017-20161116- lmc1133405-AI-1-1

Fait à Montpellier, le 16/11/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Juvignac "changement de véhicule"- Autorisation de stationner n°3

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté **2014-403** du **15 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du **21 juin 2016**, n°A2016-256 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **M. Jean-Michel ARNAL** titulaire d'une autorisation de taxi à **Juvignac**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté du **21 juin 2016**, n°A2016-256 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **M. Jean-Michel ARNAL**, né le **22 décembre 1976** à **Montpellier**, domicilié au **48 rue des Cigales à Juvignac (34 990)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **LAND ROVER** immatriculé **EG-684-AD**, sur le territoire de la commune de **Juvignac** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3: La présente autorisation est délivrée sous le numéro **3**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Juvignac** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-339
Transmis en Préfecture le	16/11/16
Affiché le	
Notifié le	16/11/16
Identifiant	034-243400017-20161116-lmc1133589-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 16/11/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur la commune de CASTELNAU LE LEZ "Changement de véhicule" - Autorisation n°5

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté **2014/10-1561** du **13/10/2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Castelnau-le-Lez du **12 juin 2013, n°2013-06-47** ;
- **CONSIDERANT** que **LA SARL ARNAUD TAXI**, représentée par **Monsieur Arnaud FRUTOS** titulaire d'une autorisation de taxi à **Castelnau-le-Lez**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er: L'arrêté du **12 juin 2013, n°2013-06-47** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : La SARL ARNAUD TAXI, représentée par Monsieur Arnaud FRUTOS, né le **25 mars 1986** à Ajaccio (Corse), domicilié au **680 avenue du Vidourle à LUNEL (34 400)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN TOURAN** type **M10VWGVN239190** immatriculé **EF-945-XZ**, sur le territoire de la commune de **Castelnau-le-Lez** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **5**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Castelnau-le-Lez** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-340
Transmis en Préfecture le	16/11/16
Affiché le	
Notifié le	17/11/16
Identifiant	034-243400017-20161116-lmc1133818-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 16/11/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Personnalités compétentes - Commission d'Appel d'Offres -
Exploitation de la fourrière pour animaux errants située sur la
commune de Villeneuve-lès-Maguelone au lieu dit "Carré du Roi"**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1414-3 ;
- VU l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- **CONSIDERANT** la faculté pour la Présidente de la Commission d'Appel d'Offres de la Métropole de désigner une personnalité compétente pour chaque membre du groupement

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Est désigné pour siéger au sein de la Commission d'Appel d'Offres relative à l'exploitation de la fourrière pour animaux errants située sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone au lieu-dit "Carré du Roi", en qualité de personne compétente représentant la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau:

- Monsieur Yvon IZIQUEL, Chef du service développement durable et espaces naturels.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-342
Transmis en Préfecture le	09/11/16
Affiché le	09/11/2016
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161109-lmc1133881-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 09/11/2016
Mme E. LLORET

SIGNÉ

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Energie et transition énergétique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de SUSSARGUES - "Changement de Véhicule" - Autorisation n°1

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de SUSSARGUES n°AR14_076 du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de SUSSARGUES du 14 août 2014, n°AR14_064 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Olivier MASSIP**, titulaire d'une autorisation de taxi à **SUSSARGUES**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté de la commune de SUSSARGUES du 14 août 2014, n°AR14_064 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Olivier MASSIP**, né le 24 janvier 1968 à **MONTPELLIER**, domicilié au 1 rue du Pic Saint Loup à **Sussargues (34 160)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type 212U0BFP0CZAZ05A2 immatriculé **EF-604-BD**, sur le territoire de la commune de SUSSARGUES dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **01**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Sussargues** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-345
Transmis en Préfecture le	16/11/16
Affiché le	
Notifié le	17/11/16
Identifiant	034-243400017-20161116-lmc1134035-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 16/11/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Castelnau-le-Lez

- **VU** le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;
- **VU** le PLU de la Commune de Castelnau-le-Lez approuvé le 29 juin 2007, mis à jour le 22 avril 2010, mis à jour le 16 septembre 2010, modifié le 28 février 2011, modifié le 26 mai 2011, mis à jour le 24 novembre 2011, modifié le 20 mars 2013, modifié le 12 décembre 2013, révisé le 20 janvier 2014, modifié le 23 décembre 2014, mis à jour le 26 mai 2015 ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015 ;
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, et notamment, dans le cadre de la mise en œuvre de la ZAC Extension Euréka, de modifier l'article 1AU6 organisant les règles d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives ;
- **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
 - de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
 - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
 - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
 - d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;

- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences :
 - de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
 - de diminuer ces possibilités de construire,
 - de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La procédure de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Castelnau-le-Lez est engagée.

ARTICLE 2 : Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°3 seront définies par délibération du Conseil de Métropole.

ARTICLE 3 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de la Commune de Castelnau-le-Lez préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme et à Monsieur le Maire de la Commune de Castelnau-le-Lez. Il sera ensuite mis à disposition du public. A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole, qui délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Arrêté n°	A2016-351
Transmis en Préfecture le	15/11/16
Affiché le	15/11/2016
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161115-lmc1134442-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 15/11/2016
Mme S. JANNIN

SIGNÉ

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté relatif aux CDAC du 02 Décembre 2016, de 9h et de 9h30

- VU l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein des Commissions Départementales d'Aménagement Commercial qui se réuniront le vendredi 02 Décembre 2016 à 9h00 et à 9h30, salle Philippe Lamour à la Préfecture de l'Hérault – place des Martyrs de la Résistance à Montpellier,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Madame Chantal LEVY-RAMEAU et Monsieur Abdi El Kandoussi, Conseillers métropolitains pour siéger et voter le vendredi 02 Décembre 2016 :

- à 9h00, au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault, qui se réunira salle Philippe Lamour – Préfecture de l'Hérault, Place des Martyrs de la Résistance à Montpellier pour l'examen d'un projet d'autorisation d'extension d'un ensemble commercial par création d'un commerce spécialisé dans l'équipement de la personne à l'enseigne "S.OLIVER" de 194 m2 de surface de vente, situé Espace Bocaud, Lieu dit La Plaine, Rue Pierre Plantée à Jacou (34).
- et à 9h30, au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault, qui se réunira salle Philippe Lamour – Préfecture de l'Hérault, Place des Martyrs de la Résistance à Montpellier pour l'examen d'un projet d'autorisation d'exploitation supermarché à prédominance alimentaire à l'enseigne CASINO de 319 m2 de surface de vente, portant sa surface totale de 1 151m2 à 1 470 m2 avenue de Toulouse à Montpellier (34).

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président ;

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2016-352
Transmis en Préfecture le	21/11/16
Affiché le	21/11/16
Notifié le	21/11/16
Identifiant	034-243400017-20161121- lmc1134775-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 21/11/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté d'ouverture d'une enquête publique unique portant sur la modification n°11 du PLU de la Ville de Montpellier et la création de périmètres délimités des abords des monuments historiques ' Domaine du Château de Bonnier de la Mosson ' et ' Parc et ouvrages d'art du Château d'O '

- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-44 ;
- VU le Code du Patrimoine et notamment les articles L.621-30 et L.621-31 ;
- VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-27 ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015 ;
- VU le porter à connaissance adressé par Monsieur le Préfet de Région à la Ville de Montpellier en date du 21 septembre 2015 concernant le projet de création de périmètres délimités des abords des monuments historiques « Domaine du Château de Bonnier de la Mosson » et « Parc et ouvrages d'art du Château d'O » proposés par l'Architecte des Bâtiments de France ;
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat ;
- VU la délibération n°2016/206 du conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 22 juin 2016 émettant un avis favorable à la création des périmètres délimités des abords des monuments historiques susvisés ;
- VU l'arrêté n°A2016-325 en date du 21 septembre 2016 engageant la procédure de modification n°11 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU ;
- VU la délibération n°2016/315 du conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 22 septembre 2016 émettant un avis favorable au projet de modification n°11 du PLU ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 06 octobre 2016 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique unique relative au projet de modification n°11 du PLU de la Ville de Montpellier et au projet de création de périmètres délimités des abords des monuments historiques susvisés ;
- VU la décision n°E16000185/34 en date du 18 octobre 2016 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Gilbert MORLET en qualité de commissaire enquêteur ;

- VU la notification aux personnes publiques associées en date du 11 octobre 2016, du projet de modification n°11 du PLU et du projet de création des périmètres délimités des abords des monuments historiques susvisés ;
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique unique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique unique portant sur le projet de modification n°11 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique, et sur le projet de création de périmètres délimités des abords des monuments historiques « Domaine du Château de Bonnier de la Mosson » et « Parc et ouvrages d'art du Château d'O », pour une durée de 33 jours consécutifs, du lundi 12 décembre 2016 au vendredi 13 janvier 2017 inclus.

ARTICLE 2 : Par décision n°E16000185/34 en date du 18 octobre 2016, Monsieur Gilbert MORLET, ingénieur divisionnaire des TPE, retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole. Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique et présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet :

- à la mairie de Montpellier, aux heures habituelles d'ouverture, à savoir les lundi, mardi, mercredi, vendredi de 8h30 à 17h30 et le jeudi de 10h à 19h (fermeture exceptionnelle le vendredi 30 décembre 2016) ;

- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites à Monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : « *Monsieur le commissaire enquêteur - projet de modification n°11 du PLU de Montpellier et création de périmètres délimités des abords - Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2* ». Le public ne pourra pas communiquer ses observations, propositions et contre-propositions par voie électronique.

ARTICLE 4 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public en mairie de Montpellier :

- le lundi 12 décembre 2016 de 8h30 à 12h00,
- le jeudi 22 décembre 2016 de 16h00 à 19h00,
- le samedi 07 janvier 2017 de 9h00 à 12h00,
- le vendredi 13 janvier 2017 de 14h30 à 17h30.

ARTICLE 5 : Au vu des articles L.104-2, R.104-1 à R.104-2 et R.104-8 à R.104-14 du Code de l'Urbanisme et de la nature des évolutions projetées, le projet de modification n°11 du PLU de Montpellier n'est pas soumis à évaluation environnementale.

ARTICLE 6 : La personne responsable du projet de modification n°11 du PLU de la Ville de Montpellier est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de Monsieur Alban FILIPIAK (a.filipiak@montpellier3m.fr/ 04.67.13.60.24) à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (DUIH) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, à l'adresse suivante:

Montpellier Méditerranée Métropole
 Direction de l'urbanisme et de l'Habitat
 50 place Zeus - CS 39556
 34961 MONTPELLIER CEDEX 2

Le projet de création de périmètres délimités des abords des monuments historiques « Domaine du Château de Bonnier de la Mosson » et « Parc et ouvrages d'art du Château d'O » est présenté dans le cadre d'une procédure conjointe à la modification du PLU, conformément aux dispositions des articles R.123-7 du Code du Patrimoine et L.123-6 du Code de l'Environnement. Le maître d'ouvrage responsable du projet de création des périmètres délimités des abords est la Direction Régionale des Affaires Culturelles. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de création des périmètres délimités des abords auprès de Madame Aurélie HARNEQUAUX, à l'adresse suivante:

Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie
 Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault
 5, rue salle l'Evêque
 34967 MONTPELLIER CEDEX 2
 Tél. 04 67 02 32 36 ou 04 67 02 35 41

ARTICLE 7 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier convoquera, dans la huitaine, les responsables des projets et leur communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en les invitant à produire, dans un délai de quinze jours, leur mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Montpellier, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr>). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 8 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault.

L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, sur les lieux suivants :

- A l'intersection du Pont V. Badie et de la rue Sainte Barbe ;
- A l'angle de l'avenue du professeur Jean Louis Viala et de la rue de Malbosc ;
- Place Renaudel ;
- A l'angle de la rue du chemin de Salinier et de la rue des Grezes ;

- A l'angle de l'avenue Louis Ravas et de la rue Jean Coulazou ;
- A l'angle de l'avenue Occitanie et de la route de Ganges ;
- Rue de l'Hortus, à proximité du rond-point Germaine Richier ;
- Place de la voie Domitienne ;
- A l'angle de l'avenue du professeur Grasset et de l'avenue d'Adhémar ;
- A l'angle du Boulevard Benjamin Milhau et de l'avenue de Lodève ;
- A l'angle de la rue du Mas Merle et de la route de Laverune ;
- A l'angle de l'avenue de Toulouse et de la rue de Bugarel ;
- A l'angle de la rue de Bugarel et du boulevard Paul Valéry ;
- A l'angle de la rue du mas Nougulier et du chemin du Poutingon ;
- A l'angle de la rue de la Jasse de Maurin et de la rue Ettore Bugatti ;
- A l'angle de l'avenue du Marché Gare et de la rue de l'industrie ;
- A l'angle de l'avenue du Mas d'Argeliers et de l'avenue du Marché Gare ;
- Sur l'avenue de Palavas, à proximité immédiate de la médiathèque F. Garcia Lorca ;
- A l'angle de l'avenue des Près d'Arènes et de la rue Georges Bizet ;
- A l'angle de l'allée Jean Miquel et de l'avenue de Palavas ;
- Place Saint Denis, devant l'église Saint Denis ;
- Place Jean Jaurès ;
- A l'angle du boulevard Henry IV et de la rue Ecole de Médecine ;
- A l'angle de la rue Villefranche et du quai de Verdanson ;
- Sur l'avenue Saint Lazare, au droit de la maison de l'Agglomération ;
- A l'angle de la rue Léon Blum et du boulevard d'Antigone ;
- A l'angle de l'avenue de la Pompignane et de la rue du Jeu de Boules ;
- Sur l'avenue Raymond Dugrand, à proximité du rond-point Ernest Granier ;
- A l'angle de l'allée Avogadro et de la rue de la vieille Poste ;
- A l'angle de la rue de Pommesargues et de la rue du Mas de Verchant ;
- Sur la rue Georges Melies, à proximité de la Place Odysseum ;
- A l'angle de la route de Vauguière et du boulevard Pénélope ;
- Sur l'avenue Thomas Jefferson, à proximité du rond-point Place de Lisbonne ;
- A l'angle de l'avenue Albert Einstein et de la rue de la Mogère ;
- A l'angle de la rue du Mas de Limousin et de l'avenue Bachaga Boualem ;
- Au niveau du rond-point, à l'angle de la rue Doscares et de la rue de la Vieille poste ;
- Au croisement de l'avenue du Professeur Blayac et de l'avenue de l'Europe ;
- Sur l'avenue des Moulins, à proximité du rond-point d'Alco ;
- A l'angle de la rue du Pilory et de la rue du Truc de Leuze ;
- A l'angle de la rue du Puech Vila et de la rue Croix Lavit ;
- A l'angle de la rue Croix Lavit et de l'avenue des Moulins ;
- A l'angle de l'avenue du Père Soulas et de la rue du Muscadet ;
- A l'angle de l'avenue du Père Soulas et de l'impasse des deux ruisseaux ;
- A l'angle du boulevard Pedro de Luna et de la rue Georges Claude ;
- A l'angle de la rue de Fontcouverte et de la rue du Lavandin ;
- A l'angle de la rue des Pradiers et de la rue de la Croix du Sud ;
- En bordure du parking de la Maison pour Tous Voltaire, situé le long de l'avenue Albert Dubout ;
- Devant la Maison pour tous George Sand, à l'angle des avenues de Saint Maur et Saint André de Novigens ;
- Devant la Maison pour tous Albert Dubout et mairie annexe Aiguelongue, à l'angle de l'avenue de la Justice de Castelnau et de la rue Montasinos ;
- A proximité du portail d'entrée de la Maison pour tous l'Escoutaire et mairie annexe Saint Martin, le long de la rue des Razeteurs ;
- A proximité de la Maison pour tous Albert Camus et mairie annexe Tastavin, à l'angle de l'avenue Villeneuve d'Angoulême et du boulevard Pedro de Luna ;

- Au droit de la Maison pour tous Marcel Pagnol et mairie annexe la Chamberte, le long de la route de Laverune ;
- A proximité de la Maison pour tous Marie Curie et mairie annexe Celleneuve, le long de l'allée Pierre Carabasse ;
- Au droit de la Maison pour tous André Chamson, le long de la rue Gustave Eiffel ;
- En sortie du parking de la Maison pour tous Leo Lagrange et mairie annexe de la Mosson, à l'angle de l'avenue de Bologne et de la rue de Bari ;
- A proximité de la Maison pour tous Georges Brassens et mairie annexe Les Hauts de Massané, sur la place Jacques Brel.

Il sera, en outre, mis en ligne sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr>) et de la ville de Montpellier (<http://www.montpellier.fr/>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Montpellier, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 10 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la parution de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 11 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°11 du PLU de Montpellier sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation. Après bilan de l'enquête effectué par la Direction Régionale des Affaires Culturelles, les périmètres délimités des abords seront créés par décision de Monsieur le Préfet, après accord de Montpellier Méditerranée Métropole, puis annexés au PLU de Montpellier au titre des servitudes d'utilité publique, conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 12 : Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Montpellier, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-360
Transmis en Préfecture le	15/11/16
Affiché le	15/11/2016
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161114-lmc1134985-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 14/11/2016
Mme S. JANNIN

SIGNÉ

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4
CERTIFICAT D’AFFICHAGE
CONVENTION DE PROJET
URBAIN PARTENARIAL

PARTIE IV – SOMMAIRE
CERTIFICAT D’AFFICHAGE – CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL

TITRES	PAGES
Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 8 novembre 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « IMMO BERGERIE »	412



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie :

qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 6 septembre 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « IMMO BERGERIE » dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par l’opération d’aménagement d’une partie du secteur de la Bergerie, Allée de l’Europe à Juvignac (parcelles cadastrées section BS n° 3, 4p,45p,55,57,108,237) a été affichée du 3 octobre 2016 au 3 novembre 2016 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le

- 8 NOV. 2016

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole